

# NOTRE ÉCONOMIE

Propositions pour une  
politique économique durable  
2019 – 2029

Garde-fous pour la globalisation,  
la numérisation et une croissance  
respectueuse du climat

## VERSION FINALE

(avec toutes les requêtes du délai 2 et les propositions  
du CD du 23 novembre 2018)



# CONTENU

<b>1</b>	<b>NOTRE CONCEPTION DE L'ÉCONOMIE</b>	<b>11</b>
<b>2</b>	<b>ÉVOLUTION AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES</b>	<b>19</b>
2.1	Concepts économiques antérieurs du PS Suisse	19
2.2	Les grandes controverses de notre temps : numérisation, mondialisation et dilemme de la croissance	19
2.2.1	Numérisation : les chances et les risques	19
2.2.2	Mondialisation : à propos des biens et de la justice	24
2.2.3	Croissance et protection du climat	31
2.3	Développements globaux	36
2.3.1	Une crise financière aux conséquences graves	37
2.3.2	Des taux d'intérêt toujours bas	38
2.3.3	Ralentissement de la croissance économique	40
2.3.4	Concentration des revenus et de la richesse	41
2.3.5	Réchauffement climatique et bulle de carbone	44
2.4	Évolution en Suisse	45
2.4.1	Peu de progrès sur le marché du travail	45
2.4.2	L'écart se creuse	48
2.4.3	La migration fait partie de la Suisse	50
2.4.4	Un travail de <i>care</i> réparti inégalement	52
2.4.5	Innovation numérique : la Suisse recule	54
2.5	Conclusion : une décennie perdue	55
<b>3</b>	<b>ORIENTATIONS POLITIQUES</b>	<b>56</b>
3.1	Du travail décent pour tout le monde	60
3.1.1	Développer la formation initiale et la formation continue	60
3.1.2	Répartir le travail équitablement et réduire le temps de travail	63
3.1.3	Renforcer la cogestion (codétermination)	69
3.1.4	Protéger les conditions de travail	71
3.1.5	L'assurance générale du revenu (AGR)	72
3.1.6	Sécuriser les salaires et les conditions de travail	75
3.2	Des services communautaires pionniers	77
3.2.1	Nous affranchir de notre dépendance à l'égard des énergies fossiles	77
3.2.2	L'infrastructure numérique en tant que service communautaire d'avenir	80
3.2.3	Investir dans la recherche et le développement	81
3.2.4	Un fonds d'avenir pour les entreprises innovantes	82
3.2.5	Économie durable	83
3.2.6	Stabiliser l'économie financière	87
3.3	Une collectivité publique forte	89
3.3.1	Renforcer les services publics	89
3.3.2	Répartir la rente foncière plus équitablement	91
3.3.3	Renforcer le pouvoir d'achat des revenus faibles et moyens	94
3.3.4	Créer de l'égalité, revaloriser le travail de <i>care</i>	96
3.3.5	Imposer le revenu du capital et les opérations financières	101
3.4	Engagement international	104
3.4.1	Un engagement en faveur de plus de justice	104
3.4.2	Développer la coopération au développement	108
3.4.3	Lutter contre l'évasion fiscale	109
3.4.4	Des relations harmonieuses avec l'Europe	111
<b>4</b>	<b>CONCLUSION</b>	<b>113</b>

# PROCÉDURE POUR LE TRAITEMENT DES AMENDEMENTS DÉPOSÉS :

Au vu du nombre très important d'amendements déposés, les débats se dérouleront par blocs thématiques. Au début de chacun des blocs, les dépositaires d'amendements pourront, s'ils le souhaitent, les défendre individuellement. Suite à la discussion générale et la recommandation du Comité directeur, tous les votes seront organisés en fin de discussion de chacun des blocs, amendement après amendement.

<b>Bloc 1</b> Préambul et introduction	A-1 à A-10
<b>Bloc 2</b> Evolution au cours des 10 dernières années	A-11 à A-27
<b>Bloc 3</b> Orientations politiques : Du travail décent pour tout le monde	A-28 à A-50
<b>Bloc 4</b> Orientations politiques : Services communautaires pionniers	A-51 à A-60
<b>Bloc 5</b> Orientations politiques : Une collectivité publique forte et un engagement international	A-61 à A-84
<b>Bloc 6</b> Mot de la fin et perspectives	A-85 à +95

Conformément au Règlement du Congrès (article 4), le temps de parole est de 3 minutes pour les proposant-e-s et de 2 minutes pour tou-te-s les autres orateurs et oratrices. La présidence du moment reçoit 5 minutes à la fin de chaque bloc pour commenter toutes les demandes. Le/la président-e peut accorder des prolongations de temps de parole. Sur proposition d'un-e membre du Congrès, cette proposition est mise aux voix.

## Antrag zur Titelseite

*A-1: Raffael Wüthrich, Sektion Bolligen, Bern, Delegierter*

**Forderung:** umformulieren

*Der Untertitel des Deckblatts soll folgendermassen umformuliert werden: Leitplanken für ein ökosoziales Wirtschaften, eine faire Globalisierung und eine menschenge-rechte Digitalisierung.*

**Begründung:** *Es ist nicht nötig, dass sich die SP im 2018 im Untertitel des Wirtschaftskonzepts soweit aus dem Fenster lehnt und Wachstum predigt, wenn immer mehr Zahlen und Wissenschaftler\*innen darauf hinweisen, dass Wirtschaftswachstum und Klimaverträglichkeit/Ressourcenschonung miteinander unvereinbar sind. Es wäre auch in Anbetracht des 10-jährigen Zeithorizontes geschickter, wenn hier nicht das Wachstum sondern die Wirtschaft als solches betont wird. Es würde der SP zudem sehr gut anstehen, die neoliberale Ideologie des ewigen Wachstums öffentlich zu hinterfragen und Strategien aus der Wachstumsfalle zu entwickeln, resp. zu befürworten.*

**Proposition du Comité directeur:** *accepté modifié*

**Motif:** *Le sous-titre proposé est lourd et peu accessible à une grande partie de la population. Nous proposons l'amendement suivant : « Propositions pour une politique économique durable 2019-2029*

*dans un contexte de numérisation, de mondialisation et de réchauffement climatique*

# L'ÉCONOMIE, C'EST NOUS

Nous sommes la majorité. Nous qui, grâce à nos compétences artisanales, intellectuelles, « compassionnelles » ou créatives, apportons notre contribution à la bonne marche et au succès de notre société. Nous sommes l'économie. C'est nous qui créons la prospérité, et non les prétendus leaders économiques ou investisseurs qui vivent des gains du capital... et donc du travail des autres. Notre contribution est indispensable. Nous ne cesserons de lutter pour l'avènement d'une économie qui nous serve toutes et tous et non pas seulement ceux qui, avec leur argent, s'arrogent les bénéfices et les bienfaits de l'économie et de la politique.

*A-2: Sepp Dorfschmid, SP-Wädenswil*

**Forderung:** *umformulieren*

*Wohlstand wird mit handwerklicher, intellektueller, fürsorglicher und kreativer Arbeit aller und nicht nur derjenigen der sogenannten Wirtschaftsführer und Anlegerinnen, die von Kapitalgewinnen leben, geschaffen. Die SP wird nicht aufhören, ...*

**Begründung:** *„Wir sind die Mehrheit“ wirkt etwas komisch bis überheblich (Welchen Wähleranteil haben wir?). Dies insbesondere weil mit „Wir“ im oberen Teil der Seite „Wir Werktätigen“ im unteren Teil „Wir von der SP“ gemeint ist.*

**Proposition du Comité directeur:** *accepté modifié*

**Motif:** *Le texte fait à écho à la revendication du PS : être le parti qui se bat « pour tous, sans privilèges ». Nous souhaiterions donc laisser la première phrase telle quelle. La deuxième phrase peut être adaptée dans le sens de la requête.*

L'économie doit se conformer aux objectifs ancrés dans la Constitution fédérale. Elle doit protéger « la liberté et les droits du peuple », favoriser « la prospérité commune, le développement durable, la cohésion interne et la diversité culturelle du pays ». Elle doit veiller à « garantir une égalité des chances aussi grande que possible entre les citoyens » et promouvoir « la conservation durable des ressources naturelles » et « l'ordre international juste et pacifique »<sup>1</sup>. Nous appelons à la mise en place d'une économie génératrice de liberté, de justice et de solidarité.

Nous voulons une économie qui soit au service de la liberté de tous. La liberté ne se limite pas à réduire la bureaucratie. La liberté n'est pas le droit du plus fort. La liberté n'a rien à voir avec le démantèlement des services publics : être libre, c'est avoir la chance de mener une vie épanouie, de participer à la vie en société et de pouvoir développer ses points forts. Liberté signifie cogestion (codétermination) et participation. Liberté signifie démocratie à tous les niveaux.

Notre engagement est important, surtout en ces temps troublés où la mondialisation et la numérisation changent rapidement la vie des gens et remettent en question des catégories professionnelles entières, à une époque où les riches deviennent de plus en plus riches aux

<sup>1</sup> Constitution fédérale de la Confédération : Art. 2, But.

dépens de ceux qui doivent travailler pour (sur)vivre. Le PS essaie de (pro-)réagir au mieux au changement en cours. Nous ne voulons pas qu'il soit mû par la seule concurrence et la seule recherche du profit. Nous voulons de la sécurité, des perspectives et de la cogestion. Nous ne voulons pas être laissés à la merci de contraintes techniques ou financières. Nous voulons créer une économie qui soit au service de toutes et tous.

# INTRODUCTION

L'économie mondiale traverse une période de turbulences. Les mégatendances de la numérisation et de la mondialisation, ainsi que la restructuration écologique de l'économie, ouvrent de nouvelles perspectives, mais présentent aussi d'énormes risques pour la démocratie, la sécurité sociale et l'équité de la répartition. Les inégalités d'actifs et de fortune augmentent dans les pays industrialisés et émergents. Les groupes d'entreprises mondiaux définissent de plus en plus les règles eux-mêmes. Parallèlement, le dilemme de la croissance est plus présent que jamais. Le changement climatique continue lui aussi de progresser. Dix ans après la crise financière, la croissance de l'économie mondiale et du commerce mondial s'est ralentie ; les taux d'intérêt restent à leur niveau le plus bas.

En comparaison, nous nous en sortons relativement bien en Suisse. Mais, ici aussi, l'on constate des évolutions indésirables : le chômage stagne à un niveau élevé, la sécurité sociale diminue. Les heures de travail et le stress augmentent, bien que la productivité croisse. Même près de 40 ans après l'introduction de l'article sur l'égalité, la discrimination à l'égard des femmes dans la vie économique reste un thème d'une actualité brûlante. Les autorités continuent d'ignorer l'importance de l'économie des soins. Ce sont notamment le système de santé, financé sur un mode antisocial, et les loyers élevés qui représentent un fardeau disproportionné pour une partie de la société.

**A-3:** *Sepp Dorfschmid, SP-Wädenswil*

**Forderung:** *Ergänzen*

*... obwohl die Produktivität steigt. Der ökologische Fussabdruck und insbesondere der Ausstoss von fossilem CO2 bedrohen die Zukunft. ...*

**Begründung:** *Obwohl im 1. Abschnitt Wachstumsdilemma und Klimawandel generell aufgeführt, sollte das Thema auch als Fehlentwicklung in der CH aufgeführt werden.*

**Proposition du Comité directeur:** *accepté modifié*

**Motif: Texte proposé :** *La destruction de la nature et, en particulier, le rejet de CO2 fossile menacent l'avenir.*

*Le concept d'« empreinte écologique » n'est peut-être pas familier à tout le monde.*

Il est grand temps de changer de cap en matière de politique économique. Nous connaissons parfaitement des solutions de rechange : la Suisse a une tradition de formes de propriétés d'utilité publique (coopératives, entreprises du service public) en phase avec les besoins de la majorité de la population plutôt qu'avec la logique de profit des grands actionnaires anonymes. La création des Écoles polytechniques fédérales et des CFF, ou l'introduction de l'AVS, sont des exemples de réalisations pionnières.

En exposant le présent concept économique, le PS Suisse présente ses idées de réforme pour les dix prochaines années. Nous voulons avoir réalisé la conversion écologique d'ici à 2040. Nous voulons plus de cogestion dans les entreprises, afin que les voix de celles et ceux qui, au premier chef, créent la richesse de la société grâce à leur travail aient du poids. Nous voulons

utiliser la numérisation de telle sorte qu'elle permette de réduire le temps de travail et de redistribuer l'emploi rémunéré. Nous demandons enfin l'égalité en matière d'emploi rémunéré et de travail de *care*. Nous nous battons pour un filet de sécurité sociale qui ne laisse passer personne. Nous défendons notamment l'idée d'une Suisse plus engagée sur le plan international. La politique économique et la politique étrangère doivent être pensées conjointement et respecter les objectifs de l'Agenda 2030 de l'ONU pour plus de justice et de durabilité.

**A-4: Sepp Dorfschmid, SP-Wädenswil**

**Forderung:** Korrektur

*Bis 2045 wollen wir den ökologischen Umbau ...*

**Begründung:** Vermutlich Druckfehler. Sonst Widerspruch zu späterem Text (S. 19, S. 26, S. 35, S. 43, S.45 oben). Und wohl auch etwas gar ambitioniert.

**Proposition du Comité directeur: accepté**

**A-5: Ursula Funk, Delegierte SP Frauen \* Schweiz**

**Forderung:** Neuen Satz einfügen nach dem Satz «Mit dem vorliegenden Wirtschaftskonzept präsentiert die SP Schweiz ihre Reformideen für die nächsten zehn Jahre.»

*Die Umsetzung der UNO-Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung muss beschleunigt werden.*

**Begründung:** Die UNO-Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung betrifft nicht nur die Entwicklungsländer sondern alle Länder inklusive die Schweiz. Die 17 Ziele für nachhaltige Entwicklung sind allumfassend. Sie betreffen die Wirtschaft, Arbeit, Energie, Klima, Bildung, Gleichstellung der Geschlechter, Verringerung der Ungleichheiten und vieles mehr. Aus diesem Grund ist es wichtig die Agenda 2030 nicht nur im Zusammenhang mit dem internationalen Engagement der Schweiz am Ende des Paragraphen zu erwähnen, sondern durch den Fokus auf die Beschleunigung der Umsetzung, auch auf die Bedeutung der Umsetzung der Ziele für die Schweiz hinzuweisen. Diese Ziele stimmen in signifikanter Weise mit den Zielen der SP überein.

**Proposition du Comité directeur: rejeté**

**Motif:** Sur le fond, le Comité directeur est d'accord avec la personne qui a formulé cette requête. Cependant, la référence à l'Agenda 2030 a déjà été mise en évidence ailleurs dans le document et est trop technique pour figurer dans cette brève introduction.

Le PS est conscient qu'il n'est pas facile de trouver un tel « arrangement ». L'économie et la société constituent un mécanisme (rouage) compliqué. Différents acteurs veulent tourner les vis de réglage en leur faveur. Ici, personne ne sait avec clarté si le réglage d'une vis conduit réellement à l'effet escompté. Le concept économique du PS n'est donc pas une recette brevetée grâce à laquelle tout prendra bientôt une tournure favorable. Il s'agit plutôt, d'une part, d'un



ensemble de considérations/réflexions et, d'autre part, d'une promesse sur la façon dont nous voyons notre engagement et fixons les priorités.

**A-6:** Nadia Kuhn, Andrea Simonett, Hannah Pfalzgraf, Dario Engeloeh, Lorena Stocker, Virginie Bertoncini, Ronja Jansen, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Gian Luca Bonanomi, Loris Ducry, Luca Dahinden, Lewin Lempert und Mia Jenni

**Forderung:** Umformulieren und Ergänzen (**fett** -> neuer Text)

*Die Weltwirtschaft durchlebt turbulente Zeiten. **Die wachsende Ungleichheit ist Nährboden für fremdenfeindliche und reaktionäre Kräfte, welche unsere Freiheit bedrohen. Ein entfesselt kapitalistisches Wirtschaftssystem mit einer zunehmenden Konzerndiktatur führt zum Angriff auf unseren Service Public und die von der Sozialdemokratie erkämpften sozialen Errungenschaften. Die Klimakatastrophe läuft ungebremst weiter und gefährdet langfristig die Weiterexistenz der Menschheit.***

*So eröffnen die Megatrends Digitalisierung und Globalisierung sowie der ökologische Umbau der Wirtschaft neue Chancen, aber auch enorme Risiken für die Demokratie, die soziale Sicherheit und die Verteilungsgerechtigkeit. Die Vermögensungleichheit nimmt in den Industrie- und Schwellenländern zu. Weltkonzerne setzen sich die Regeln zunehmend selber. Gleichzeitig ist das Wachstumsdilemma präsenter denn je. Auch der Klimawandel ist noch längst nicht gestoppt. Zehn Jahre nach der Finanzkrise haben sich das Wachstum der Weltwirtschaft und des Welthandels verlangsamt; die Zinsen verharren auf tiefstem Niveau.*

~~*In der Schweiz stehen wir vergleichsweise gut da.*~~ *Auch in der Schweiz ~~hier~~ zeigen sich Fehlentwicklungen: Die Erwerbslosigkeit stagniert auf hohem Niveau, die soziale Sicherheit nimmt ab. Arbeitszeit und Stress nehmen zu, obwohl die Produktivität steigt. Die Diskriminierung der Frauen im Wirtschaftsleben ist auch bald 40 Jahre nach der Einführung des Gleichstellungsartikels noch nicht überwunden. Die Bedeutung der Sorgeökonomie wird von offizieller Seite nach wie vor ausgeklammert. Gerade das unsozial finanzierte Gesundheitswesen und die hohen Mieten belasten einen Teil der Gesellschaft überdurchschnittlich.*

***Zudem ist die Schweiz mit ihrer Steuerdumping-Politik mitverantwortlich für die weltweit steigende Ungleichheit und somit Motor des neoliberalen Angriffs auf soziale Errungenschaften.***

*Es ist höchste Zeit für einen wirtschaftspolitischen Kurswechsel. Alternativen kennen wir durchaus: Die Schweiz kennt eine Tradition der gemeinnützigen Eigentumsformen (Genossenschaften, Unternehmen des Service public), die sich an den Bedürfnissen der Bevölkerungsmehrheit orientieren anstatt am Renditedenken anonymer Grossaktionäre. Beispiele für Pionierleistungen sind die Gründungen von ETH und SBB oder auch die Einführung der AHV.*

*Mit dem vorliegenden Wirtschaftskonzept präsentiert die SP Schweiz ihre Reformideen für die nächsten zehn Jahre. Bis 2040 wollen wir den ökologischen Umbau erreicht haben. Wir wollen mehr Mitbestimmung in den Betrieben, damit die Stimmen*

*jener zählen, die den gesellschaftlichen Reichtum durch ihre Arbeit erst erwirtschaften und Gewinnbeteiligungsmodelle an Unternehmen für Arbeiter\*innen. Wir wollen die Digitalisierung so nutzen, dass sie eine Verkürzung und Umverteilung der Erwerbsarbeit ermöglicht. Wir fordern endlich Gleichstellung in der Erwerbs- und der Sorgearbeit. Wir kämpfen für ein soziales Netz, durch dessen Maschen niemand fällt. Nicht zuletzt stehen wir für eine international engagiertere Schweiz ein. Wirtschafts- und Aussenpolitik müssen zusammen gedacht und den Zielen der UNO-Agenda 2030 für mehr Gerechtigkeit und Nachhaltigkeit verpflichtet werden.*

**Begründung:** *Das Abstract wird wohl von vielen Menschen ausserhalb der SP am meisten gelesen. Darum ist es wichtig, dass dieses prononciert die wichtigsten Positionen der SP aufzeigt. Der Antrag enthält drei wichtige Aspekte: 1) Es ist wichtig, dass wir die Ursache von Fremdenfeindlichkeit klar benennen. Die wachsende Ungleichheit und der neoliberale Angriff auf den Service Public führt zum Erstarren der Fremdenfeindlichkeit. 2) Die zentrale Stellung der Schweiz als Motor dieses neoliberalen Angriff muss betont werden. 3) Es braucht nicht nur mehr Mitbestimmung, sondern eben eine wirkliche Demokratisierung der Wirtschaft inkl. Gewinnbeteiligungsmodelle, um die wirtschaftliche Ungleichheit zu bekämpfen.*

**Proposition du Comité directeur:** *rejeté*

**Motif:** *Le Comité directeur souhaite s'en tenir à la structure et à l'introduction du concept économique tel qu'il a été élaboré et adopté par les groupes de travail sur une base démocratique. Il estime qu'il est erroné de donner à présent à un petit groupe de membres l'occasion de mettre au premier plan leurs priorités et leurs orientations sélectives. Les contenus mentionnés sont déjà tous inclus dans le document. Il craint également qu'un choix indifférencié de mots (« système économique capitaliste débridé avec une dictature croissante des groupes d'entreprises » (« entfesseltes kapitalistisches Wirtschaftssystem mit einer zunehmenden Konzerndikatur ») et des raccourcis tels que « la xénophobie se nourrit de l'inégalité » („Fremdenfeindlichkeit wird durch Ungleichheit genährt“ )) ne dissuadent les lecteurs impartiaux et n'entament la crédibilité du texte. Le lien entre la victoire électorale des populistes de droite dans de nombreux pays et l'économie est expliqué plus en détail au chapitre 2.3.*

**A-7:** *Sepp Dorfschmid, SP-Wädenswil*

**Forderung:** *Für geeignetes politisches Handeln sind immer wieder vertiefte Überlegungen nötig.*

**Begründung:** *Es soll bereits hier klar sein, dass wir am Thema weiter arbeiten müssen.*

**Proposition du Comité directeur:** *accepté*

# 1 NOTRE CONCEPTION DE L'ÉCONOMIE

Le terme « économie » est dérivé de deux mots du grec ancien : oikos (maison, ménage) et nomos (loi). L'économie est donc l'art de bien administrer le ménage, le foyer. Une bonne administration du ménage signifie que chacun obtient ce dont il a besoin pour vivre. Nous voulons un système économique qui accorde la priorité aux besoins des gens.

La théorie économique dominante mesure encore le succès d'une économie (nationale) uniquement en termes de croissance financière. Pour ses calculs, elle se fie au produit intérieur brut ou au nombre de places de travail. Ces grandeurs (unités) de mesure ne sont pas suffisantes. Elles ignorent des aspects centraux sans lesquels il est impossible de juger si l'économie sert les intérêts des gens de façon tangible et à long terme. La politique économique dominante oublie en particulier l'économie des soins, la nature et la répartition. Tel n'est pas le cas de la politique économique du PS.

**A-8:** *Luc Rochat, Montagnes neuchâteloises, NE*

**Demande:** *Ajout d'un paragraphe après la phrase « Tel n'est pas le cas de la politique économique du PS. »*

*→ Le capitalisme ne saurait être un but en soi. De tous temps, le parti socialiste prône et travaille à atteindre une société juste : une société dans laquelle chacun, selon ses possibilités, prend sa part de responsabilité et de travail pour le bien commun ; une société qui vit avec la nature au lieu de l'exploiter ; une société où l'altruisme a remplacé le profit immédiat. Par ses réflexions et ses actions, le PS poursuivra donc la route dans la direction qu'il s'est fixée.*

**Exposé des motifs:** *Cette société idéale, qui sous-tend le dépassement du capitalisme, ne sera peut-être jamais atteinte ; mais c'est le cap vers lequel doivent tendre tous nos efforts, même si – les marins le savent bien – par vent contraire, il faut parfois louvoyer. Or, cette notion de dépassement du capitalisme qui était présente dans le document adopté par le congrès de Thoune en décembre 2016 a été totalement occultée dans le présent papier. Il est clair que cet objectif ne pourra pas être atteint durant la décennie 2019-2029 (à moins que les éléments naturels ne nous y obligent d'ici-là). Il est cependant nécessaire d'affirmer et de réaffirmer, à chaque fois, la finalité du combat socialiste,*

**Proposition du Comité directeur:** *rejeté*

**Motif:** *Cette proposition est ici au mauvais endroit. Dans cette section, nous ne voulons pas discuter de principes théoriques ni répéter le programme du parti, mais présenter notre propos, qui servira de « canevas » à la politique économique au cours des dix prochaines années.*

Pour catégoriser notre politique économique, nous ne nous contentons pas, dans ce chapitre, de mettre en lumière (seulement) les taches aveugles : nous présentons aussi la

diversité des acteurs économiques. Nous montrons que le bien commun est parfois à portée de main. La Suisse dispose de bonnes conditions pour surmonter les grands problèmes économiques de notre temps. Tout au long de son histoire, le PS a activement contribué à la percée de valeurs (vertus) suisses éprouvées, telles que la solidarité et le sens civique.

## 1.1. Répartition

Nous sommes déterminés à faire en sorte que les fruits du développement économique profitent à tous. Ce n'est pas seulement une question de justice. Une large répartition des fruits de la prospérité est le moteur d'un progrès économique durable.

Ce sont surtout les couches les plus pauvres de la population — qui doivent retourner deux fois chaque franc — qui stimulent l'économie lorsque leurs revenus augmentent. Leurs revenus supplémentaires sont immédiatement injectés dans l'économie réelle. Il en va autrement des superriches, qui ont déjà tout. Avec des revenus plus élevés en poche, ils augmenteront et investiront surtout leur épargne. Cela n'est guère utile à l'économie manufacturière (de production) opérant en Suisse et pour la Suisse. Les nombreuses PME, qui vivent principalement de l'argent que dépensent les Suissesses et les Suisses, dépendent d'une forte demande intérieure. Celle-ci représente environ 60 % du chiffre d'affaires réalisé en Suisse. La répartition des richesses comporte également une composante sexospécifique : dans le monde entier, les femmes perçoivent moins d'un quart (du montant) du revenu provenant d'activités lucratives. Et l'on ne parle bien sûr même pas du revenu du capital, puisque les femmes ne contrôlent que 1% des actifs. Même dans les pays industrialisés, la lente tendance à bénéficier de plus de justice économique entre les sexes est depuis déjà un certain temps paralysée. La Suisse n'est à cet égard pas une exception : en Suisse, les femmes ne contrôlent (même) pas un dixième de la fortune, et elles reçoivent moins d'un quart du revenu total.

Alors, où va l'argent ? Va-t-il aux gens qui travaillent (salaires) ou aux riches qui font travailler les autres pour eux (revenus du capital) ? Voilà une question cruciale. Le produit intérieur brut ne dit rien à ce sujet. Parce qu'il ne mesure pas la répartition. Il en va autrement de la part salariale, qui mesure la part des salaires dans le revenu total. Celle-ci montre une évolution inquiétante. Depuis les années 1980, la part des salaires dans le produit intérieur brut a diminué dans la plupart des pays. La Suisse a certes été épargnée par ce phénomène ; la part salariale a même légèrement augmenté dans notre pays. Cependant, cela est dû uniquement au fait que le 1 % le plus riche des personnes percevant un salaire a fortement augmenté. Si ce 1 % n'est pas pris en compte, alors la part salariale diminue également en Suisse. Si les fruits de la croissance avaient été répartis plus équitablement, davantage d'emplois auraient été créés.

La politique d'après-guerre a apporté des progrès économiques à toutes les classes de la population, parce que les revenus et la richesse étaient répartis largement et que l'égalité des chances augmentait. En Suisse, le partenariat social bien rodé, les œuvres sociales et la protection des salaires suisses contre la concurrence étrangère des bas salaires y ont également contribué. Les progrès de la performance économique (productivité) ont été répercutés sur les travailleurs sous la forme de salaires plus élevés et d'horaires de travail plus

courts. Cette évolution a pris fin avec la crise économique du milieu des années 1970. Aujourd'hui, on favorise de nouveau les propriétaires : ils reçoivent une plus grande part du gâteau. Les privatisations, la réduction des prestations sociales, la pression salariale et un système fiscal réorganisé en faveur des groupes d'entreprises d'envergure mondiale ont conduit à une redistribution des richesses, lesquelles passent des travailleurs aux propriétaires. Les riches s'enrichissent, les pauvres font du surplace. Cela mène à une impasse et compromet la cohésion de la société. Le PS s'engage donc pour une part salariale élevée, une répartition équitable des salaires et l'équilibre social.

*A-9: Andre Kaufmann, Delegierter der SP Thalwil und Catherine Marrel, Delegierte GL SP Kanton Zürich*

*Forderung: Die SP setzt sich deshalb für eine hohe Lohnquote, für eine gerechte Verteilung der Löhne, **eine Besteuerung von Spekulationsgewinnen** und für sozialen Ausgleich ein.*

*Begründung: Wenn man von einer gerechteren Verteilung in Kapitel 1.1. spricht, kann der Fokus nicht nur auf den Löhnen liegen, sondern die Abschöpfung von Kapitel- und Spekulationsgewinnen muss gleichwertig genannt werden.*

*Proposition du Comité directeur: accepté*

## 1.2. Une économie pour toutes et tous

Le modèle d'une économie axée sur les besoins est menacé par l'idée de privatiser les biens de base et les infrastructures. Le démantèlement des PTT et la privatisation partielle de Swisscom ou de certaines banques cantonales à la fin des années 1990 en sont des exemples. La vente de biens-fonds étatiques, l'abolition des impôts sur les successions ou la réduction des impôts sur les dividendes et le capital empêchent également l'existence d'une économie axée sur les besoins.

La révolution bourgeoise avait vaincu la société féodale classique (terre appartenant à la noblesse) au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Récemment, cependant, nous avons observé l'émergence progressive d'une nouvelle classe d'aristocratie monétaire. Celle-ci bénéficie de privatisations ou de privilèges fiscaux. Elle est si riche qu'il en résulte des relations de pouvoir quasi féodales. De grands groupes d'entreprises menacent de partir s'ils ne bénéficient pas de réductions fiscales. Ou ils exigent des droits d'action (droits d'intenter action) dans les accords de libre-échange pour les pertes de profits quand un pays modifie ses lois démocratiquement. De nouvelles relations de pouvoir apparaissent également lorsque des oligarques russes achètent des entreprises suisses traditionnelles en tant qu'actionnaires majoritaires, ou lorsque des investisseurs tchèques achètent des chemins de fer de montagne en Suisse et cessent de les exploiter jusqu'à ce que la commune accède à leurs désirs. Mais elles se manifestent aussi par le fait que des « oligarques » suisses financent des campagnes de votation et achètent des journaux afin d'influencer l'opinion publique et de faire ainsi triompher leurs intérêts politiques.

### **1.3. Une multiplicité d'entreprises**

« L'Économie » ou « L'Entreprise », cela n'existe pas. Un grand groupe d'entreprises coté en bourse, une PME familiale locale ou encore une entreprise récemment créée lançant une idée d'entreprise innovante (« start-up ») fonctionnent selon des logiques différentes. Ils ont par conséquent aussi des besoins différents en termes de conditions-cadres politiques.

Depuis des décennies, le modèle de réussite économique suisse se caractérise par un mélange composé de grands groupes d'entreprises plus ou moins innovants, de PME tournées vers l'exportation et le marché intérieur et d'une infrastructure efficace et contrôlée par l'État (les pouvoirs publics). Cela a été soutenu par des investissements publics dans la recherche, ce qui a permis de traduire de nouvelles connaissances et de nouvelles idées en modèles d'affaires. Telle est la raison pour laquelle la Suisse a réussi sur le plan économique malgré sa pauvreté en matières premières. Cette situation a elle aussi changé à la fin des années 1990. La majorité bourgeoise siégeant au Parlement fédéral a adopté la réforme de l'imposition des entreprises I et attiré de grandes sociétés étrangères jouissant de privilèges fiscaux. Depuis lors, des centaines de groupes d'entreprises, qui n'emploient souvent que quelques personnes dans ce pays, ont déménagé leur siège social en Suisse<sup>2</sup>. Nous avons ainsi contribué au transfert du substrat fiscal vers la Suisse, et donc à des déficits fiscaux dans d'autres pays.

Nous voulons de nouveau faire progresser le développement économique plus fortement par nous-mêmes. Tant les grandes que les petites entreprises offrent de bonnes conditions de travail, maintiennent la cogestion (codétermination) dans les entreprises à un niveau élevé, produisent dans le respect de l'environnement et sont innovantes, elles doivent trouver des conditions favorables en Suisse. Les entreprises doivent être en mesure de relever les défis de la mondialisation, de la numérisation et du réchauffement de la planète ainsi que de concrétiser de nouvelles idées et de nouveaux modèles d'affaires. Pour ce faire, elles doivent avoir accès à des crédits d'exploitation favorables, à des spécialistes bien formés et à des connaissances, ainsi qu'à des mesures d'accompagnement efficaces dans les traités commerciaux. L'État devrait soutenir les entreprises disposant d'une bonne infrastructure et proposant de bons services publics. Pour cela, il faut que les entreprises paient leur part des prestations à l'État par l'intermédiaire de l'impôt.

### **1.4. Capitalisme et économie de marché**

Le socialisme souhaite-t-il triompher du capitalisme ou appelle-t-il de ses vœux une économie de marché à caractère social ? Cette question ne cesse d'être posée. Mais elle mélange les concepts et méconnaît la réalité. Le capitalisme et l'économie de marché ne sont pas congruents, même s'ils sont souvent utilisés comme synonymes.

Le capitalisme représente la propriété privée des moyens de production. Les actionnaires, les fonds d'investissement ou les propriétaires puissants sont propriétaires des entreprises. Une économie de marché, en revanche, apporte de l'équilibre (du moins en théorie) dans

---

<sup>2</sup>En 2016, sept des dix sociétés ayant le chiffre d'affaires le plus élevé en Suisse étaient des groupes actifs dans le négoce des matières premières. Source : Handelszeitung, Top 500.

les quantités d'offre et de demande par l'intermédiaire des prix. Elle contraste ainsi avec l'économie planifiée, dans laquelle les quantités sont prébudgétées et les prix déterminés en fonction des coûts. L'idée d'une Suisse organisée intégralement sur un mode capitaliste et, en même temps, dans le cadre de l'économie de marché ne rend pas justice à la réalité. Cette idée est tout aussi fautive que celle selon laquelle la seule alternative à la forme organisationnelle actuelle de l'économie est le communisme de l'économie planifiée. L'opposition « marché contre État » traduit une certaine myopie.

Notre ordre économique se compose d'une grande variété de formes mixtes. Par exemple, la production de médicaments est organisée selon les principes de l'économie privée, mais les prix sont fixés par voie administrative — à la demande de l'industrie pharmaceutique, entre autres. La situation est différente en ce qui concerne les banques cantonales : elles produisent dans les conditions d'une économie de marché, mais elles sont principalement la propriété du secteur public et fournissent des bénéfices annuels aux caisses cantonales et communales. Les familles paysannes, quant à elles, produisent certes à leurs frais, mais la Confédération influence les prix des produits agricoles à l'aide de droits de douane et soutient les exploitations agricoles par des paiements directs financés par les impôts. Le nombre d'écoles, de places d'études, de lits d'hôpitaux, de routes ou de chemins de fer ainsi que la production d'électricité sont eux aussi planifiés avec systématisme et l'on fixe les prix y afférents. Nous avons décidé politiquement que l'accès à ces biens n'était pas une question de solvabilité, mais que tout le monde devrait avoir droit à ces biens.

Cette idée est plus ancienne que le capitalisme : les biens et les services dont personne, dans les civilisations modernes, ne peut se passer, font partie de la richesse nationale et sont fournis par la communauté. Ces biens et services comprennent l'eau, l'électricité, l'éducation, la santé, la sécurité et les transports, ainsi que les télécommunications et les services postaux et bancaires. Même dans le cas des propriétés en mains principalement privées, le marché est limité par la loi : la loi stipule que les propriétaires ne peuvent obtenir qu'un rendement limité. La ligne philosophique sous-jacente : personne ne doit tirer des profits excessifs de la fourniture de biens de base dont nous dépendons tous. A contrario, les biens qui sont indispensables pour les besoins de base sont produits selon les principes de l'économie privée, les quantités, les prix et les bénéfices correspondants étant déterminés selon la logique de l'économie de marché.

Les entreprises gérées collectivement (coopératives, entreprises d'État) doivent elles aussi faire un bon usage des ressources et des compétences qui leur sont confiées. Elles doivent s'acquitter de leurs tâches efficacement et dans l'intérêt de leurs clients. C'est donc une tâche centrale des membres de la coopérative ou de l'administration et des hémicycles chargés de la surveillance que de veiller à ce que ces entreprises fournissent des services de qualité et abordables, versent des salaires équitables et fonctionnent correctement du point de vue légal. Seul un État qui s'acquitte consciencieusement de cette tâche et remet toujours en question ses propres activités est un État qui agit dans l'intérêt de sa population. Les formes collectives de propriété sont supérieures aux entreprises individuelles, aux sociétés à responsabilité limitée et aux sociétés anonymes sur deux points décisifs : elles n'ont pas à verser de dividendes à des donateurs extérieurs et elles sont contrôlées de façon plus démocratique.

Le PS envisage la question en distinguant plusieurs classes de biens, chacune d'elles nécessitant ses propres formes d'organisation. Les biens et services que tout le monde doit utiliser dans les civilisations modernes doivent également appartenir à ceux qui en dépendent — le grand public. Dans la plus pure tradition confédérale, le PS cherche des formes économiques qui garantissent que le bénéfice et la création de valeur profitent à l'ensemble de la population : à toutes et tous, sans privilèges.

### **1.5. L'économie des soins**

Bien que le terme d'« économie » provienne de l'économie domestique, la politique économique actuelle néglige ce que nous entendons communément par « ménages ». Elle se soucie à peine du travail accompli pour le foyer, les enfants, les personnes âgées et les malades, ce qu'on appelle aussi le travail de *care* ou le travail de prise en charge/de soins/d'encadrement/d'accompagnement. Ces activités représentent probablement le secteur économique le plus important, mais elles sont à peine couvertes par la science économique et la politique parce qu'elles sont largement effectuées à titre gratuit. Tant que le travail de *care* ne sera pas inclus dans les considérations et réflexions économiques, une politique économique juste et sensée ne pourra pas remplir sa tâche la plus importante : elle ne pourra pas faire en sorte que tout le monde ait ce dont il a besoin pour bien vivre<sup>3</sup>. Cela exige un renforcement de l'économie féministe dans les universités et les hautes écoles.

Nous voulons que les sciences économiques prennent davantage en compte le travail de *care* et en tirent les conséquences méthodologiques et de contenu qui s'imposent pour leur vision de l'économie globale. Le travail de *care* est un enjeu économique et non social. Mais nous exigeons aussi que le travail de *care* soit réparti plus équitablement entre les sexes. La répartition équitable du travail de *care* est la clé de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'économie et dans la société. Le travail de *care* non rémunéré est encore largement assuré par les femmes. Les femmes sont donc loin d'avoir des chances égales sur le marché du travail. Par rapport aux hommes, elles sont victimes de discrimination sur le marché du travail. C'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles les femmes exerçant une activité sont « freinées » et pourquoi il n'y a ni égalité des salaires ni égalité des chances. Cela, nous ne l'acceptons pas. L'égalité économique et l'égalité salariale sont l'indice même d'une société moderne. Nous n'abandonnerons pas notre lutte tant qu'elles ne seront pas devenues réalité.

### **1.6. Préserver la nature**

Les ressources naturelles sont à la source même de l'économie : elles fournissent des aliments, des matériaux de construction, des substances actives et des vecteurs d'énergie. Nous vivons de la nature. Néanmoins, la doctrine économique actuelle ne rend pas compte de son état. Au contraire, le produit intérieur brut augmente également quand l'eau souterraine est polluée, le sol imperméabilisé, les forêts défrichées et les espèces éradiquées ou lorsque le climat se réchauffe. Les statistiques ne voient pas que cela détruit les valeurs de demain, parce que la destruction ou la surexploitation des ressources naturelles ne coûte

---

<sup>3</sup> Ina Praetorius (2015) : *Wirtschaft ist Care* (2 ([https://www.boell.de/sites/default/files/2015-02-wirtschaft-ist-care.pdf?dimension1=division\\_sp](https://www.boell.de/sites/default/files/2015-02-wirtschaft-ist-care.pdf?dimension1=division_sp)).



souvent rien ou coûte trop peu aux pollueurs. Cela conduit à de faux signaux de prix, à une distorsion de la réalité et à des décisions qui auront des conséquences fâcheuses, aux airs de vengeance, « au plus tard » sur nos descendants.

Certes, il existe de nombreux projets de recherche qui tentent de déterminer la valeur monétaire de la nature<sup>4</sup> ou de mesurer les coûts externes des processus de production. Il y a même de premières agences de notation qui évaluent<sup>5</sup> la solvabilité des nations sur la base de leur empreinte écologique<sup>6</sup>. Mais cela ne suffit pas. Si nous voulons que l'économie continue de fonctionner à l'avenir, nous devons préserver la nature et sa grande diversité. Cela exige des règles, des normes et des interdictions claires.

Une Suissesse ou un Suisse consomme environ trois fois plus de « services » environnementaux et de ressources environnementales que ce que la Terre est capable d'en régénérer (renouveler) pour chaque habitant dans le monde<sup>7</sup>. Les trois quarts de cette surconsommation sont causés par l'essence et l'huile de chauffage<sup>8</sup>. Leur combustion réchauffe le climat de la Terre. Cela n'est pas viable à long terme. Nous voulons laisser à nos enfants et petits-enfants un tissu écologique, social et économique intact. C'est pourquoi nous faisons reposer notre politique économique sur le principe de durabilité. L'excuse selon laquelle la protection du climat ou de l'environnement est trop chère pour les couches les plus pauvres de la population est irrecevable. Ce sont les coûts croissants y afférents et les catastrophes environnementales qui vont frapper la population avec une violence particulière, notamment dans les classes et les pays les plus pauvres. Épargner aujourd'hui en faisant preuve de myopie augmente les coûts de demain. Des mesures politiques équilibrantes doivent garantir que les coûts de la restructuration écologique restent supportables pour toutes et tous et ne créent pas de difficultés sociales.

**A-10:** Yusuf Kulmiye et Bertil Munk, Lausanne, PSV

**Demande:** remplacer

**Supprimer cette partie :**

*"L'excuse selon laquelle la protection du climat ou de l'environnement est trop chère pour les couches les plus pauvres de la population est irrecevable"*

**Reformuler comme ceci :**

*Une Suissesse ou un Suisse consomme environ trois fois plus de « services » environnementaux et de ressources environnementales que ce que la Terre est capable d'en régénérer (renouveler) pour chaque habitant dans le monde. Les trois quarts de cette surconsommation sont causés par l'essence et l'huile de chauffage. Leur combustion réchauffe le climat de la Terre. Cela n'est pas viable à long terme. Nous voulons laisser à nos enfants et petits-enfants un tissu écologique, social et économique*

<sup>4</sup> [www.teebweb.org](http://www.teebweb.org).

<sup>5</sup> <https://data.footprintnetwork.org>.

<sup>6</sup> Une empreinte écologique est la surface terrestre nécessaire pour rendre possible à long terme le mode de vie et le niveau de vie d'une personne ou d'un pays (dans les conditions de production actuelles).

<sup>7</sup> <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/developpement-durable/empreinte-ecologique.html>

<sup>8</sup> <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/developpement-durable/empreinte-ecologique.html>.

*intact. C'est pourquoi nous faisons reposer notre politique économique sur le principe de durabilité. Ce sont les coûts croissants y afférents et les catastrophes environnementales qui vont frapper la population avec une violence particulière, notamment dans les classes et les pays les plus pauvres. Épargner aujourd'hui en faisant preuve de myopie augmente les coûts de demain. Des mesures politiques équilibrantes et des programmes d'informations et de sensibilisations doivent garantir que les coûts de la restructuration écologique restent supportables pour toutes et tous et ne créent pas des difficultés et une exclusion sociale.*

**Exposé des motifs:** *La partie sur l'excuse était beaucoup trop direct et risque d'être mal reçue. Je l'ai enlevée et j'ai rajouté une partie sur l'idée de programmes d'informations et de sensibilisations qui peut être une solution pédagogique efficace.*

**Proposition du Comité directeur:** *rejeté*

**Motif:** *Le Comité directeur est d'avis que la formulation ne diffère pas quant au contenu, mais qu'elle est plus courte et plus concise.*

## **2 ÉVOLUTION AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES**

### **2.1 Concepts économiques antérieurs du PS Suisse**

Depuis 1994, le PS Suisse élabore régulièrement un papier de position politique sous la forme d'un concept économique pour dix à douze ans. Le concept adopté à l'époque (1994), lors du Congrès du parti, avait pour titre « L'avenir dépend de réformes fondamentales ». Il a fait l'objet d'une large couverture médiatique. Le papier était dominé par le triomphe idéologique du néolibéralisme après l'effondrement du bloc de l'Est ainsi que par les conséquences de l'éclatement de la bulle immobilière et de la montée du chômage. Le concept de l'époque était une sorte de catalogue de propositions pour la restructuration de l'économie suisse : vers plus de démocratie, d'écologie et de plein emploi. Bon nombre des revendications énumérées dans ce document sont pour l'heure (malheureusement) restées lettre morte, d'autres ont été reléguées au second plan et, dans d'autres domaines, des progrès ont été réalisés.

Le deuxième concept économique — datant de 2006 — était encore plus complet. Sous le titre « Pour une économie sociale et écologique », il rassemblait sur plus de 160 pages un grand nombre de propositions de réforme, dont certaines étaient traitées et explorées en détail. La période 1994-2006 n'a pas du tout été exempte de crises économiques. Cette période a été marquée par l'éclatement de la bulle Internet (« dot-com bubble ») et la crise asiatique. Il faut néanmoins bien se rappeler que la rédaction du document avait été terminée encore avant la crise financière et économique mondiale de 2007-2008, qui a ébranlé l'économie mondiale et le débat économique depuis leur base même.

Le présent concept économique gravite autour des défis les plus importants auxquels nous sommes confrontés. Il s'agit notamment des progrès rapides de la numérisation et de l'automatisation, de la mondialisation dans le contexte d'accords commerciaux globaux et d'autres accords internationaux, ainsi que de la question de la croissance et de la façon de gérer les conséquences écologiques de l'activité économique humaine. Pour relever ces défis, le PS formule des orientations politiques et des mesures concrètes.

### **2.2 Les grandes controverses de notre temps : numérisation, mondialisation et dilemme de la croissance**

#### **2.2.1 Numérisation : les chances et les risques**

La numérisation est l'emblème par excellence du progrès technique au 21<sup>e</sup> siècle. Elle crée une nouvelle industrie clé et, en même temps, modifie les secteurs industriels existants. Avec l'aide de l'intelligence artificielle, de la technologie des capteurs complexes ainsi que de la transmission et du traitement électronique (tous deux peu onéreux) des données, la communication et les processus de travail changent radicalement. L'économie dite « des plates-formes », qui met en contact et rassemble les services, les fournisseurs et les clients via des plates-formes et des applications en ligne, continuera de se développer. Dans cette

évolution, le PS voit des chances et des risques.

**A-11: Manuel Zwysig, Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève**

**Demande:** Remplacer « La numérisation est l’emblème par excellence du progrès technique au 21<sup>e</sup> siècle. » par « La numérisation est l’emblème par excellence du progrès technique en ce début de 21<sup>e</sup> siècle. »

**Exposé des motifs:** Le 21<sup>e</sup> siècle est entamé à moins d’un cinquième, un tel constat semble donc un peu prématuré.

**Proposition du Comité directeur: accepté**

D’une part, la numérisation ouvre des possibilités d’effectuer des travaux dangereux ou répétitifs à l’aide de machines. Cela permet d’avoir du temps libre pour d’autres choses : toutes et tous, nous avons les dons et les talents les plus divers, que nous ne pouvons pas suffisamment développer et apporter à la communauté – dans le cadre des processus de travail d’aujourd’hui.

La numérisation permet d’aménager des places de travail plus mobiles et des horaires de travail plus flexibles. Tout cela peut nous faciliter la vie et l’enrichir. Internet facilite l’accès au savoir et à la formation. Il aide les gens du monde entier à « entrer en connexion » les uns avec les autres et à s’exprimer. Internet permet également la diffusion non censurée de l’information politique, de l’art et de la culture. Le crowdfunding peut rendre les artistes indépendants des grandes marques et des grands éditeurs. Le partage des connaissances et des compétences numériques (« *open access* », « *open source* ») recèle un grand potentiel pour les entreprises et la société. Grâce aux applications numériques, de plus en plus de gens renoncent à la propriété : quiconque ne possède pas des objets tels que voitures, machines, outils, livres ou supports musicaux peut les louer auprès d’autres personnes via des plates-formes numériques (*sharing economy*). Ceux qui ont les connaissances nécessaires et un ordinateur équipé d’une connexion Internet peuvent rendre leurs services et leurs idées accessibles à de nombreuses personnes<sup>9</sup>. Grâce à un échange d’informations accéléré, il est possible de mieux identifier et de mieux prendre en compte les souhaits des clients. La production peut être mieux adaptée à la demande. On peut dès lors optimiser les processus et éviter les itinéraires de transport. L’utilisation des infrastructures existantes s’en trouve améliorée et les ressources préservées. La « *sharing economy* » peut également être mise en œuvre dans des modèles à but non lucratif. Les formes coopératives et participatives de l’activité économique tirent profit des progrès de la technologie de l’information. À moyen terme, la technologie d’impression 3D permettra de rapatrier (récupérer) une partie de la production externalisée vers les pays à bas salaires.

---

<sup>9</sup> Jeremy Rifkin (2014) : Die Null-Grenzkosten-Gesellschaft

**A-12: Sylvain Thévoz Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève**

**Demande:** *Suppression de la phrase : « le crowdfunding peut rendre les artistes indépendants des grandes marques et des grands éditeurs »*

**Exposé des motifs:** *C'est une illusion de penser que l'artiste peut se créer tout seul et s'extraire de ses conditions de production sans soutien de la collectivité et un vrai soutien à la culture. Le crowdfunding permet en quelque sorte d'amorcer la pompe, en aucun cas à une autonomie des artistes. C'est bien plutôt vers un renforcement du soutien aux politiques culturelles étatiques que nous devrions tendre plutôt que de renforcer l'image fallacieuse des « self made man » et « self made woman » artistiques.*

**Proposition du Comité directeur:** *rejeté*

**Motif:** *Le Comité directeur est d'avis que le crowd funding peut en fait aussi donner aux artistes une certaine indépendance par rapport aux grands labels et éditeurs. Cela ne signifie pas pour autant que nous nous distancions du financement public de la culture. Au contraire.*

Enfin, la numérisation offre des possibilités supplémentaires aux personnes handicapées. La disponibilité en ligne des produits et des services leur facilite la vie quotidienne. Pour cela, il faut concevoir le matériel informatique et les logiciels de telle sorte qu'ils ne présentent pas d'« obstacles ».

Parmi les réalisations pionnières de la numérisation, figurent les chaînes de blocs. Il s'agit de bases de données organisées de manière décentralisée qui peuvent être utilisées librement, mais qui ne peuvent pas être manipulées. Cette technologie n'en est qu'à ses débuts. Il n'est pas encore possible d'évaluer si celle-ci rendra un jour superflus les fiduciaires et les banquiers, les notaires, les juristes, les tribunaux ou les registres fonciers. Ce qui est certain, c'est que de nombreux processus de travail vont changer radicalement dans les banques, les compagnies d'assurance et les administrations. Des efforts sont déployés pour faire de la Suisse un centre de la scène mondiale de la chaîne de blocs. Les monnaies numériques (monnaies cryptographiques) sont également basées sur la technologie de la chaîne de blocs. Elles sont utilisées comme objets de spéculation, mais de plus en plus aussi comme moyens de paiement. Si cette tendance devait se poursuivre, le système monétaire serait fortement décentralisé et rendu anonyme. Les conséquences d'une telle évolution ne sont pas encore prévisibles. Celle-ci pourrait même conduire à ce que la politique monétaire soit remplacée par les banques nationales et que les flux de trésorerie soient de plus en plus indépendants des banques.

Aujourd'hui, nous ne savons pas encore si les conséquences de la numérisation entraîneront des pertes d'emplois en Suisse. Il est clair que la numérisation provoque des changements de plus en plus rapides dans les différentes branches et les profils des différentes professions. En particulier, les professions ayant une fonction d'information et de conseil ainsi que les activités répétitives deviennent toujours plus souvent caduques. De

nombreuses personnes cherchent des informations médicales et juridiques sur Internet. L'expérience acquise à ce jour montre que le besoin en professionnels hautement qualifiés (IT) va augmenter, que le besoin en personnes moyennement qualifiées va tantôt diminuer (secteur commercial, ventes), tantôt augmenter (éducation, affaires sociales) et que le besoin en personnes peu qualifiées va à peu près stagner. Dans le monde entier, les femmes figurent parmi les perdant-e-s sur le marché de l'emploi<sup>10</sup>. Bien que les actrices et acteurs des professions infirmières soient moins susceptibles d'être remplacé-e-s par des machines, de nombreuses autres tâches, par exemple dans le commerce de détail ou le back-office, sont en cours d'automatisation. Le risque de chômage augmente si l'accès à la formation continue tout au long de la vie est insuffisant.

**A-13:** Manuel Zwysig, Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève

**Demande:** *Supprimer* « Aujourd'hui, nous ne savons pas encore si les conséquences de la numérisation entraîneront des pertes d'emplois en Suisse. »

**Exposé des motifs:** *Porte à confusion et contredit d'autres passages (ex. 3.1.5).*

**Proposition du Comité directeur:** *rejeté*

**Motif:** *L'impact de la numérisation sur l'emploi (les places de travail) ne peut à vrai dire pas être estimé aujourd'hui (début du 21<sup>e</sup> siècle). Le sujet sera toutefois encore traité en détail ci-dessous.*

L'introduction d'applications numériques conduira dans de nombreux cas à une efficacité accrue, au dépassement des monopoles de l'information et à la mise à disposition de ressources jusqu'à présent inutilisées. Cependant, si la numérisation progresse unilatéralement vers la recherche du profit et de manière incontrôlée, elle comporte(ra) des risques. Un exemple : la numérisation (sous le couvert de l'économie « innovante » des plates-formes) est déjà utilisée par le prestataire de services de transport Uber comme une occasion de miner les relations de travail régulières et de détériorer les conditions de travail. Le nombre de « crowdworkers » (ainsi nommés) qui exécute des travaux numériques dans le cadre d'une relation de travail non réglementée augmente rapidement. Ceux-ci ne bénéficient pour ainsi dire d'aucune protection juridique. Depuis des années, les entreprises externalisent non seulement leur production, mais aussi leurs services à grande échelle vers des pays à bas salaires ou vers des fournisseurs à bas prix. Aucune inversion de cette tendance ne se profile. Elle est même renforcée par de meilleurs réseaux de communication. Les définitions, démarcations et règles ayant traditionnellement cours en droit du travail et en matière de partenariat social deviennent floues rapidement, de même que la séparation entre le travail et les loisirs. La pression exercée sur les employés pour qu'ils soient constamment atteignables augmente. Tout cela peut accroître le stress au travail. Et certaines entreprises et leurs groupes de pression (organisations de lobbying) abusent politiquement de cette situation pour réduire encore davantage les droits des travailleurs. L'évolution rapide du monde professionnel entraîne par ailleurs une nouvelle répartition inégale des risques : pour

<sup>10</sup> WEF (2016) : The Industry Gender Gap

quiconque a peu d'argent et perd son emploi, il est plus difficile de se faire des amis que pour quelqu'un qui jouit d'un coussin financier. Depuis la formation professionnelle continue jusqu'à la création d'entreprises, il s'agit de savoir si, en termes de coûts, l'on peut ou non s'adapter aux changements rapides. Cette situation peut générer un cercle vicieux de l'inégalité. Le risque pour la société dans son ensemble augmente lui aussi : la dépendance croissante de notre économie et de notre infrastructure à l'égard de la transmission de données l'expose à de nouveaux risques élevés en cas de panne de courant ou de cyberattaques.

Les risques incluent également les changements sociaux. Internet et les médias sociaux favorisent l'isolement social, la propagation du manque de respect, de la haine et des fausses informations (« *fake news* »), la perte de la sphère privée et l'utilisation abusive des données personnelles. Les artistes sont plus souvent « privés » de leurs droits d'auteur du fait que leurs œuvres sont diffusées gratuitement.

La numérisation comporte également des pièges pour l'environnement et le climat. Des technologies comme la chaîne de blocs nécessitent une énorme puissance de calcul. Malgré l'augmentation constante de l'efficacité du matériel informatique (hardware), la consommation d'énergie liée à l'informatique continue d'augmenter. L'utilisation du seul bitcoin, la monnaie cryptographique la plus largement diffusée, entraîne une consommation d'électricité qui dépassera celle de nombreux pays de taille moyenne d'ici à la fin de 2017<sup>1112</sup>.

Enfin, malgré son potentiel démocratique, la numérisation a jusqu'à présent contribué à la concentration mondiale du pouvoir entre les mains des grandes entreprises IT et à la concentration de la richesse. Ont fait leurs apparitions de grands groupes d'entreprises dominant le marché et en position de monopole qui peuvent cacher leurs profits à l'administration fiscale.

**A-14:** Dani Altenbach, Sektion Winterthur-Töss

**Forderung:** *ergänzender Textteil*

*Mit fortschreitende Automatisierung und künstlicher Intelligenz wird auf dem Arbeitsmarkt sowohl im produktiven wie auch administrativen und Dienstleistungsbereich die Arbeitsleistung vieler Menschen entbehrlich. Ob es genügend neue Stellen in neuen Aufgabenbereichen geben wird, können wir noch nicht wissen. Wenn die Digitalisierung netto zum Abbau von Arbeitsplätzen führt, müssen wir Ansätze entwickeln, um die daraus entstehenden Gewinne für die Allgemeinheit abzuschöpfen. Die Einsparung von Arbeitskraft und damit Kosten ist ein Merkmal des modernen Kapitalismus. Den sozialen Ausgleich werden die grossen Konzerne jedoch gerade nicht erfinden, so clever sie sonst auch sein mögen. Dafür müssen wir sorgen, wo immer es erforderlich ist.*

<sup>11</sup> <https://digiconomist.net/bitcoin-energy-consumption>

<sup>12</sup> Cela n'est cependant pas dû à la chaîne de blocs elle-même, mais à une décision relative à la conception de la monnaie cryptographique (bitcoin) – (pour la recherche d'un consensus via un algorithme proof-of-work (preuve de travail), voir par exemple [coinHero](#)) – qui n'a pas été reconsidérée, bien que cette idée autrefois ingénieuse soit devenue depuis longtemps une absurdité écologique et de sécurité.

**Begründung:** „Wir wissen heute noch nicht, ob durch die Folgen der Digitalisierung in der Schweiz unter dem Strich Arbeitsstellen verloren gehen werden.“ So steht schon weiter oben im Kapitel 2.2.1. Die weitere Auseinandersetzung aber blendet den Aspekt der verlorengehenden Arbeitsplätze komplett aus und schiesst sich darauf ein, dass Arbeitskräfte mit lebenslanger Weiterbildung beliebig formbar sind: „Weggesparte“ sollen auf diesem Weg für eine ausreichende Anzahl neuer Aufgaben im bezahlten Arbeitsmarkt qualifiziert werden können. Diese Prämissen gehen möglicherweise an der Realität des Kapitalismus vorbei, in jedem Fall sind sie in keiner Weise gesichert: Grosse Konzerne haben ausreichend Kapital, um sich grundlegend mit den teuren Optionen von Automatisierung und künstlicher Intelligenz zu befassen und mit langer Hand über Jahrzehnte technische Entwicklungen zu tätigen, die uns in Zukunft ohne menschliche Arbeitskräfte das massgeschneiderte Fahrzeugmodell bauen, die Feinverteilung der Güter via Güter-U-Bahn bis zum Endziel organisieren und uns am Telefon beraten. Die Melk- und Mistroboter der ETH sind nur ein kleines Gadget im Vergleich dazu, was wir von den grossen im Markt noch erwarten müssen. Diese Möglichkeiten müssen zumindest einmal gedanklich in Betracht gezogen werden, komplettes Ignorieren wäre pure Fahrlässigkeit. Die Formulierung ist als Teil der Analyse einzubringen. Auf weitergehende Forderungen verzichtet der Antragsteller und hofft darauf, dass die ökonomischen Grundgedanken künftig regelmässig weiterentwickelt und aktualisiert werden.

**Proposition du Comité directeur:** *rejeté*

**Motif:** *Le Comité directeur est d'avis que la thématique des effets incertains de la numérisation abordée dans la requête est déjà suffisamment – et, ici ou là plus, précisément – contenue dans le document.*

**La position du PS :** La numérisation est en cours. Nous voulons participer à ce processus, contribuer à le mettre en forme et participer aux décisions le concernant. La formation et la recherche étant les ressources les plus importantes de la Suisse, nous voulons nous assurer que la Suisse dispose d'une bonne infrastructure numérique et qu'elle joue un rôle international de premier plan en matière de savoir-faire. Nous devons donner aux gens la possibilité de s'adapter au changement numérique et d'aider à le façonner. La protection sociale doit également être adaptée à ces nouvelles circonstances. La numérisation ne servira les intérêts de la majorité que si les avantages et bénéfices qu'elle recèle profitent à toutes et tous et si les règles du travail et de la vie en commun ne sont pas ébranlées (remises en cause). Chacun doit avoir la possibilité de maîtriser et d'aider à concevoir/façonner les nouvelles technologies dans sa profession. Cela exige des syndicats forts et des droits étendus pour les travailleurs, de sorte que la majorité salariée soit renforcée plutôt qu'affaiblie. De cette manière, la numérisation aura aussi valeur de chance pour la démocratisation de l'économie.

## **2.2.2 Mondialisation : à propos des biens et de la justice**

On parle de mondialisation lorsque les biens (marchandises), les services (prestations), les informations et le capital sont échangés, dans le monde entier, toujours plus souvent par-



delà les frontières nationales et que les personnes migrent de plus en plus en traversant les frontières nationales et continentales. La rapidité de la mondialisation ne dépend pas seulement du progrès technique, bien qu'il y joue un rôle majeur. La baisse des coûts du carburant, le développement fulgurant de la logistique des transports (transport aérien, conteneurs, cargos) et Internet ont ici joué un rôle non négligeable. Les décisions politiques sont des moteurs importants de la mondialisation : le développement de la mondialisation au cours des dernières décennies est allé très largement de pair avec la déréglementation des mouvements mondiaux de capitaux. Ceux qui ont un certain capital peuvent aujourd'hui l'investir presque sans restriction dans chaque pays ou chaque entreprise – et cela là où un investissement promet le meilleur rendement. Par conséquent, les sites de production sont délocalisés vers des pays lointains et les gens se déplacent dans les lieux où des places de travail sont créées. Dans les années 1980 et 1990 en particulier, les politiciens sont partis du principe qu'il valait mieux pour tous les pays qu'ils soient autorisés à pratiquer un libre-échange total. Selon cette théorie<sup>13</sup>, si les marchandises sont fabriquées là où elles peuvent être produites au moindre coût possible, cela profite en principe à tout le monde. En conséquence, les droits de douane et autres barrières commerciales ont été abolis dans le monde entier. Les grandes puissances et les organisations internationales ont atteint cet objectif, et cela grâce à des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux. L'OMC restreint également la possibilité de protéger sa propre production de la concurrence internationale au moyen de subventions. La concurrence internationale entre places économiques est toujours plus importante pour la mobilité du capital, du travail et des marchandises. De nombreux pays, dont la Suisse, agissent de manière très agressive pour attirer les entreprises. La palette d'instruments comprend la réduction de l'imposition des entreprises ainsi que le démantèlement des droits du travail. Aujourd'hui, le néolibéralisme débridé a perdu une partie de son influence, notamment parce que des dispositions sur les obligations sociales et environnementales durables ont été ajoutées à la plupart des accords de ce genre.

D'un point de vue économique, la mondialisation profite à l'économie nationale suisse. Parce que la possibilité d'importer des biens et des services et (aussi) de les exporter s'accroît. En fait, les recettes d'exportation de la Suisse dépassent aussi ses dépenses d'importation de biens (marchandises) et de services. La Suisse a de ce fait une balance des opérations courantes positive (un bilan de puissance positif). Celle-ci a toujours enregistré un excédent au cours des dernières décennies. Cela signifie que la Suisse accumule constamment de nouvelles créances à l'étranger. Autrement dit, ses avoirs à l'étranger sont en constante augmentation. La Suisse est l'un des pays où les parts du commerce extérieur dans le produit intérieur brut (PIB) sont les plus élevées. Les principaux partenaires commerciaux des échanges transfrontaliers de marchandises sont les pays industrialisés, l'UE jouant ici un rôle particulièrement important<sup>14</sup>.

Au sein de l'OMC, le Conseil fédéral a plaidé en faveur d'une libéralisation du commerce et en faveur d'obstacles juridiques importants. En parallèle, la Suisse a élargi son réseau d'accords de libre-échange et, depuis 2010 environ, ajoute aux conventions des chapitres sur le

---

<sup>13</sup> L'idéologie du libre-échange illimité repose essentiellement sur la théorie de l'avantage comparatif des coûts de l'économiste David Ricardo.

<sup>14</sup> Administration fédérale des douanes 2017 : statistique du commerce extérieur de la Suisse 2016

développement durable. Dans le même temps, le Conseil fédéral a contribué à l'élaboration de l'Agenda 2030 pour le développement durable, que tous les États membres de l'ONU se sont engagés à respecter (2015). L'Agenda 2030 est un projet mondial visant à transformer radicalement l'économie, la société et l'État sur la base d'une durabilité définie de manière globale dans toutes ses dimensions : sociales, écologiques, des droits de l'homme et de la politique de paix<sup>15</sup>.

Le commerce relie les pays les uns aux autres et rapproche les cultures. Les États qui échangent des marchandises travaillent en bonne intelligence et évitent les conflits. Le commerce mondial contribue également à la prospérité. Il a créé des centaines de millions de nouveaux emplois dans des économies nationales moins développées et il provoque une baisse des prix de nombreux biens dans le monde entier. Les appareils, les vêtements, mais aussi certains moyens de production tels que les panneaux photovoltaïques, sont aujourd'hui beaucoup moins chers qu'il y a encore un petit nombre de décennies. Les consommateurs et consommatrices du monde entier ont bénéficié de cette tendance. La croissance économique liée au commerce, en particulier dans les pays émergents, a amélioré le pouvoir d'achat dans ces pays. Cela a contribué à réduire la mortalité infantile et à améliorer la qualité des soins de santé et du niveau de formation. La prospérité croissante des pays émergents a ralenti la croissance démographique. On peut aujourd'hui imaginer que la population mondiale ne dépassera jamais 9 milliards d'habitants<sup>16</sup>. Nous sommes de plus en plus conscients du fait que les problèmes mondiaux que sont par exemple la protection du climat et de l'environnement, l'utilisation équitable des ressources, la protection des conditions de travail, la taxation équitable, la paix et la sécurité ne peuvent être résolus qu'à l'échelle internationale.

**A-15:** Yusuf Kulmiye et Bertil Munk, Lausanne, PSV

**Demande:** reformuler le paragraphe comme ceci :

*Le commerce relie les pays les uns aux autres et rapproche les cultures. Le protectionnisme, s'il est utilisé dans le seul but de favoriser le capital national, peut être dangereux et conduire à un repli national. Cependant, il est nécessaire de repenser nos échanges, que ce soit nord-nord, ou nord-sud, de tendre vers un échange qui se veut équitable et d'établir des relations commerciales durables. Si le libre échange contribue à notre prospérité, il faut également qu'il permette aux pays du sud global d'être aussi gagnants dans cet échange. Non seulement nous devons contribuer au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales, mais nous devons aussi garantir les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés. Le commerce mondial a créé de nouveaux emplois dans des économies nationales moins développées et il provoque une baisse des prix de nombreux biens dans le monde entier. En Suisse et en Europe, les appareils électroniques, les vêtements, mais aussi certains moyens de production tels que les panneaux photovoltaïques,*

<sup>15</sup> Conseil fédéral, Rapports sur la politique économique extérieure 2009 et 2015 et Rapport sur la politique économique extérieure 2017 ; Agenda 2030 de l'ONU : [https://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F](https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F) / [http://unctad.org/meetings/fr/SessionalDocuments/ares70d1\\_fr.pdf](http://unctad.org/meetings/fr/SessionalDocuments/ares70d1_fr.pdf)

<sup>16</sup> Prévisions démographiques de l'ONU 2017 : [https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017\\_KeyFindings.pdf](https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf)

sont aujourd'hui beaucoup moins chers qu'il y a encore un petit nombre d'année. Toutefois, cette baisse de prix ne vient pas de nulle part :: la production s'est juste déplacée vers des pays rétribuant bien moins le travail ou respectant bien moins l'environnement que ce que nos pays occidentaux l'obligent, grâce à des années de luttes social-démocrates. Les échanges nord-nord peuvent être tout aussi catastrophique, et monter les travailleurs\*ses entre eux en les mettant en concurrence. En ce sens, nous devons à l'avenir promouvoir un commerce globalisé qui prend en considération les spécificités économiques de chaque acteur. Nous devons être de plus en plus soucieux et attentifs sur les problèmes mondiaux que sont par exemple la protection du climat et de l'environnement, l'utilisation équitable des ressources, la protection des conditions de travail et une taxation équitable. La paix et la sécurité ne peuvent être résolus qu'à l'échelle internationale, et qu'à une condition : qu'elle soit dans l'intérêt des 99% et non pas des 1%.

**Exposé des motifs:** Nous faisons cette demande de reformulation de ce paragraphe car nous estimons que le paragraphe dans sa formulation n'était pas tout à fait complet et ne reflétait pas, à notre avis, notre vision de la question du libre-échange. Le paragraphe n'était pas assez critique et n'était pas en accord avec la réalité sur cette question du libre-échange et ne mettait pas assez en avant les effets néfastes.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** Le texte proposé donne l'impression que les baisses de prix ne sont dues qu'à une réorientation (déplacement, transfert) de la production vers les pays à bas salaires. Une telle interprétation est raccourcie et incorrecte.

Le Comité directeur considère que la version préparée par les groupes de travail est appropriée. Elle contient tous les éléments essentiels, se réfère au problème des mouvements (transferts) de capital et de production et est mieux adaptée à la structure globale du concept économique.

**A-16:** Sylvain Thévoz Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève

**Demande:** Supprimer « Le commerce relie les pays aux autres et rapproche les cultures... ->ne dépassera jamais 9 milliards d'habitants.. »

**Exposé des motifs:** Pour Jacques Fontanel, l'économie de marché globalisée et colonialiste constituait un facteur d'interdépendance commerciale et financière, qui devait rendre la guerre obsolète. Echech.La Première Guerre mondiale apporte cependant la preuve de la fragilité de cette construction intellectuelle. L'histoire du xx<sup>e</sup> siècle fait vaciller nombre d'idées, de concepts, d'objectifs. Après les crises de la période 1919-1939, la Seconde Guerre mondiale favorise l'industrialisation de la production d'armements, l'émergence de deux systèmes antagonistes, l'apparition de la bombe nucléaire, la guerre froide débouchant, beaucoup plus tard, sur l'effondrement de l'Union soviétique.à confusion et contredit d'autres passages. Pour John Maynard Keynes, le système d'économie de marché et le commerce international ne conduit pas nécessairement à la paix.Ce paragraphe est beaucoup trop simpliste et

*euphorique sur l'économie de marché. De nombreux pays échangent des marchandises et se font pourtant des guerres sans merci, de différents types et de diverses intensités ou par acteurs interposés.*

***Proposition du Comité directeur: rejeté***

***Motif:*** *Couper dans cette section signifierait que nous cachons les aspects positifs de la mondialisation et ne mettons en évidence que les aspects négatifs. Le Comité directeur est d'avis que la formulation très large déjà adoptée lors de l'AD du 2 février convient mieux à la situation et aux faits. Le Comité directeur rejette une vision isolationniste, voire protectionniste.*

Dans le même temps, certains salariés et certaines PME figurent parmi les perdants de la mondialisation. Lorsque des groupes d'entreprises délocalisent leur production, les circuits locaux de marchandises sont détruits. Alors que de nouvelles chances s'ouvrent à certains, d'autres se retrouvent sans revenus. Dans de nombreux endroits, la pression sur les salaires augmente aussi et les conditions de travail se détériorent. Le stress sur le lieu de travail augmente. Les droits de l'homme sont violés tous les jours dans le monde entier et des installations de production inhumaines sont en activité. Là encore, les femmes sont particulièrement touchées.

Dans un tel contexte, la démocratie est elle aussi perdante. L'alliance des intérêts de la place financière et du commerce des produits de base dans le Nord avec des élites corrompues dans le Sud détruit l'État de droit, sape la bonne gouvernance et entrave la démocratie. C'est qu'il y a d'énormes intérêts en jeu : les ressources financières provenant des seuls pays en voie de développement représentent un montant sept fois plus élevé que celui de l'aide publique au développement fournie dans le sens inverse. Dans de nombreux endroits, les groupes d'entreprises mondiaux et les gouvernements néolibéraux tentent d'ouvrir les industries sous contrôle public à la concurrence mondiale. Cela est valable, par exemple, pour les secteurs de l'approvisionnement énergétique et des soins de santé ou pour les établissements d'enseignement. Ces domaines étaient autrefois considérés comme importants pour l'indépendance d'un État. Aujourd'hui, ils sont soustraits à l'influence démocratique, par exemple en passant entre les mains d'entreprises privées. Les bénéfices passent ainsi de la majorité de la population à une minorité d'investisseurs et d'actionnaires de groupes d'entreprises toujours plus importants. Enfin, les entreprises actives au niveau international utilisent les lacunes ou les différences dans les lois fiscales nationales pour cacher d'énormes bénéfices aux autorités fiscales.

Au bout du compte, l'environnement est perdant. Les groupes d'entreprises ne paient toujours rien pour les dommages qu'ils causent au climat ou à la nature. Par rapport à leur immense richesse et à leur grand pouvoir, ils n'assument, proportionnellement, que rarement des responsabilités écologiques et sociales, bien qu'ils aiment se targuer de le faire. En conséquence, ce sont les États souvent lourdement endettés qui doivent s'occuper de sauver le climat et la nature. Cela coûte cher. En même temps, il manque aux États les ressources financières dont ils ont besoin de façon urgente parce que l'impôt des sociétés

multinationales est en baisse ou parce que les grands groupes d'entreprises se soustraient à l'impôt. Il manque des conditions-cadres mondiales contraignantes et une application de normes efficaces en matière de protection de l'environnement et des droits de l'homme.

**La position du PS** : Pour une économie ouverte comme celle de la Suisse et pour un monde solidaire en réseau, la mondialisation est une évolution qui peut accroître la prospérité de tous les peuples et promouvoir la paix. Mais le libre-échange sans protection des salarié-e-s et de la nature fait trop de perdant-e-s. Il nuit à notre société. Le libre-échange doit être compatible avec les droits de l'homme, les préoccupations sociales et environnementales et la démocratie. Cela nécessite un changement de cap. Le protectionnisme n'est pas une perspective envisageable. L'alternative positive réside dans un commerce international équitable, dans des syndicats forts et en réseau à l'échelle internationale et dans un système fiscal international équitable. L'objectif du PS est de faire régner davantage de démocratie plutôt que de prôner l'isolement (repli).

*A-17: Nadia Kuhn, Andrea Simonett, Hannah Pfalzgraf, Dario Engeloeh, Lorena Stocker, Virginie Bertoncini, Ronja Jansen, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Gian Luca Bonanomi, Loris Ducry, Luca Dahinden, Lewin Lempert und Mia Jenni*

*Forderung: ersetzen*

*Die Position der SP: Für eine offene Wirtschaft wie die Schweiz und für eine vernetzte, solidarische Welt ist die Globalisierung eine Entwicklung, die den Wohlstand aller Menschen vermehren und den Frieden fördern kann. Doch Freihandel ohne Schutz der Lohn-abhängigen und der Natur erzeugt zu viele Verlierer\_innen. Er schadet unserer Gesellschaft. Freihandel muss mit menschenrechtlichen, sozialen und ökologischen Anforderungen und mit der Demokratie vereinbar sein. Dafür braucht es einen Kurswechsel. Protektionismus ist keine Perspektive; die positive Alternative liegt in einem gerechten internationalen Handel und einem gerechten internationalen Steuersystem. Das Ziel der SP ist mehr Demokratie statt Abschottung.*

*Die Position der SP: Für eine vernetzte, solidarische Welt kann die Globalisierung eine Entwicklung sein, die den Wohlstand aller Menschen vermehrt und den Frieden fördert. Für uns als SP ist klar: wir wehren uns gegen rechte Abschottungsfantasien, aber wir wehren uns auch gegen einen Freihandel, welcher nur dem Kapital und den Superreichen dient. Verträge, welche die Souveränität der Staaten aushebeln und Arbeiter\*innenrechte und Umweltstandards direkt angreifen, bekämpft die SP. Wir setzen uns stattdessen für einen gerechten internationalen Handel und ein gerechtes internationales Steuersystem ein. Dazu fordert die SP etwa verbindliche soziale und ökologische Standards in allen Freihandelsabkommen, welche entsprechend kontrolliert und sanktioniert werden. Gleichzeitig anerkennt die SP den Sinn und das Recht von Staaten, gewisse Bereiche ihrer Lokawirtschaft vor dem internationalen Wettbewerbsdruck zu schützen. Das Ziel der SP ist eine offene, solidarische Welt für alle, nicht nur für Reiche und Unternehmen.*

**Begründung:** Globalisierung und Freihandel kann eine gute Entwicklung für alle Menschen sein, muss aber nicht. Entscheidend sind die Bedingungen und Umstände, unter welchen Freihandel stattfindet. Die neuere Entwicklung, in Freihandelsabkommen Nachhaltigkeitskapitel zu integrieren, ist zwar grundsätzlich positiv. Doch diese sind bisher zu weiten Teilen nicht mehr als leere Worte. Gerade die eigene Erfahrung der Schweiz mit den flankierenden Massnahmen zeigt, dass griffige Massnahmen nötig sind, um die Einhaltung etwa von Arbeiter\*innenrechten zu garantieren. Ohne effektive Kontrollen und durchsetzbare, ausreichend hohe Sanktionen sind solche Nachhaltigkeitskapitel nur wenig wert.

Auf der anderen Seite ist es aber auch wichtig zu sehen, dass freier Handel nicht in jedem Fall zu mehr Wohlstand führt und gewisse protektionistische Massnahmen nicht per se im Widerspruch zu einer offenen, solidarischen Welt stehen müssen. In der aktuellen Debatte um Freihandel vs. Protektionismus geht meist unter, dass protektionistische Massnahmen für viele westliche Länder die Voraussetzung war für Industrialisierung und wirtschaftliche Entwicklung. Diese Mittel will der Westen indes heutzutage den weniger „entwickelten“ Staaten in Afrika oder Südamerika vorenthalten, um für ihre Konzerne die ganze Welt als frei zugänglichen Absatzmarkt zu nutzen. Man predigt ihnen Freihandel, obwohl man mit dem Gegenteil die heutige wirtschaftliche Stärke erlangt hat. Auch die Schweiz wendet zu Recht gewisse protektionistische Instrumente an, wenn sie die lokale Agrarproduktion teilweise mit Handelsbeschränkungen und Zöllen schützt.

Schliesslich geht es auch um die Erkenntnis, dass Handel fast nie vollständig frei oder vollständig verboten ist, sondern immer durch ein ganzes Instrumentarium von Massnahmen reguliert wird. Die Einhaltung von Menschenrechten und Umweltstandards darf für die SP nicht die einzige Bedingung sein, den in der Regel von Grosskonzernen und Bürgerlichen geforderten freien Handel zu unterstützen. Wir müssen uns darüber hinaus viel grundsätzlicher mit den Bedingungen eines gerechten Handels auseinandersetzen und fragen, wie ein neues Abkommen die Struktur der jeweiligen Wirtschaft verändert. Beispielsweise ob nur die grossen, internationalen Konzerne profitieren oder auch kleinere lokale Unternehmen oder welches die direkten und indirekten ökologischen Auswirkungen sind.

**Proposition du Comité directeur:** accepté modifié

**Motif:** La première phrase est cahotée. Sinon, la requête correspond bien à notre position. C'est pourquoi nous proposons :

**La position du PS :** La mondialisation peut contribuer à accroître l'aisance matérielle de tout le monde, à promouvoir la paix et à unir les peuples. C'est pourquoi, pour nous, le PS, une chose est claire : nous nous opposons aux fantasmes isolationnistes de la droite. Mais nous nous opposons aussi au libre-échange, qui ne sert que les intérêts du capital et des superriches. Le PS s'oppose aux traités qui minent la souveraineté des États et attaquent directement les droits des travailleurs et les normes environnementales. Au lieu de cela, nous nous engageons en faveur d'un commerce international équitable et d'un régime fiscal international équitable. À cette fin, le PS exige par exemple des normes sociales et écologiques contraignantes dans tous les

*accords de libre-échange, qui sont contrôlés et sanctionnés en conséquence. En même temps, le PS reconnaît l'opportunité (le sens) et le droit des États de protéger certains secteurs de leur économie locale contre les pressions de la concurrence internationale. L'objectif du PS est un monde ouvert et solidaire pour tous, et pas seulement pour les riches et les entreprises.*

### **2.2.3 Croissance et protection du climat**

La croissance économique est généralement comprise comme l'augmentation du produit intérieur brut<sup>17</sup> (PIB). Plus il est grand et plus il progresse rapidement, mieux c'est pour un pays et ses habitant-e-s, selon l'opinion communément admise. Or, cela est trompeur. D'une part, le PIB ne dit rien sur la répartition des fruits de la croissance. D'autre part, le produit intérieur brut augmente également lorsque les catastrophes naturelles rendent nécessaires des réparations et des services d'urgence, lorsque la nature est détruite et que le climat est victime de surchauffe. Il va sans dire que cela n'entraîne aucune augmentation durable de la prospérité. L'ONU, l'UE, l'OCDE, certains pays et certains États américains utilisent par conséquent d'autres indicateurs, tels que l'emploi, la santé, le niveau de formation, la dégradation de l'environnement ou le respect du climat (efficacité carbone), pour évaluer (mesurer) le développement économique. Une discussion sur les méfaits et les bienfaits de la croissance économique n'aura de sens que lorsque l'on se mettra d'accord sur ce qui doit croître et sur ce qui doit être privilégié ou relégué au second plan à l'avenir.

La croissance économique nous permet d'atteindre la prospérité matérielle. Le fonctionnement des œuvres sociales repose également sur ce principe. Lorsque la productivité augmente, nous pouvons atteindre le même niveau de prospérité avec moins de travail. Le système économique capitaliste actuel repose sur le fait que l'on obtient un rendement sur le capital investi. Ce qui est développé peut générer de la demande et de la croissance, pour autant que ce soit diffusé largement. Ou alors, ces moyens (fonds) peuvent être utilisés pour résoudre les problèmes environnementaux et mettre en place une infrastructure respectueuse du climat et des ressources. Ainsi, grâce à des mesures d'économie d'énergie dans la construction de bâtiments et la production d'énergies renouvelables, la Suisse enregistre dans le secteur de l'environnement une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne observée dans l'ensemble de l'économie<sup>18</sup>.

Mettre fin à la croissance économique comporte un risque social difficile à assumer dans les conditions actuelles. La maintenir sur sa lancée outrepassé les limites écologiques de la planète. On parle du dilemme global de la croissance.

---

<sup>17</sup> Le produit intérieur brut (PIB) indique la valeur totale de tous les biens – c'est-à-dire des marchandises et des services – qui ont été produits en tant que produits finaux à l'intérieur des frontières nationales d'une économie (nationale) pendant un an, après déduction de toutes les prestations préalables.

<sup>18</sup> Office fédéral de la statistique (2017) : L'environnement, un secteur d'activité économique plus dynamique que l'économie dans son ensemble

La solution à ce piège est de dissocier l'activité économique de la consommation de carbone et de ressources. Cela se fait beaucoup trop lentement et seulement de façon relative, tant en Suisse qu'à l'échelle mondiale – en termes absolus, de nombreuses émissions continuent d'augmenter. Pour éviter que le réchauffement climatique ne dépasse les 2 degrés malgré l'activité et la croissance économiques, les émissions de CO<sub>2</sub> doivent être rapidement réduites à zéro. Les émissions de CO<sub>2</sub> doivent être complètement évitées d'ici à 2045 au plus tard ou/et compensées par le stockage du carbone ou le boisement.

Le lien entre la croissance économique classique et l'augmentation de la prospérité est de plus en plus fréquemment remis en question. En particulier dans les économies très développées, la croissance du PIB n'est plus nécessairement suivie d'une amélioration du bien-être des personnes, de leur santé, de leurs loisirs ou de leur niveau d'éducation. Et il est de plus en plus évident que la recherche d'un gain économique illimité, d'une consommation accrue et de la possession de biens plus nombreux exacerbe le problème : tout cela détruit les écosystèmes dont dépend notre survie. Dans les pays industrialisés occidentaux, la consommation de ressources par habitant dépasse de plusieurs fois la capacité de régénération de la nature. Elle doit de toute urgence baisser au lieu de croître.

De même, le travail de soins et de *care* non rémunéré, qui est principalement effectué par des femmes, n'est pas inclus dans les comptes globaux nationaux. Selon l'Office fédéral de la statistique, les femmes ont accompli en 2013 62% du travail non rémunéré et 38% du travail rémunéré. Dans toute la Suisse, le temps consacré au travail non rémunéré dépasse celui du travail rémunéré. En 2013, en Suisse, ce sont ainsi 8,7 milliards d'heures de travail non rémunéré et 7,7 milliards d'heures de travail rémunéré qui ont été effectuées, (autrement dit 14% de plus de travail non rémunéré que de travail rémunéré). L'Office fédéral de la statistique estime la valeur monétaire de ce travail non rémunéré effectué en 2013 à 401 milliards de francs. À plus long terme, ce travail doit être inclus dans le PIB.

**La position du PS** Le PS veut contribuer à surmonter le dilemme de la croissance. Pour cela, nous poursuivons une double stratégie. D'une part, nous exigeons des plans contraignants de réduction des émissions et de la consommation des ressources, en particulier la décarbonisation (ou décarbonation) d'ici à 2045 (zéro pétrole, gaz, charbon). Cela sera facilité par une croissance plus durable. Il faut intensifier les efforts visant à dissocier la performance économique de la consommation de ressources par la recherche et des investissements massifs, la promotion de l'économie circulaire, l'efficacité dans l'utilisation des ressources, le système de réparation et les énergies renouvelables. D'autre part, le PS veut contribuer dans une perspective à long terme à l'avènement d'un système économique qui nous libère de la focalisation sur la croissance matérielle et de la dépendance à l'égard des rendements élevés. Les approches allant dans cette direction pourraient consister à répartir équitablement les gains de productivité, à augmenter les faibles revenus et à réduire le temps de travail.

D'autre part, nous avons besoin d'une restructuration fondamentale de notre système économique. Essentiellement, cela dépend de l'externalisation de ses coûts à la sphère de la nature, dont l'exploitation et la pollution semblent être gratuites. La catastrophe climatique est le défi le plus urgent de notre temps et nous ne serons pas en mesure de la résoudre



tant qu'il restera possible pour les particuliers de récolter des bénéfices de cette manière. Pour résoudre la crise du climat et des ressources, il faut démocratiser l'économie et socialiser les profits. Ce n'est qu'ainsi que nous trouverons une façon de traiter notre planète où le bien-vivre de tous les êtres humains ne sera pas sacrifié sur l'autel de la logique du profit à court terme. Cet objectif ne doit pas être reporté à après-demain, mais doit être atteint immédiatement au moyen de règles pratiques. Il faut également un entrepreneuriat plus social, plus écologique et plus démocratique.

Le capital naturel (la consommation de carbone et d'autres ressources naturelles) doit à l'avenir figurer dans la comptabilité économique (nationale). Unique grandeur de mesure de la croissance économique, le PIB doit être complété par des indicateurs plus différenciés qui reflètent mieux le gain de prospérité et de qualité de vie de la population.

**A-18:** Raffael Wüthrich, Sektion Bolligen, Bern, Delegierter

**Forderung:** umformulieren

*Der Satz „Um die Klima- und Ressourcenkrise zu lösen braucht es eine Demokratisierung der Wirtschaft und eine Vergesellschaftung der Profite“ soll folgendermassen umformuliert werden: „Um die Klima- und Ressourcenkrise zu lösen braucht es eine Demokratisierung der Wirtschaft, eine Vergesellschaftung der Profite sowie Strategien zur Verminderung der Abhängigkeit vom Wirtschaftswachstum.“*

**Begründung:** *Wir müssen das Kind beim Namen nennen: Wir sind als Gesellschaft süchtig nach Wirtschaftswachstum. Und wir wissen mittlerweile nur zu gut, dass diese Sucht auf Kosten der Natur und unserer Mitmenschen erfolgt. Es gilt also, die Sucht konsequent in ihren Auswirkungen zu verringern und uns davon zu lösen. Das wird aber nicht automatisch gehen, sondern muss strategisch geplant und vorwärtsgetrieben werden, weil vom Wirtschaftswachstum zu viele wichtige Teilbereiche unserer Ökonomie abhängig sind. Es reicht nicht, das Wachstumsdilemma zu benennen – es braucht auch konkrete Schritte, damit das Wachstum samt mit seinen ungewollten Folgen zurückgefahren werden kann, ohne dass beispielsweise unsere Sozialwerke nicht mehr finanzierbar sind. Ein entsprechender Passus im Wirtschaftspapier ermöglicht der SP, entsprechende Ansätze zu thematisieren und aufs politische Tapet zu bringen.*

**Proposition du Comité directeur:** *accepté modifié, voir A-21*

**Motif :** *voir deux requêtes plus loin*

**A-19:** SP Frauen \* Schweiz

**Forderung:** *Neuen Absatz einfügen nach «Zudem braucht es mehr soziales, ökologisches und demokratisches Unternehmertum in der Schweiz.» (grauer Kasten).*

*Ebenfalls soll gezielt in den Care-Sektor investiert werden. Dieser fördert die Erwerbsintegration von Frauen und ist eine zielführende wirtschaftspolitische Massnahme. In diesem Sektor können interessante Arbeitsplätze geschaffen*

*werden, welche zudem die richtige Antwort auf die demographischen Herausforderungen einer älter werdenden Gesellschaft mit erhöhtem Pflegebedarf sind.*

***Begründung:** Gemäss „Manifest für einen konsequent feministische SP“, welches an der Delegiertenversammlung vom 14. Oktober 2017 verabschiedet wurde.*

***Proposition du Comité directeur:** rejeté*

***Motif:** La requête est correcte et trouve une réponse au point 3.3.4. Cependant, intégrée à ce stade et sous cette forme, elle semble confuse, car le lien avec la protection du climat n'est pas expliqué.*

***A-20:** Daniel Jositsch*

***Forderung:** streichen des Satzes „Um die Klima- und Ressourcenkrise zu lösen, braucht es ... eine Vergesellschaftung der Profite.“*

***Begründung:** Dass die „Vergesellschaftung der Profite“ die Klimaprobleme löst, ist schlichtweg falsch und führt in die Irre. Das Beispiel der staatssozialistischen Staaten in Mittel- und Osteuropa vor 1990 zeigt das pure Gegenteil. Mit der vorgeschlagenen Positionierung würde sich die SP in der Umweltbewegung isolieren.*

***Proposition du Comité directeur:** accepté modifié*

***Motif:** En guise de compromis entre les requêtes A-21 Jositsch et A-19 Wüthrich, le Comité directeur propose la formulation suivante :*

*Le PS veut contribuer à surmonter le dilemme de la croissance. Pour cela, nous poursuivons une double stratégie. D'une part, nous exigeons des plans contraignants de réduction des émissions et de la consommation des ressources, en particulier la décarbonisation (décarbonation) d'ici à 2045 (zéro pétrole, gaz, charbon). Cela est facilité par une croissance plus durable. Il faut intensifier les efforts visant à dissocier la performance économique de la consommation des ressources par la recherche et des investissements massifs **dans** la promotion **des** services environnementaux, de l'efficacité des ressources, du système de réparation et des énergies renouvelables.*

*D'autre part, nous voulons réduire notre dépendance à l'égard de la croissance économique et contribuer à un changement de valeurs et de politique qui nous libère de la focalisation sur des rendements élevés. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons trouver un moyen d'envisager notre planète comme un lieu où une vie décente pour toutes les générations est plus importante que le profit à court terme de quelques privilégiés.*

*Prévenir les catastrophes climatiques est le défi le plus urgent de notre époque. Nous sommes convaincus qu'une démocratisation de la société et une répartition plus équitable des bénéfices sont nécessaires pour parvenir à cette correction dans le*

*court délai disponible. Si la population participe aux décisions économiques et qu'elle profite elle aussi des bénéfices qui en résultent, elle peut apporter et apportera les correctifs nécessaires. Cet objectif ne doit pas être reporté à après-demain, mais doit être atteint immédiatement par des correctifs politiques courageux. Il faut davantage d'entrepreneuriat (esprit d'entreprise) social, écologique et démocratique. On a besoin de signaux de prix pour garantir que tous les dommages sociaux et écologiques sont payés (payeur) par ceux qui les causent (pollueur), et il faut des programmes de soutien et d'incitation gouvernementaux pour accélérer la restructuration écologique de notre économie.*

**A-21: Matthieu Béguelin, ville de Neuchâtel, PSN**

**Demande** : remplacer l'encadré par :

*« Dans un monde idéal, le système de libre-échange qui a cours ne serait pas nuisible à l'environnement et serait source de justice sociale. Nous ne vivons pas dans ce monde. Dans le monde qui est le nôtre, la course à la croissance couplée à un libre-échangisme galopant, se basant sur de plus en plus d'accords internationaux affaiblissant constamment les normes sociales ou environnementales – accords le plus souvent adoptés sans véritable débat démocratique, est fatal pour notre climat.*

*Nous devons absolument prendre la mesure de ce fait : le capitalisme doit être dépassé, faute de quoi, les conditions propices à la vie que nous connaissons actuellement encore sur notre planète seront irrémédiablement altérées, mettant en péril jusqu'à notre capacité de survie. Et cette perspective funeste n'est pas un pronostic à 100 ou 200 ans, mais bien un risque se tenant à notre porte et aux conséquences duquel les plus jeunes d'entre-nous seront confrontés.*

*Il va sans dire que face à un tel défi, et son urgence, il faut revoir notre manière de produire et d'échanger. Et pour cela, nous avons besoin d'actions étatiques fortes et efficaces, qui dépassent les déclarations d'intention auxquelles nous assistons de conférences sur le climat en sommets du G20. En effet, la dernière COP a beau avoir fixé un engagement non-contraignant de ne pas dépasser 1.5° de réchauffement, or, lorsqu'on additionne les mesures réellement prises par les différents pays signataires, on arrive à 3.5° de réchauffement, soit un seuil synonyme de changement climatique aux conséquences gravissimes, avec disparitions d'îles ou des zones entières rendues inhabitables.*

*Cette mondialisation de la production et des échanges n'a pas uniquement des conséquences néfastes sur l'environnement, mais est aussi une course au moins-disant social, que ça soit en termes de salaires, de conditions de travail (âge, horaires, libertés syndicales) ou de protection sociale.*

*Nous devons donc mettre un frein à la circulation frénétique des marchandises et de l'exploitation de la main-d'œuvre qui en découle trop souvent.*

*C'est pourquoi nous devons mettre en place un système de protectionnisme*

*solidaire, au sens de la Charte de La Havane, qui introduise une taxe sur les marchandises produites au mépris de normes environnementales responsables, selon les distances parcourues par celles-ci et lorsqu'elles sont produites dans des conditions sociales ne respectant pas les normes de l'OIT. Le fret maritime et aérien étant une source importante de pollution et de dégradation du climat, une telle taxe aurait un effet limitatif sensible sur leur circulation et donc sur leur incidence négative sur le climat. Cet élément, à lui seul, ne résout pas la question climatique, mais ce serait un signal fort et une mesure effective, pour sortir de la spirale infernale qu'a pris le libre-échange ces trente dernières années.*

**Motifs :** *Il est illusoire de prétendre que le libre-échange puisse être réglementé. Il est patent que depuis une trentaine d'années, le libéralisme triomphant n'a eu de cesse de faire progresser une dérégulation généralisée des marchés. Il faut donc impérativement remettre des règles contraignantes non seulement pour encadrer, mais aussi pour limiter un système économique dont la dangerosité pour l'environnement, la santé et la paix sociale n'est plus à prouver.*

**Proposition du Comité directeur:** *accepté modifié*

**Motif:** *Des énoncés généraux sur la mondialisation figurent au chapitre 2.2.2.2. Toutefois, la demande d'une taxe internationale sur le CO<sub>2</sub> est manquante. Elle doit être annexée à la section 3.4.1 du troisième point :*

**La Suisse soutient l'idée d'une taxe internationale sur le CO<sub>2</sub>.**

## **2.3 Développements globaux**

L'économie mondiale est toujours dominée par la crise financière. La croissance économique reste à un faible niveau. Les taux d'intérêt sont à un taux plancher record depuis des années. On observe déjà des signes de nouvelles crises potentielles sur les marchés financiers. Les théories économiques qui ont dominé les manuels scolaires pendant des décennies ont échoué. Cela déstabilise non seulement les économistes, mais aussi les élites et électeurs dans de nombreux pays. Les résultats d'élections et les décisions prises lors de votations que l'on aurait difficilement imaginés possibles il y a dix ans sont devenus réalité — par exemple : l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis ou la décision favorable au Brexit en Grande-Bretagne.

Divers facteurs ont contribué à la crise économique et politique. Par exemple : la dérégulation des marchés financiers dans les années 1980 et 1990 ainsi que la forte dépendance à l'égard des sources d'énergie fossiles. Sans oublier le facteur crucial qu'est la concentration de la fortune, de la richesse et du terrain entre les mains d'une petite minorité aux dépens de la grande majorité.

Une économie ne peut être florissante à long terme que si tout le monde profite des valeurs que les gens ont développées ensemble. Cela, précisément, est de moins en moins le cas dans de nombreuses économies nationales à travers le monde. Cela est particulièrement

vrai pour les économies nationales développées d'après le modèle de l'Ouest. L'inégalité augmente également dans les marchés émergents à croissance rapide. En même temps, il y a encore des régions du monde qui stagnent économiquement.

On observe de nouvelles formes d'exploitation économique des pays du Sud. Des groupes d'entreprises mondiaux ainsi que des fonds — occidentaux et, de plus en plus, asiatiques — placés sous contrôle privé ou étatique ont accès, grâce à des investissements de plusieurs milliards de dollars, aux ressources naturelles, aux débouchés commerciaux (marchés de vente), voire à des régions entières. Généralement, ces entreprises ne font absolument aucun cas des besoins de la population locale. C'est ce qu'on appelle à juste titre le néo-colonialisme. Dans les pays exploités, celui-ci peut souvent compter sur la complicité d'élites corrompues.

### **2.3.1 Une crise financière aux conséquences graves**

En 2007-2008, l'économie mondiale a connu l'un des plus grands chocs de son histoire. Cela était dû, d'une part, à l'inégalité croissante. Au lieu d'améliorer les revenus de la population active, on a maintenu la demande macroéconomique (demande économique globale) à un niveau élevé pendant des années moyennant un endettement croissant des ménages privés et, dans certains cas, des États, en particulier aux États-Unis. À quoi est venue s'ajouter, d'autre part, la déréglementation des banques et des marchés financiers. Conséquence : une bulle gigantesque a pu se former sur le marché hypothécaire américain. Lorsque, en 2006, les prix des maisons aux États-Unis ont commencé à baisser à l'échelle nationale pour la première fois depuis des décennies, parce que le marché était saturé et que trop d'argent avait été investi dans des prêts hypothécaires à risque (« crédits subprime »), les banques ont commencé à saisir un nombre croissant de maisons. Ce processus a déclenché une vague de ventes et, par conséquent, une réaction en chaîne. De nouvelles baisses des prix de l'immobilier ont entraîné de nouveaux défauts de paiement sur les crédits « subprime », ce qui a débouché sur d'autres saisies. Les titres (papiers-valeurs) combinés reposant sur ceux-ci — les fameux « *collateralized debt obligations* » (CDO), qui contenaient des milliers de crédits hypothécaires individuels — ont chuté. Le marché immobilier américain s'est effondré. Les prestataires de services financiers du monde entier qui avaient ces titres supposés très rentables dans leurs livres de comptes étaient tellement dépendants les uns des autres et avaient eux-mêmes si peu de fonds propres, que l'éclatement de la bulle immobilière américaine a déclenché une avalanche mondiale.

Les banques n'avaient plus confiance les unes dans les autres et ne se faisaient plus de crédits entre elles. Les banques interdépendantes du monde entier devinrent insolvables. Les gouvernements ont dû intervenir en de nombreux endroits au pied levé pour garantir l'accès aux crédits et maintenir le trafic des paiements. Dans ce contexte, ils ont utilisé l'argent des contribuables pour rembourser les dettes des banques. Cela signifie qu'ils ont accordé des crédits d'urgence ou des capitaux propres « frais ». En raison du sauvetage des banques et de l'effondrement de l'économie, la dette de nombreux pays a fortement augmenté. En conséquence, de nombreux pays ont été contraints de réduire leurs dépenses. Ils ont revu à la baisse les salaires, les rentes et les prestations publiques, ce qui a doublement pénalisé les populations touchées. Cette politique restrictive (politique d'« austérité »)

a affaibli la demande, absolument nécessaire, et exacerbé la crise au lieu de l'atténuer. La croissance économique européenne s'est essoufflée et la zone euro a menacé de s'effondrer. Par la suite, la demande en francs suisses a augmenté, ce qui a posé des problèmes à l'économie d'exportation suisse.

Dans de nombreux endroits, la population en a payé un prix élevé. Des millions de personnes ont perdu leurs biens/leur propriété, ont subi des pertes de revenu(s) ou ont été acculées au chômage. Depuis lors, les revenus faibles et moyens n'ont guère augmenté et les services publics se sont détériorés. À l'inverse, les banques et les plus riches profitent déjà de la hausse des prix. Les marchés boursiers établissent de nouvelles valeurs records, parce que l'abondance du capital entre les mains de quelques privilégiés rend nécessaires des possibilités d'investissement et que les taux d'intérêt restent à un faible niveau.

Les marchés financiers ont atteint une taille et une complexité inquiétantes. Cela leur permet d'étendre toujours plus leur pouvoir. Au cours du dernier quart de siècle, le capital a été favorisé par rapport au travail, l'économie financière par rapport à l'économie réelle. Cette période est caractérisée par la financiarisation de l'économie (« financialization of economy »). En 2013, le montant total du trafic des paiements dans notre pays s'est élevé à 200 000 milliards de francs, ce qui correspond à trois cents fois le produit intérieur brut de la Suisse. L'économie financière est passée dans une dimension qui ne correspond plus à l'économie produisant réellement (réellement productrice).

Cela signifie qu'une petite minorité peut imposer ses intérêts à l'ensemble de la société. Les mesures visant à remettre le secteur financier au service de l'économie manufacturière (économie de production) et à mettre, à son tour, celle-ci au service de l'ordre social démocratique ne sont guère ou pas du tout mises en œuvre. Bien que les banques soient aujourd'hui mieux capitalisées et donc plus stables qu'au moment de la crise financière, le système financier dans son ensemble reste très exposé aux risques et ne résiste pas à la crise en raison de la grande importance des banques (fantômes) parallèles (fonds du marché monétaire, fonds d'investissement et hedge funds, etc.).

Dix ans après le début de la crise financière, le monde est plus endetté que jamais. Il est une bombe à retardement cachée. La dette mondiale représente 225 % de la production économique mondiale. De nombreux pays en voie de développement sont au bord de la faillite. Mais la dette a également atteint des niveaux alarmants dans de nombreux pays industrialisés. Le secteur public n'est pas le seul à être touché : la dette des ménages et des entreprises privées a aussi fortement augmenté. En Suisse, la dette des ménages privés représente 120 % du PIB.

### **2.3.2 Des taux d'intérêt toujours bas**

Les banques centrales de nombreux pays ont réagi rapidement à la crise financière. Elles ont fortement abaissé les taux d'intérêt et ont mis en circulation une énorme quantité d'argent neuf. Elles voulaient ainsi permettre à l'économie privée de générer de nouveaux investissements, de nouveaux produits et de nouveaux services, et donc de créer de nouveaux emplois grâce à de l'argent à bon marché. Le succès de cette politique est resté bien en deçà des attentes. Elle a certes pu éviter une crise encore plus grave. Toutefois, il est apparu

plus clairement que jamais que les gouvernements et les banques centrales ne peuvent pas stimuler l'économie tant que le secteur public ne fait pas de dépenses supplémentaires et que les revenus des consommateurs et consommatrices stagnent. Différents pays ont ainsi confirmé la validité du concept de trappe à liquidité et celle de la phrase très souvent citée de l'économiste John Maynard Keynes : « Vous pouvez conduire les chevaux jusqu'au point d'eau, mais vous ne pouvez pas les forcer à boire l'eau. » Il décrit le dilemme des banques centrales : bien qu'elles puissent fournir de l'argent, elles ne peuvent pas influencer directement le processus de crédit lui-même. Les grosses sommes d'argent se sont retrouvées principalement dans le porte-monnaie de banques, de groupes d'entreprises et d'investisseurs, où elles ont contribué au gonflement des cours des actions. Les taux d'intérêt n'ont jamais été si bas aussi longtemps dans le monde entier qu'au cours des dix dernières années. Si les banques centrales augmentent les taux d'intérêt, elles risquent d'affaiblir encore davantage les États et les ménages très endettés et, par voie de conséquence, la demande. Les taux d'intérêt proches de zéro ou inférieurs (taux d'intérêt négatifs) constituent un danger, car ils peuvent entraîner des erreurs d'allocation/d'affectation (par exemple une nouvelle bulle immobilière). L'accès excessif au crédit est donc le germe de la prochaine crise. Si une nouvelle crise financière devait survenir, les banques centrales ne seraient en outre plus en mesure de réagir par de nouvelles baisses des taux d'intérêt. La simple expansion de la masse monétaire, qui peut parfaitement être appropriée en temps de crise, n'est pas suffisante en tant que mesure unique si l'argent n'atteint pas l'économie réelle, mais qu'il est dilapidé sur les marchés boursiers. La crise ne peut être surmontée sans une régulation des marchés financiers et sans le désamorçage de la question de la répartition.

**A-22:** *Raffael Wüthrich, Sektion Bolligen, Bern, Delegierter*

**Forderung:** *ergänzen*

*Zum Schluss des Abschnitts soll folgender Satz ergänzend dazu kommen:*

*Auf die Rolle der Geschäftsbanken als private Geldhersteller, die rund 90% der Schweizer Geldmenge (Fiatmoney, elektronisches Buchgeld) erzeugen, ist besonderes Augenmerk zu legen.*

**Begründung:** *90% der Geldmenge in der Schweiz wird nicht von der Nationalbank erzeugt sondern von Geschäftsbanken. Sie erzeugen bei jeder Kreditvergabe neues Geld (Buchgeld/Giralgeld/Fiatmoney) das vorher nicht existierte. Da Geschäftsbanken ein inhärentes Profitmotiv haben, führt die übermässige Kreditvergabe (gerade in Boomzeiten) zu Wirtschaftsblasen. Dafür bezahlen muss dann aber die Allgemeinheit. Dieser Systemfehler führt weiter dazu, dass die Gewinne durch die Geldherstellung (Seignorage) zum grössten Teil bei den privaten Geschäftsbanken und ihren Aktionär\*innen anfallen und nicht bei der Nationalbank, wo der Gewinn der Allgemeinheit zugute kommt. Und weiter ist der elektronische Zahlungsverkehr heutzutage vom Wohlergehen des privaten Bankensystems abhängig – eine systemische Gefahr für unsere Konten und das Funktionieren der Wirtschaft. Diese Hintergründe sollte das Wirtschaftspapier der SPS zumindest mit einem Satz würdigen, weil sie in der Krise 2007/2008 eine wesentliche wenn auch wenig bekannte Rolle spielten.*

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** Nous avons rejeté l'initiative « Monnaie pleine ». Le Comité directeur ne souhaite pas rouvrir le débat ici.

### 2.3.3 Ralentissement de la croissance économique

Par rapport au niveau d'avant la crise, l'économie mondiale a certes progressé malgré la crise financière, en particulier dans des pays émergents tels que la Chine, l'Inde et le Brésil. Cependant, depuis la crise financière, la croissance du PIB est très inférieure à la moyenne des années 1980 à 2008<sup>19</sup>. Aux États-Unis et dans la zone euro, elle a fortement baissé. Dans de nombreux pays très développés, elle se situe entre 1 % et 2 % depuis des années. Particulièrement inquiétant : les investissements privés et publics diminuent, surtout dans les pays riches. Cela affaiblit le potentiel de l'économie à long terme et complique encore la sortie de la « stagnation persistante »<sup>20</sup>.

**A-23:** Raffael Wüthrich, Sektion Bolligen, Bern, Delegierter

**Forderung:** ergänzen

*Zum Schluss des Abschnitts soll folgender Satz ergänzend dazu kommen:*

*Es braucht deshalb Strategien und Lösungen, wie die Wirtschaft stabilisiert werden kann, ohne auf Wirtschaftswachstum angewiesen zu sein.*

**Begründung:** Die Zahlen zeugen von einem klaren Befund: Es wird global und erst recht in Europa immer schwieriger, Wirtschaftswachstum zu generieren. Es braucht deshalb unbedingt Strategien und Massnahmen, um die Wirtschaft auch ohne nennenswertes Wachstum zu stabilisieren und am laufen zu halten, ohne in Negativspiralen mit katastrophalen Folgen abzustürzen. Es reicht nicht, zu konstatieren, dass das Wirtschaftswachstum stagniert, wenn man weiss, was dies für Folgen haben kann. Es braucht Lösungen.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** La requête figure déjà au chapitre 2.2.3.

La croissance du commerce mondial a ralenti encore plus nettement. Dans les années précédant et suivant de peu le tournant du millénaire (de 1988 à 2007), les taux de croissance annuels du volume des transactions commerciales étaient d'environ 7 %. Depuis lors, celui-ci augmente encore d'environ 3 %. Depuis 2014, les quantités commercialisées stagnent. Même si l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a plus été en mesure de s'entendre sur une plus grande libéralisation du commerce, le commerce interétatique s'est ouvert davantage grâce à des accords bilatéraux. Entre 2010 et 2016, un nombre beaucoup moins

<sup>19</sup> Banque mondiale (janvier 2015) : Global Economic Prospects.

<sup>20</sup> <http://larrysummers.com/2016/02/17/the-age-of-secular-stagnation/>



élevé de nouveaux accords de libre-échange ont été signés dans le monde qu'entre 2000 et 2010<sup>21</sup>.

### **2.3.4 Concentration des revenus et de la richesse**

La numérisation a favorisé l'essor fulgurant de grandes entreprises informatiques comme Apple, Alphabet (Google), Amazon ou Facebook, qui sont devenues des acteurs d'envergure mondiale. C'est notamment cette percée qui a accéléré une autre évolution significative : la concentration de la fortune. Les richesses mondiales ont augmenté d'un quart depuis 2007<sup>22</sup>. Cela profite surtout au 1 % le plus riche de la population mondiale, qui possède aujourd'hui plus de la moitié de la fortune de tous les ménages. Oxfam avance même que huit hommes possèdent aujourd'hui davantage que la moitié la plus pauvre de l'humanité<sup>23</sup>. Également, l'écart entre les revenus s'est fortement creusé dans de nombreux endroits. Dans de nombreux pays riches, les salariés ordinaires ont perdu une partie de leur pouvoir de négociation à cause de l'affaiblissement des syndicats, des privatisations, de la déréglementation des marchés financiers et des marchés du travail et de l'impact des nouvelles technologies. L'inégalité sociale entre les personnes à très haut revenu et les bas salaires s'est accrue. C'est un groupe de chercheurs dirigé par l'économiste français Thomas Piketty qui est arrivé à cette conclusion. Selon l'étude en question, le revenu du 1 % le plus riche de la population mondiale a plus que doublé depuis 1980. La classe moyenne, à l'inverse, n'a que très peu bénéficié de cette augmentation des richesses. La principale cause du déséquilibre économique, selon Piketty, est la répartition inégale des capitaux entre les secteurs public et privé. Depuis 1980, de grandes quantités de biens/d'actifs publics ont été privatisés dans presque tous les pays. Cela a réduit la marge de manœuvre des gouvernements pour lutter contre les inégalités croissantes<sup>24</sup>. Les gouvernements investissent de moins en moins d'argent dans les biens publics tels que les infrastructures de transport ou les établissements d'enseignement<sup>25</sup>.

---

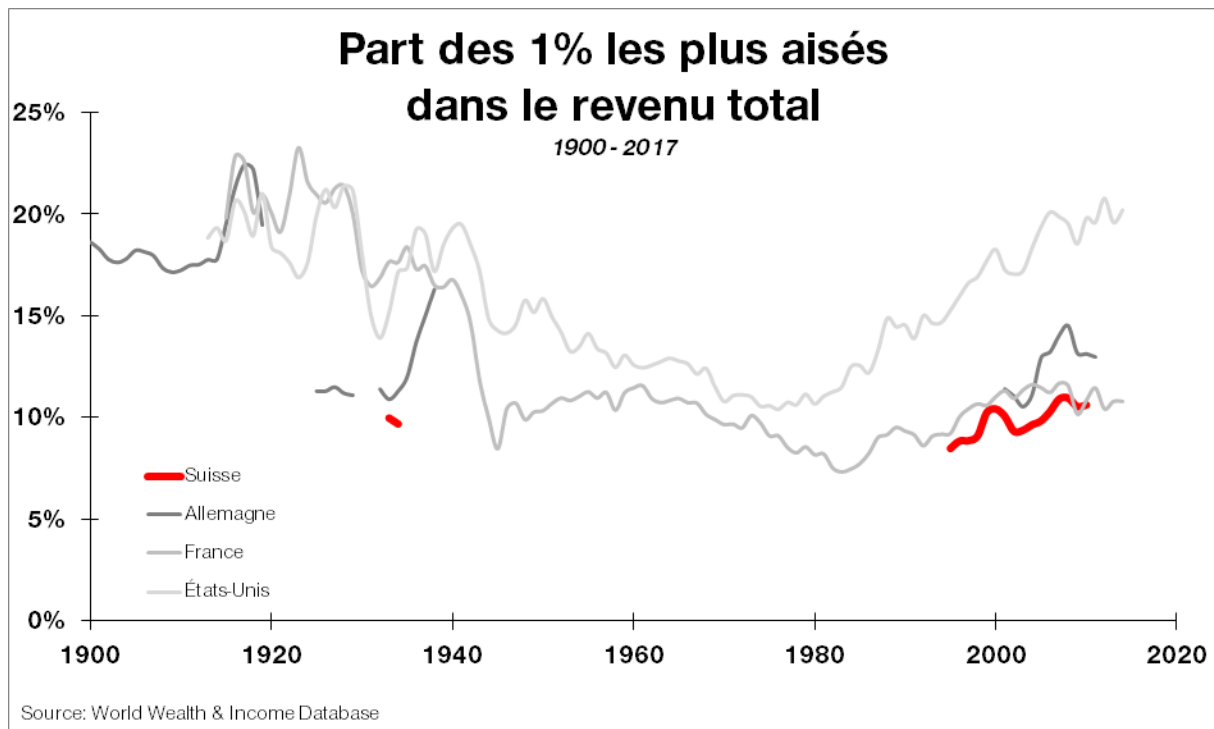
<sup>21</sup> IWF World Economic Outlook Database. Gross domestic product: constant prices, percent change (market exchange rates). Trade volume of goods and services: percent change. (Consulté le 3 mars 2016).

<sup>22</sup> Global Wealth Report 2017.

<sup>23</sup> Oxfam Briefing Paper : « An Economy for the 99% », Hardoon et al., janvier 2017.

<sup>24</sup> <http://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-full-report-english.pdf>

<sup>25</sup> Paul De Grauwe (2017) : The Limits of the Market.



L'inégalité est aujourd'hui si grande que même le WEF met en garde contre le fait qu'une économie mondiale dans laquelle la majorité de la population participe à peine au progrès économique ne peut pas fonctionner<sup>26</sup>. La concentration augmente également parmi les entreprises. Une étude de l'École polytechnique fédérale arrive même à la conclusion qu'à peine 150 entreprises contrôlent la majeure partie de l'économie mondiale<sup>27</sup>. La plupart de ces entreprises sont actives dans le secteur financier. Selon James B. Glattfelder, l'auteur de l'étude, cette forte concentration de pouvoir contredit toute conception démocratique de l'État et met en danger la stabilité de l'ensemble du système<sup>28</sup>.

La concentration des richesses et du pouvoir décrite ci-dessus est favorisée par l'évasion fiscale. Par le biais de stratagèmes sophistiqués, les riches particuliers et les multinationales soustraient leurs milliards de profits à l'imposition dans le monde entier<sup>29</sup>. Avec le projet de l'OCDE de lutte contre l'érosion de l'assiette fiscale (érosion de la base des ressources) et le transfert des bénéfices (Base Erosion and Profit Shifting (BEPS)), les pays riches se sont lancés dans un effort de lutte mondiale contre les transferts de bénéfices et les réductions de profits. Pour que les particuliers puissent se soustraire moins facilement à l'impôt, on a lancé l'Échange automatique de renseignements (EAR) (Automatic Information Exchange (AIA)), par l'intermédiaire duquel les banques doivent déclarer les avoirs et les revenus de leurs clients étrangers aux gouvernements des pays concernés. La Suisse a introduit l'AIA/EAR avec environ 80 pays, mais elle continue à soutenir les fraudeurs fiscaux dans les autres pays et ne met pas non plus en œuvre l'échange de renseignements en Suisse. Il

<sup>26</sup> World Economic Forum (2012). Global Risk Report 2012.

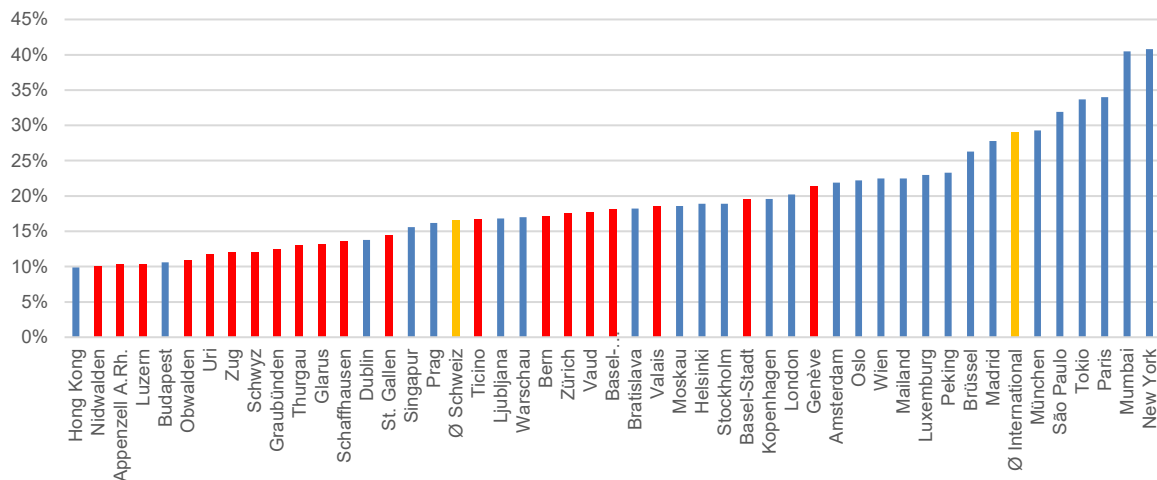
<sup>27</sup> Vitali et al. : The network of global corporate control, 2011.

<sup>28</sup> <https://www.forschung-und-wissen.de/nachrichten/oekonomie/147-konzerne-kontrollieren-die-gesamte-weltwirtschaft-13371950>.

<sup>29</sup> Les Panama Papers et les Paradise Papers (ainsi nommés) ont mis en lumière ces machinations de façon éclatante.

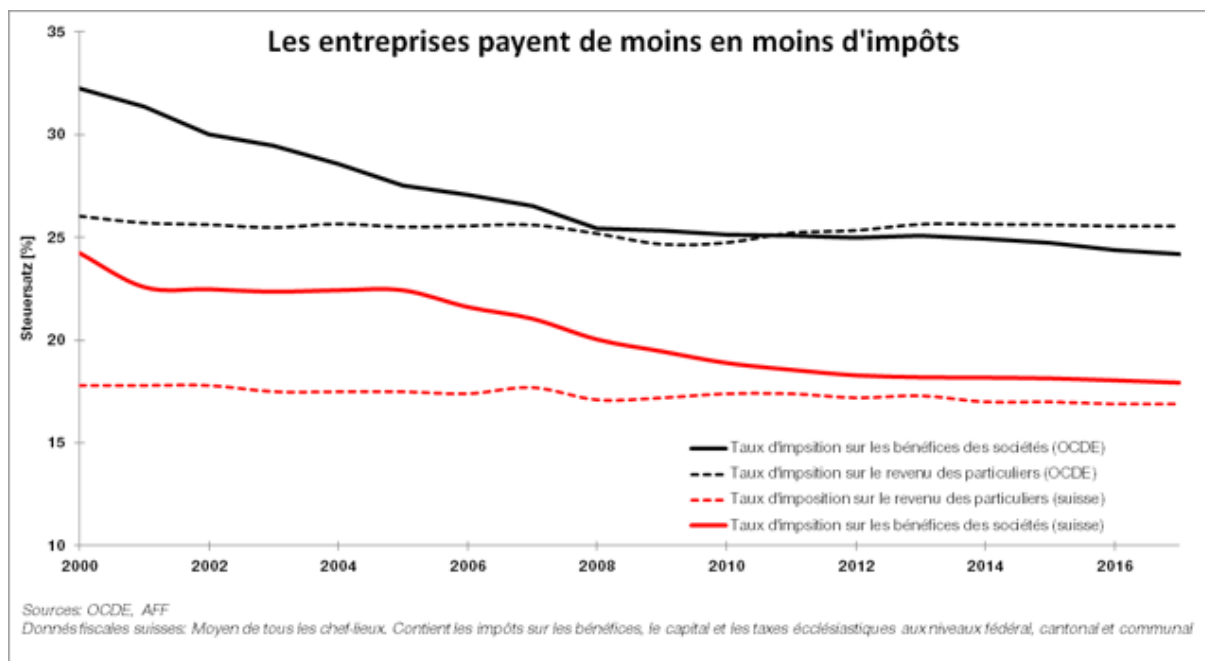
reste donc beaucoup à faire pour combler toutes les échappatoires fiscales au niveau mondial et pour faire appliquer une fiscalité équitable des entreprises — et donc obliger celles-ci à respecter leur responsabilité sociale.

Charge fiscale moyenne effective (EATR) 2017 dans les chefs-lieux des cantons en comparaison intercantonale (chiffres cantonaux) (en pourcentage du bénéfice)



Source : Union syndicale suisse avec données de ZEW/BAK Bâle

Depuis les années 1990, on observe une tendance fatale à la baisse de l'imposition des entreprises dans le monde entier. La Suisse a elle aussi été à l'avant-garde de cette concurrence fiscale agressive et nuisible et du dumping fiscal. En comparaison internationale, l'impôt sur les sociétés est en Suisse très faible. Cela reste valable même après les toutes dernières réductions d'impôts aux États-Unis. Dans aucun autre pays les entreprises ne trouvent des forces de travail aussi bien formées et une infrastructure aussi excellente à un prix aussi bas. Même après la crise financière de 2008, qui a imposé d'énormes charges à de nombreux pays pour le sauvetage des banques et la relance de l'économie, les entreprises internationales ont payé de moins en moins d'impôts. Au cours de la décennie qui a suivi la crise financière, le taux d'imposition des grandes sociétés internationales dans le monde a chuté d'environ 9 %. Si l'on examine une période plus longue, soit à partir de 2000, on constate même une réduction d'un tiers de l'impôt des sociétés, qui passe d'une moyenne de 34 % à environ 24 %. La charge fiscale est ainsi répercutée sur la classe moyenne.



### 2.3.5 Réchauffement climatique et bulle de carbone

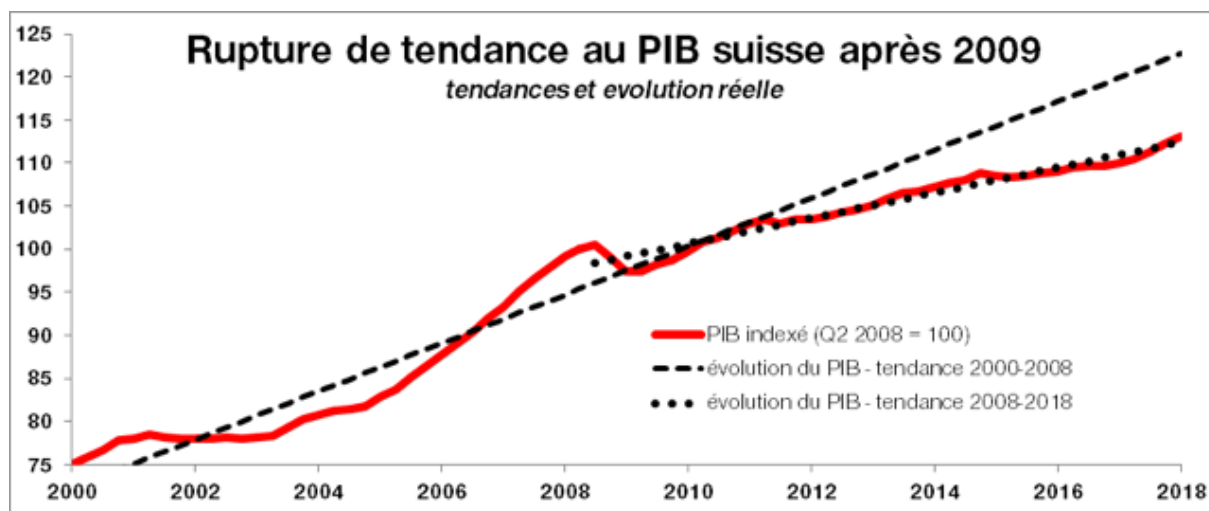
Ces dernières années, la question du climat a gagné en importance. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire que le réchauffement climatique est l'une des plus grandes menaces immédiates pesant sur l'humanité<sup>30</sup>. C'est ce sur quoi les gouvernements de 195 pays ont insisté lorsqu'ils se sont engagés, en 2015, à rendre leurs pays climatiquement neutres d'ici à 2050 en signant l'Accord de Paris sur le climat. L'augmentation des événements extrêmes, tels que les tempêtes, les inondations et les sécheresses, fait grimper les coûts d'infrastructure. Les émissions de gaz à effet de serre restent beaucoup trop élevées et ont même connu une nouvelle augmentation en 2017. Une raison essentielle à cela est qu'une grande partie des flux financiers continue d'affluer sans entraves vers les puissants groupes énergétiques, qui dépendent toujours fortement du pétrole, du gaz naturel et du charbon. La surévaluation des réserves fossiles, qui deviennent de plus en plus difficiles à exploiter, crée une nouvelle bulle économique : la bulle du carbone. La fin de l'ère fossile est inéluctable : même la conservatrice Agence internationale de l'énergie (AIE)/(International Energy Agency (IEA)) a fait remarquer dès 2012 que seul un tiers des réserves déjà connues aujourd'hui pourrait être brûlé si l'objectif climatique des 2 degrés devait être atteint et qu'un changement climatique incontrôlable devait être évité<sup>31</sup>.

<sup>30</sup> World Economic Forum (2016). Global Risk Report 2016.

<sup>31</sup> <https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/English.pdf>

## 2.4 Évolution en Suisse

La crise financière a également touché la Suisse, mais elle a connu quelques conséquences particulières. Le développement économique de plusieurs pays européens étant négatif, de nombreux investisseurs n'ont plus voulu investir leurs fonds en euros. Ils ont acheté des francs suisses. En 2011, la BNS a dû introduire une limite inférieure par rapport à l'euro, afin d'éviter une appréciation excessive du franc suisse et donc un recul des exportations. Cette politique a essuyé des critiques internationales. Au début de l'année 2015, la direction générale de la BNS a donc décidé de mettre fin à cette politique, même si la pression à l'appréciation du franc suisse s'est poursuivie. La Banque nationale a abandonné la limite inférieure du taux de change (le taux de change plancher) par rapport à l'euro, mais elle a introduit des intérêts négatifs afin de rendre le franc suisse moins attrayant pour les investisseurs étrangers. Les intérêts négatifs sur les obligations et les emprunts entraînent une baisse des recettes (rendements), par exemple pour les caisses de pension. La Suisse avait déjà connu une brève récession au cours de la première année qui a suivi la crise financière, mais elle avait retrouvé de la vigueur rapidement. L'abandon du cours plancher par rapport à l'euro a entraîné un deuxième choc pour l'économie suisse. Les entreprises exportatrices, en particulier, ont supprimé au moins 30 000 emplois, prolongé le temps de travail de leurs collaborateurs ou abaissé les salaires. Les petites et moyennes entreprises ont différé des projets d'investissement, au détriment de leur compétitivité à long terme. Les grandes entreprises industrielles actives sur le plan international ont déplacé leurs activités d'investissement toujours plus à l'étranger<sup>32</sup>. Finalement, la Suisse a survécu à la crise financière à meilleur compte que la plupart des autres pays, mais, ici aussi, les conséquences sont dignes d'attention. L'économie suisse est loin d'avoir retrouvé le chemin de la croissance d'avant 2008. Si l'on compare l'évolution du PIB avant 2008, on constate une nette rupture de tendance.



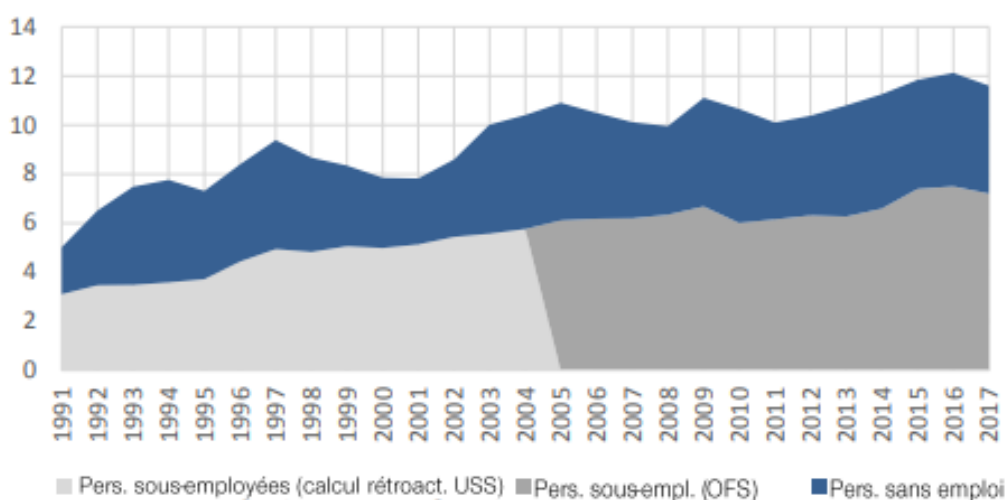
### 2.4.1 Peu de progrès sur le marché du travail

Au début de l'année 2018, le taux de chômage en Suisse était d'environ 3 %, soit la même valeur qu'en 2006, après avoir atteint 3,7 % en raison de la crise financière.

<sup>32</sup> <https://dievolkswirtschaft.ch/fr/priorites/leconomie-suisse-et-le-franc-fort-11-2017fr/>.

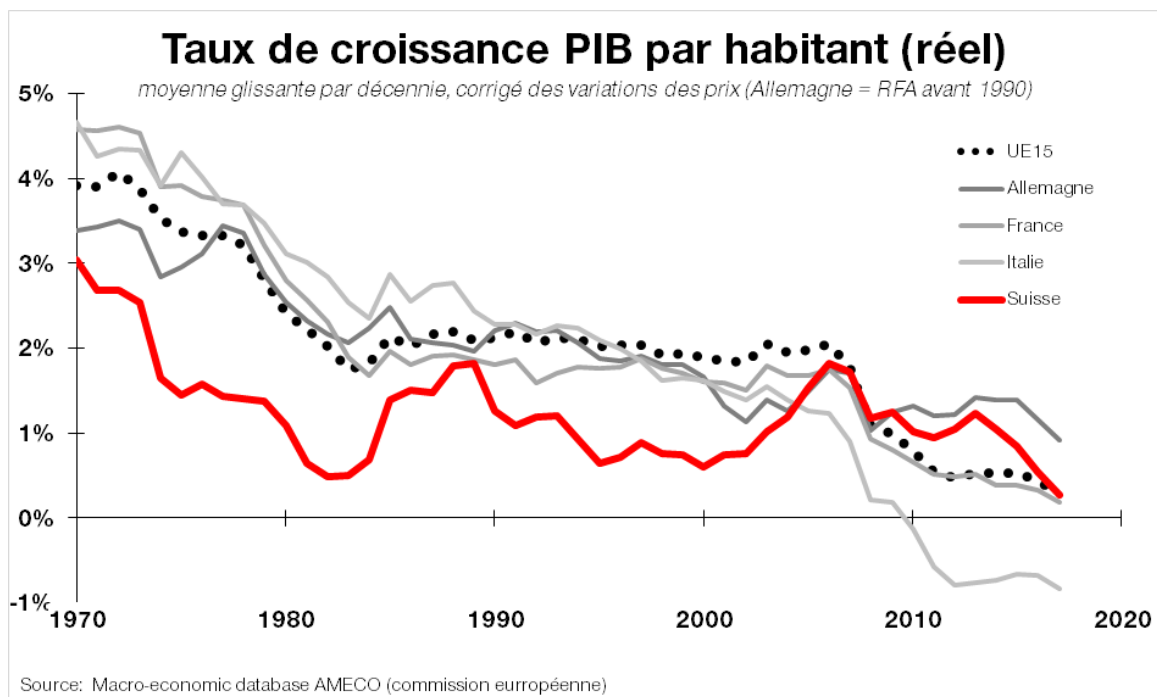
Le nombre de chômeurs arrivés en fin de droit n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années. Si l'on ajoute ces personnes au nombre de celles qui sont inscrites au chômage, le taux de chômage est aujourd'hui d'un peu plus de 5 %. Les personnes de plus de 50 ans, en particulier, ont aujourd'hui notablement plus de mal à trouver un nouvel emploi après un licenciement. Ainsi, malgré un faible taux de chômage, le chômage reste stable à un niveau élevé. On constate une augmentation particulièrement prononcée du taux de personnes sous-employées. Celui-ci comprend les personnes qui travaillent à temps partiel tout en cherchant un taux d'occupation plus important.

### Taux de sans-emploi et de sous-emploi (cumulé, en %)



Sources : OFS, estimations et calculs de l'USS

Dans toutes les économies nationales développées, on observe, depuis des décennies déjà, un glissement des parts de la main-d'œuvre depuis le secteur secondaire vers le secteur tertiaire. Entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2018, la part des personnes actives dans l'industrie, en Suisse, a également diminué de plus de 8 %, tandis que le secteur des services s'est développé. La croissance économique est alimentée par quelques secteurs. Sans le secteur des soins de santé et l'industrie pharmaceutique, le produit intérieur brut (PIB) ne connaîtrait pas de croissance, pas plus que sans l'immigration. Le PIB par habitant croît toujours plus lentement depuis des années.



En comparaison internationale, la Suisse a encore de longs horaires de travail, une productivité élevée et un faible taux de chômage. Le nombre moyen d'heures de travail, qui n'avait cessé de diminuer jusqu'aux années 1990, a de nouveau augmenté au cours des 20 dernières années. Atteignant environ 42 heures, il est plus élevé que partout ailleurs en Europe. En moyenne, les employé-e-s à plein temps actifs en Suisse travaillent aujourd'hui près d'une demi-semaine (19,5 heures) de plus par an qu'en 2013.

#### Variation de la durée annuelle de travail des personnes occupées à plein temps, de 2013 à 2016 (en heures)

Branche	Variation durée annuelle de travail 2013-2016
Indus.manufacturière/produc. distr. électricité	18,0
Construction	-7,1
Commerce, réparation autos. + motocycles	23,2
Transport et entreposage	32,6
Restauration	21,8
Information et communication	27,8
Activités financières et d'assurance	28,6
Activités immobilières, de services admin. et de soutien	24,9
Activités spécialisées, scientifiques. et techniques	26,6
Administration publique	3,9
Santé humaine et action sociale	16,7
Arts, spectacles et activités créatives, activités des ménages, autres activités de services	34,9
<b>Toutes les branches</b>	<b>19,5</b>

Sources : OFS, calculs de l'USS

Pendant plus de 100 ans, les gains de productivité ont été répercutés sur les employé-e-s non seulement via les salaires, mais aussi sous la forme de réductions du temps de travail.

Tel n'est plus le cas depuis les années 1990. On observe également une augmentation du travail temporaire. En 2018, environ 2,3 % du volume de travail devraient être effectués par des employés temporaires. C'est près de quatre fois plus qu'au milieu des années 1990. Environ deux tiers des personnes concernées travaillent involontairement sur une base temporaire et sont en fait à la recherche d'un emploi permanent<sup>33</sup>.

Le stress au travail a également augmenté. 1,5 million de travailleurs/euses souffrent de stress. Selon le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), 43 % des personnes interrogées se plaignent du temps de travail comme étant un facteur de stress<sup>34</sup>. En 2000, leur proportion était encore inférieure à 20 %. Les *burn-out* et les autres maladies liées au stress augmentent de façon significative. Les employé-e-s stressés deviennent aussi des client-e-s stressés. Le nombre de plaintes déposées par les travailleurs/euses incriminant les contacts stressants avec la clientèle augmente sensiblement. La science a par ailleurs constaté que le stress privé augmentait lui aussi, en partie parce que la durée des trajets depuis le domicile jusqu'au lieu de travail s'allonge et qu'il est toujours difficile de concilier vie professionnelle et vie familiale.

Le nombre de femmes actives a certes légèrement augmenté, mais elles sont encore et toujours discriminées dans le monde du travail. Elles sont en moyenne moins bien payées, travaillent à temps partiel, ont plus de peine à mener une carrière professionnelle et accomplissent, en plus du travail rémunéré, de loin la plus grande partie du travail de *care* non rémunéré. Bien que les faits soient sur la table depuis longtemps, les progrès en matière d'égalité des sexes sont faibles.

#### **2.4.2 L'écart se creuse**

En Suisse aussi, l'écart de salaire et de fortune s'est creusé, même si moins fortement que dans beaucoup d'autres pays. En Suisse aussi, la richesse est beaucoup plus concentrée que les revenus. Les salaires des PDG ont augmenté environ dix fois plus vite que les salaires moyens<sup>35</sup>. Au cours des dix dernières années, ce sont en particulier les salarié-e-s les mieux rémunéré-e-s qui ont vu leur salaire augmenter : bien que les conventions collectives de travail, les mesures d'accompagnement et une bonne formation aient permis d'éviter une baisse des bas et moyens salaires, le pouvoir d'achat a (néanmoins) stagné pour la plupart d'entre nous — il a parfois même diminué —, parce que les gains salariaux ont été absorbés par l'augmentation des dépenses<sup>36</sup>. En particulier, les primes d'assurance-maladie et les loyers augmentent beaucoup plus vite que les salaires.

Le principe antisocial des primes d'assurance par tête (caisses maladie) entraîne une charge de plus en plus lourde pour les bas et moyens revenus. Les primes engloutissent aujourd'hui jusqu'à 20 % du revenu des ménages. La croissance des primes d'assurance-maladie a

---

<sup>33</sup> Conférence de presse annuelle de l'USS, 4 janvier 2018. [https://www.uss.ch/fileadmin/user\\_upload/180104\\_Lampart\\_Conference-annuelle.pdf](https://www.uss.ch/fileadmin/user_upload/180104_Lampart_Conference-annuelle.pdf)

<sup>34</sup> 27.09.2016 : Der Stress bei der Arbeit nimmt zu (Tages-Anzeiger). Lien vers la source primaire : <https://files.newsnetz.ch/upload//9/5/95354.pdf>

<sup>35</sup> Unia : Étude sur les écarts salariaux 2017

<sup>36</sup> Rapport 2016 de l'USS sur la répartition des salaires, des revenus et de la fortune en Suisse, [http://www.uss.ch/fileadmin/user\\_upload/117f\\_DL-KS-DG\\_Rapport-repartition\\_2016-internet.pdf](http://www.uss.ch/fileadmin/user_upload/117f_DL-KS-DG_Rapport-repartition_2016-internet.pdf)



certes également des raisons structurelles, parce que la population vieillit et que les méthodes de traitement sont toujours plus coûteuses. Toutefois, il existe un lien très clair entre les efforts de privatisation dans le secteur de la santé et l'augmentation des primes. Les dernières réformes de la loi sur l'assurance-maladie ont renforcé les composantes concurrentielles, de sorte qu'il règne une atmosphère de ruée vers l'or : ceux qui peuvent fournir plus de prestations — qu'elles soient médicalement justifiées ou non — reçoivent une plus grande part du gâteau. Les primes d'assurance-maladie doivent être mieux prises en compte dans le « panier » de l'indice national de l'inflation, car elles deviennent de plus en plus lourdes pour la population.

**A-24: Sylvain Thévoz Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève**

**Demande:** ajout de la phrase après : car elles deviennent de plus en plus lourdes pour la population de : « *Le coût de la santé est aussi en augmentation du fait de pratiques industrielles induisant des mauvaises pratiques alimentaires. L'ajout systématique de sucre et de sel dans les aliments, et les manipulations occasionnées lors de la production industrielle alimentaires doivent être combattues. Des taxes incitatives permettant de rendre certains produits bon pour la santé doivent être développées, ainsi que des taxes dissuasives, par exemple une taxe au sucre ou au gras, comme cela est déjà le cas dans de nombreux pays. Le fait que les primes d'assurance-maladie deviennent de plus en plus lourdes pour la population n'est pas une fatalité. De nombreux facteurs y contribuent. La santé n'est pas une marchandise mais un bien inaliénable qui doit être protégé, et les circuits marchands mieux contrôlés* »

**Exposé des motifs:** *Le fait que les primes d'assurance maladie deviennent de plus en plus lourdes pour la population n'est pas une fatalité. Nous devons être plus offensifs sur ce point et donner des pistes pour les faire baisser.*

**Proposition du Comité directeur:** *rejeté*

**Motif:** *Ce chapitre aborde les questions de la concentration de la fortune (des actifs) et des revenus. Le Comité directeur ne souhaite pas introduire ici d'exigences en matière d'aliments sains ou d'analyses pour la production industrielle d'aliments.*

Via des loyers excessivement élevés, ce sont environ 15 milliards qui sont redistribués chaque année par les locataires aux propriétaires immobiliers et fonciers<sup>37</sup>. Cet argent fait défaut aux ménages et affaiblit la consommation intérieure, qui représente environ 60 % de notre PIB. Le nombre de *working poor* (travailleurs pauvres) a continué d'augmenter. Plus de 145 000 personnes exerçant une activité lucrative ne peuvent plus vivre de leur salaire et dépendent donc des prestations sociales. Les femmes vivant seules sont particulièrement

<sup>37</sup> La Banque Raiffeisen a calculé que les loyers actuels devraient être inférieurs de 40% à ce qu'ils sont en réalité en raison de la baisse des taux d'intérêt de référence depuis le début des années 1990. Source : <https://www.raiffeisen.ch/content/dam/www/rch/pdf/publikationen/wohnmobilien-schweiz/de/2017/Wohnimmobilien-Schweiz-1Q17.pdf>

touchées<sup>38</sup>. Environ un demi-million de personnes ne vivent que de l'AVS, laquelle ne suffit pas pour vivre dignement<sup>39</sup>.

Enfin, il existe également de grandes différences de puissance économique entre les différentes régions de Suisse, en partie à cause de la concurrence fiscale et des politiques de démantèlement pratiquées dans plusieurs cantons. La croissance de l'économie et de l'emploi se produit principalement dans les grandes villes et les agglomérations, ainsi que dans les cantons à faible taux d'imposition, tandis que les régions rurales et les régions moins bien connectées et desservies sont à la traîne.

### 2.4.3 La migration fait partie de la Suisse

Au cours des dix dernières années, le nombre des travailleurs/euses immigrés dépassait de 50 000 à 100 000 personnes celui des travailleurs émigrés. Cela a constitué un important facteur de croissance<sup>40</sup>. Il a apporté à la Suisse les spécialistes dont elle avait besoin. Dans le même temps, les mesures d'accompagnement ont permis d'éviter une baisse généralisée des salaires. Toutefois, dans certains secteurs, tels que la construction, le commerce de détail et l'industrie, on observe des cas flagrants de *dumping* salarial. Cela vaut également pour les régions frontalières, comme l'Arc jurassien et le Tessin. Bien que la Suisse ait besoin de l'immigration pour des raisons purement démographiques, la droite xénophobe a réussi à susciter des craintes au sein de la population : le 9 février 2014, une courte majorité de la population votante a accepté l'initiative populaire « Contre l'immigration de masse », acceptant ainsi l'objectif de limiter l'immigration. En instaurant une obligation d'annoncer les postes vacants auprès de l'ORP dans les secteurs où le chômage est supérieur à la moyenne, on a trouvé un aménagement qui va dans le sens des intérêts des salarié-e-s, tout en ne compromettant ni la libre circulation des personnes ni les relations avec l'UE, vitales pour la Suisse. L'immigration se compose de demandeurs d'asile (environ 5 %) et de personnes bénéficiant du droit au regroupement familial (30 %) (provenant pour moitié des pays de l'UE/AELE et pour moitié des pays tiers). Certes, le nombre de conflits armés dans le monde a encore augmenté. Cependant, seule une très faible proportion de ces réfugié-e-s atteint l'Europe. Viennent actuellement en Suisse principalement des demandeurs d'asile d'Érythrée, de Syrie et d'Afghanistan<sup>41</sup>. Beaucoup trop peu de choses ont été faites à ce jour pour intégrer les réfugiés dans le monde du travail. Nombre d'entre eux se sont même vu refuser — ou, du moins, passablement compliquer — l'accès à des rapports de travail réguliers par la loi ou par la non-reconnaissance de diplômes.

---

<sup>38</sup> Office fédéral de la statistique, mai 2017

<sup>39</sup> Source : Pro Senectute, sur la base des données de l'Enquête suisse sur la population active (ESPA), Office fédéral de la statistique.

<sup>40</sup> <https://www.degruyter.com/view/j/roe.2016.67.issue-1/roe-2015-1005/roe-2015-1005.xml>

<sup>41</sup> Secrétariat d'État aux migrations, statistiques sur l'immigration 2017, statistiques en matière d'asile 2017; UNHCR Statistical Yearbook. Voir aussi le papier de position complet du PS Suisse sur la politique migratoire, Congrès du parti de Lugano (2012).

**A-25: Martin Jäger, Sektion Chur**

**Forderung:** Ergänzung

→ Dies gilt auch für Grenzregionen wie den Jurabogen oder die italienische Schweiz.

**Begründung:** Auch in Grigioni italiano – insbesondere in der unteren Mesolcina oder in Brusio im Puschlav sind die genannten in ähnlicher Weise spürbar wie im Kanton Tessin. Es gehört zum Schicksal der italienischsprachigen Talschaften Graubündens, dass sie oft vergessen gehen oder einfach mit dem Kanton Tessin gleichgesetzt werden.

**Proposition du Comité directeur:** accepté

**A-26: Dani Altenbach, Winterthur-Töss**

**Forderung:** ergänzen, neuer Abschnitt

Es ist festzustellen, dass die oben genannte starke Nettoimmigration eine Arbeitsmigration ist, wie schon in den vergangenen 150 Jahren Migration immer zur grossen Mehrheit Arbeitsmigration war. Zu einem nennenswerten Teil erfolgt sie im ganz besonderen Interesse neu angesiedelter Unternehmen. Die heutige Steuerpolitik, die ein Wachstum der Wirtschaft durch Zuzug von Firmen aufgrund Steuervorteilen vorgibt, ist nicht nur international unsolidarisch: Arbeiter werden gerufen und weiterhin kommen Menschen mit Familien und Bedürfnissen. Anforderungen an die Infrastruktur (Siedlung, Verkehr, Schulen, Gesundheit) steigen zwangsläufig. Jedoch finanzieren die infolge tiefer Sätze nur schwach ansteigenden Steuereinnahmen nicht den Bedarf an neuer Infrastruktur! Die Ansiedelung von Arbeitsplätzen macht auch mehr Wohnungsbau nötig, was die Preisentwicklung umso mehr dem Markt statt dem Mietrecht unterwirft. In diesen Prozessen muss gewährleistet werden, dass alle Player ihre Verantwortungen wahrnehmen. Mit Rücksicht auf Bevölkerung und Umwelt kann auf diese „doppelte Wachstumspolitik“ (Wachstum durch Ansiedelung ausländischer Firmen) auch verzichtet werden.

**Begründung:** Die Steuerreform 17 wurde von der SPS als realpolitisch greifbare Lösung akzeptiert. Damit wurden keineswegs die Grundzüge dieser Politik als prinzipiell gut und zukunftsweisend akzeptiert. Ecopop und MEI waren natürlich überhaupt keine akzeptablen Instrumente, um die Missstände wie Verzerrungen im Wohnungsmarkt und die Überforderung unserer natürlichen Ressourcen zu beheben. Das darf uns aber gar nicht daran hindern, diese Missstände zu benennen! Es betrifft alle bisherigen BewohnerInnen der Schweiz, wenn Siedlungsraum verdichtet werden muss und Naturflächen trotzdem schwinden, Schulen, Spitäler und Strassen finanziert werden müssen und wenn z.B. wie vor Kurzem der Bundesrat wachstumsgläubig für 50% höhere Passagierzahlen bis 2035 den Ausbau der Bahninfrastruktur mit knapp 1.2 Mrd. CHF empfiehlt. Die Erfahrungen bei den Quartierumfragen zeigen, dass allein der Verlust von Grünräumen und ökologische Problemstellungen viele Leute

*beschäftigen: Dies ist ein Grund, die postulierten Rezepte nachhaltigen Wachstums schnell zu präzisieren.*

**Proposition du Comité directeur: rejeté**

**Motif:** *Les éléments de « connexion » présentés ici sont déjà contenus dans le présent document. Nous ne voulons pas lier unilatéralement la question de la croissance et de l'économie à celle des migrations.*

#### **2.4.4 Un travail de *care* réparti inégalement**

En Suisse, le travail non rémunéré n'est enregistré dans les statistiques que depuis 1997. Selon des estimations prudentes, le travail non rémunéré correspondait en 2016 à une création de valeur équivalant à 408 milliards de francs suisses. Le travail de *care* non rémunéré en représente la plus grande partie, soit 374 milliards de francs suisses<sup>42</sup>. À titre de comparaison, le PIB pour 2016 est légèrement inférieur à 660 milliards de francs.

Une chose frappe l'esprit : la répartition inégale du travail non rémunéré, en particulier du travail de *care*. La part nettement plus élevée de tout le travail non rémunéré est effectuée par des femmes. Bien que la part du travail de *care* effectuée par les hommes ait augmenté au fil des décennies, les progrès sont restés très modestes en Suisse, en particulier au cours des dix dernières années. La répartition du travail non rémunéré s'est stabilisée à un ratio hommes-femmes d'environ 40:60. En matière de garde d'enfants, la proportion de ce travail effectuée par les hommes a même légèrement diminué entre 2007 et 2016.

Même si la participation des femmes au travail salarié est en constante augmentation, cette répartition inégale ne change pas d'elle-même. Un taux d'activité plus élevé implique principalement une double charge accrue pour les femmes – surtout lorsqu'elles sont mères. La situation n'est pas meilleure dans le travail de *care* rémunéré, autrement dit dans les professions de soins et d'assistance (prise en charge) : ici aussi, les hommes sont clairement sous-représentés, en particulier aux niveaux hiérarchiques inférieurs. Selon le groupe professionnel, la proportion de femmes dans les domaines de la santé et de l'action sociale peut atteindre 80 %. Il existe un lien entre les professions à connotation traditionnellement « féminine » et les bas salaires. Il s'agit d'un facteur essentiel pour les parts explicables de l'inégalité salariale entre les sexes.<sup>43</sup>

---

<sup>42</sup> Voir : Compte satellite de la production des ménages 2016, de l'Office fédéral de la statistique : <https://www.bfs.admin.ch/bfsstatic/dam/assets/3882343/master> / <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/kataloge-datenbanken/medienmitteilungen.assetdetail.3882344.html>

<sup>43</sup> À ce sujet, voir notamment les remarques du « Manifeste pour un socialisme pleinement féministe », qui a été adopté lors de l'Assemblée des délégués le 14 octobre 2017 : [https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/internetvorlage\\_manifest\\_def\\_d\\_3.pdf](https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/internetvorlage_manifest_def_d_3.pdf)

## A-27: SP Frauen\* Schweiz

**Forderung:** Neuen Absatz einfügen nach: „Das ist ein wesentlicher Faktor für die erklärbaren Anteile der Lohnungleichheit zwischen den Geschlechtern.“

Der monatliche Lohnverlust von Frauen\*, der (neben anderen Faktoren wie Bildungsgrad und Dienstalter) stark darauf zurückgeht, dass Frauen\* mehrheitlich in „Frauen\*-Berufen“ arbeiten, wird im Fachjargon „erklärbare“ Lohndifferenz genannt und betrug im Jahr 2012 10.6%.

Diese Begrifflichkeit ist jedoch problematisch: Der sogenannte „erklärbare“ Lohnunterschied beruht auf Ursachen, die keineswegs „natürlich“ sind, sondern gesellschaftlich bedingt sind: Erstens wird in unserer Gesellschaft zwischen sogenannten weiblichen und sogenannten männlichen Fähigkeiten unterschieden, obwohl es wissenschaftlich hoch umstritten ist, ob es einen solchen Unterschied tatsächlich gibt. Zweitens werden die traditionell weiblich konnotierten Fähigkeiten als weniger wertvoll erachtet, weil sie als selbstverständlich sowie als weniger produktiv angesehen werden. Drittens werden Frauen\* und Männer\* von klein auf unterschiedlich sozialisiert. Auf Grundlage solcher Definitionen heisst es zum Beispiel oft, Frauen\* würden sich die „falschen“ Berufe aussuchen und daher aus eigenem Verschulden weniger verdienen.

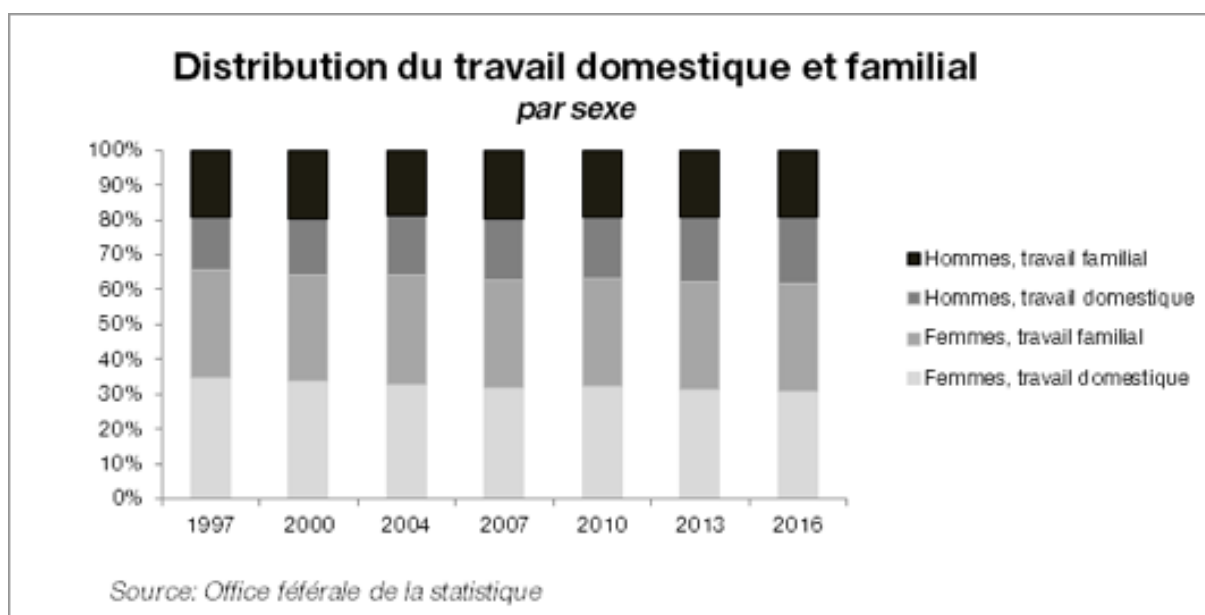
Hinzu kommt, dass „typische“ Frauenberufe gewerkschaftlich schlecht organisiert sind und der Arbeitnehmerinnenschutz ungenügend ist. Dies ist umso bedenklicher, als dass davon ausgegangen werden kann, dass der Pflege-, Betreuungs- und Erziehungssektor in Zukunft an Bedeutung noch zunehmen wird.

Ausserfamiliäre Kinderbetreuung und Pflegearbeit ist in der Schweiz teurer als in anderen europäischen Ländern. Sie ist somit eine starke Belastung für die Familien. Gleichzeitig sind die Löhne der Kita-Angestellten niedrig. Sehr viel Arbeit wird von Praktikant\*innen geleistet, die Arbeitsbedingungen der Angestellten kommen zusehends unter Druck. Kinderbetreuung und Krankenpflege sind aber keine Privatsache, sondern Aufgabe der Gesellschaft. Entsprechend sollten die Tarife günstig sein oder die betreffenden Dienstleistungen komplett staatlich finanziert werden. Einkommensabhängige Finanzierungsmodelle sollen geprüft werden. Ausserdem braucht es Massnahmen, um die Betreuung von Angehörigen zu erleichtern und die pflegenden Verwandten zu entlasten. Dies könnte in Form von Betreuungsgutschriften und Betreuungsurlauben erfolgen.

**Begründung:** Gemäss „Manifest für eine konsequent feministische SP“, welches an der Delegiertenversammlung vom 14. Oktober 2017 verabschiedet wurde.

**Proposition du Comité directeur:** accepté modifié

**Motif:** Nous ne voulons pas « recopier » in extenso le « Manifeste pour un socialisme/PS pleinement féministe ». Nous sommes cependant prêts à nous référer (ici aussi) une nouvelle fois au « Manifeste » dans une note de bas de page.



De plus en plus de particuliers (personnes privées) recrutent des employés pour effectuer des travaux de prise en charge et d'assistance dans le ménage. Il s'agit souvent de femmes migrantes qui doivent faire face à une énorme quantité de travail pour des salaires très bas. Des normes contraignantes sont ici nécessaires pour protéger les personnes touchées par des conditions de travail précaires et leur garantir une vie dans la dignité. Le transfert dans le secteur des bas salaires n'est pas une solution durable à la crise du travail de *care*.

#### 2.4.5 Innovation numérique : la Suisse recule

La Suisse est considérée comme un pays innovant. Or, c'est précisément dans un domaine capital, le numérique, qu'elle prend de plus en plus de retard. Bien que la Suisse se classe parmi les meilleurs en termes de valeur ajoutée brute par heure travaillée, elle accuse, depuis 2007, un retard dans tous les secteurs, à l'exception de l'industrie métallurgique<sup>44</sup>. Alors que les branches pharmaceutique et financière restent bien positionnées, le développement du secteur numérique clé, à savoir le domaine ICT, est à la traîne. Comme le montrent les chiffres de l'OCDE, relativement peu de recherches sont effectuées dans ce domaine en Suisse par rapport à d'autres lieux d'implantation de premier plan. En particulier, il est nécessaire de rattraper le retard en ce qui concerne les experts du numérique, les compétences en intelligence artificielle et la recherche fondamentale connexe.

Contrairement à l'idée répandue selon laquelle les start-up sont les moteurs de l'innovation par excellence, c'est en réalité le secteur public qui, grâce à ses investissements, joue un rôle décisif<sup>45</sup>. Néanmoins, il y a en Suisse encore une grande marge de progression en ce qui concerne les dépenses de capital-risque pour les start-up. Une approche pour une politique technologique durable consisterait donc à fournir davantage de capital-risque par l'intermédiaire des pouvoirs publics contrôlés démocratiquement<sup>46</sup>. Ainsi, une partie du produit

<sup>44</sup> CH2048 (2018) Rapport sur l'innovation, mars 2018.

<sup>45</sup> Voir « The Entrepreneurial State » (Mazzucato, 2011).

<sup>46</sup> Voir également le chapitre 4.1.4 sur l'idée du fonds pour l'avenir.

des investissements réussis bénéficierait également au budget de l'État au lieu d'être versée à des investisseurs privés.

Certes, la Suisse se porte bien en termes de dépenses allouées à la recherche et au développement en pourcentage du PIB. Toutefois, le dynamisme est plus faible que dans des endroits comparables. Compte tenu de l'évolution technologique rapide, nous ne pouvons pas ignorer ce fait.

## **2.5 Conclusion : une décennie perdue**

Notre analyse de l'évolution économique au cours des dix dernières années montre à quel point il est important que la politique puisse « redonner » plus de sécurité et de fiabilité aux citoyens. Nous devons examiner la question de la répartition avec plus de détermination. On peut voir comment la crise financière de 2008 a marqué ces dernières années. Une telle crise financière peut de nouveau éclater à tout moment, car les causes de la dernière crise n'ont pas encore été éliminées. Dans le même temps, la numérisation de l'économie progresse à un rythme rapide, entraînant de nombreux changements et balayant des professions et des secteurs entiers. Le réchauffement climatique et les conflits armés ont augmenté dans le monde entier. Tout cela crée de l'incertitude. À laquelle s'ajoute un sentiment d'impuissance. Une petite poignée d'individus possède une part toujours plus grande du gâteau. Ils concentrent de la richesse et un pouvoir de marché croissant entre leurs mains, et ils les utilisent pour influencer les processus politiques en leur faveur. Ils achètent les médias, contrôlent les associations et les partis. Contrairement aux investisseurs superriches et aux riches propriétaires de groupes d'entreprises, l'ensemble de la population suisse profite moins du progrès économique qu'il y a encore quelques décennies. Les hausses salariales sont englouties par la hausse des loyers et les primes d'assurance-maladie. Le stress sur le lieu de travail augmente. Le temps où les horaires de travail étaient raccourcis pour compenser l'augmentation de la productivité est révolu. Le sentiment d'impuissance s'accroît en particulier chez les femmes, parce qu'elles sont encore loin d'avoir obtenu l'égalité économique et qu'elles doivent encore et toujours assumer la principale part du travail de *care* gratuit.

### 3 ORIENTATIONS POLITIQUES

La politique économique doit avoir un pouvoir organisateur. Elle doit ouvrir des perspectives pour les gens et les libérer des contraintes. En ces temps de mutation rapide, la politique économique doit créer de la sécurité et faire en sorte que le progrès profite à tous.

Les recettes pour cela ne sont pas loin. Non, pas loin, car la Suisse a des atouts. On peut citer, notamment, des services communautaires pionniers, une collectivité forte, un partenariat social qui fonctionne et un engagement international. Le PS est convaincu que la Suisse peut relever au mieux les défis de notre temps si elle se concentre sur les atouts en question.

#### **A-28: Boris Previsic, SP Wallisellen**

*Forderung: neuer Punkt vor „Gute Arbeit für alle“*

- **Ökologische Wirtschaft.** *Die Begrenzung der Klimaerwärmung auf 1.5 Grad ist eine entscheidende weltweite Herausforderung für die nächsten Jahre. Die Schweiz soll eine Vorreiterrolle übernehmen bei der dringenden Dekarbonisierung (Null Öl, Gas, Kohle) bis spätestens 2050. Klare und gerechte Pläne und Vorgaben für CO<sub>2</sub>-Reduktion und CO<sub>2</sub>-Negativemission werden das bisherige systematische Marktversagen gegenüber der Umwelt korrigieren. So kann die schweizerische Wirtschaft und Forschung saubere Techniken, Produkte und Prozesse entwickeln, welche ohne die Emittierung von Klimagasen auskommen, zur CO<sub>2</sub>-Reduktion in der Atmosphäre beitragen und im In- und Ausland abgesetzt werden. Es handelt sich um eine einmalige Chance für Klimaschutz und Wachstum – wie die OECD 2017 festhält [1]. Die Schweiz darf das kleine Zeitfenster dieser Chance nicht verpassen.*

[1] OECD 2017. Investieren in Klimaschutz, Investieren in Wachstum. <https://www.oecd.org/environment/cc/g20-climate/kurzfassung-investing-in-climate-investing-in-growth.pdf>

**Begründung:**

1. *Klimapolitik muss unter den politischen Hauptstossrichtungen in diesem Wirtschaftskonzept figurieren. Sie ist im aktuellen Vorschlag über das ganze Dokument verstreut. Das erweckt den Eindruck von: «unter ferner liefen...». Dieser Eindruck ist dringend zu vermeiden.*
2. *Schaffen wir global den Turnaround zur massiven CO<sub>2</sub>-Reduktion nicht bis 2020, ist aufgrund von extremen klimatischen Bedingungen mit sehr drastischen Massnahmen zu rechnen, welche nicht mehr planbar sind (vgl. dazu auch den jüngsten Bericht des IPCC 2018).*
3. *Bereits der IPCC-GAP-Report 2017 hält fest, dass nicht nur der weitere Ausstoss an Klimagasen möglichst rasch reduziert werden soll, sondern dass gleichzeitig CO<sub>2</sub> der Atmosphäre entzogen werden soll. Dafür gibt es verschiedene Stossrichtungen: vom sehr kostengünstigen bodenbasierten Humusaufbau auf Acker- und Weideflächen über Agroforstwirtschaft und Aufforstung bis hin zur noch verhältnismässig energie- und kostenintensiven technischen Lösung, CO<sub>2</sub> direkt aus der Luft zu filtern.*



4. Unsere Gegner werden die bisherigen 4 Hauptstossrichtungen als zusätzliche Lasten für die Wirtschaft disqualifizieren. Dieser Punkt ist ein Rezept für Wirtschaftswachstum.

Dieser Antrag wird durch den Antrag „Ökologische Wirtschaft UK3x“ ergänzt.

**Proposition du Comité directeur: rejeté**

**Motif:** Nous en sommes ici à l'introduction du chapitre 3, intitulé « Orientations politiques ». Les exigences de cette requête sont toutes exposées en détail au paragraphe **3.2.1 Nous affranchir de notre dépendance à l'égard des énergies fossiles** et leur importance pour nous est mise en relief au chapitre 1.6.

**A-29: Boris Previsic, SP Wallisellen**

*Forderung: neues Unterkapitel*

## **3.x Ökologische Wirtschaft**

### **3.x.1 Die Regeln setzen**

*Planbare Reduktionspläne, Regeln um das Marktversagen in den Bereichen Klimawandel und Ökologie zu korrigieren.*

### **3.x.2 Den Wandel der Wirtschaft unterstützen**

Mehr Forschung in Cleantech und ökologisch nachhaltige Ökonomie. Zukunftsfonds, etc..

### **3.x.3 Finanzplatz**

Der Finanzplatz soll nicht nur ökologisch fortschrittliche Bürogebäude realisieren. Investitionen in Öl, Gas und Kohle müssen zurückgezogen werden und die Bereiche Alternativenergien, Cleantech usw. ausgebaut werden

### **3.x.4 Missbräuche verhindern**

*Ebenso müssen die Schlupflöcher und Ausnahmen bei Klima- und Umweltabgaben und Regeln beseitigt werden. Dadurch wird verhindert, dass die Wirtschaft ihre Ressourcen verschwendet für Umgehung der Klimaziele, statt zielgerichtet für die Dekarbonisierung zu investieren, wie z.B. beim Dieselskandal.*

**Begründung:** Dies ist die Fortsetzung des Antrags „Ökologische Wirtschaft“. Gemäss Struktur des Konzepts gehört zu einer neuen Hauptstossrichtung auch ein Unterkapitel. Entgegen der Vorgabe der GL ist dieser Antrag nicht ausformuliert – sondern gibt nur ein paar Hinweise wie das Unterkapitel durch eine Arbeitsgruppe im Detail formuliert werden könnte.

*Ein grosser Teil des Unterkapitels besteht aus bereits bestehenden Teilen dieses Wirtschaftskonzeptes, entweder durch verschieben vom alten Ort oder durch referenzieren. Diese betrifft z.B. folgende Kapitel*

- *3.2.1 Abhängigkeit von fossiler Energie überwinden*
- *3.2.3 In Forschung und Entwicklung investieren*
- *3.2.4 Zukunftsfonds für innovative Unternehmen*

***Proposition du Comité directeur: rejeté***

***Motif: Voir la requête précédente***

- **Du travail décent pour tout le monde :** notre objectif le plus important est que chacun puisse avoir un travail décent. En Suisse, le partenariat social, durant la période qui a suivi 1945, a permis de faire en sorte que nous ayons de bons salaires dans de nombreux secteurs et que beaucoup d'entre nous tirent profit du progrès. Il s'agit là d'un fondement essentiel du succès économique de notre pays. Ces acquis doivent être protégés et développés par des conventions collectives de travail et des mesures d'accompagnement visant à garantir une protection contre le dumping salarial. La formation/l'éducation et la formation continue revêtent une importance cruciale pour l'exercice d'une activité décente en période de bouleversements technologiques. Sur ce point, la Suisse a besoin d'un nouvel élan. Il en va de même pour les heures de travail. Leur nombre doit de nouveau enfin baisser. C'est la seule façon de garder le plus grand nombre possible de personnes dans le monde du travail à l'avenir. Et celui qui y perd sa place devrait être indemnisé par une assurance générale du revenu. Afin que la population puisse développer et déployer tout leur potentiel dans l'univers économique, nous nous engageons pour le renforcement des droits du travail (droits des travailleurs) et du pouvoir de cogestion.

***A-30: Raffael Wüthrich, Sektion Bolligen, Bern, Delegierter***

***Forderung: umformulieren/ergänzen letzter Satz***

*Damit die Bevölkerung ihr Potenzial in der Wirtschaft entfalten kann, engagieren wir uns dafür, dass Arbeitsrechte, Mitbestimmung und Gemeineigentum gestärkt werden.*

***Begründung:*** *Im Sinne des Positionspapiers „Wirtschaftsdemokratie“ kann es nicht nur darum gehen, dass die arbeitende Bevölkerung mehr Rechte und Mitbestimmung bekommt. Es geht auch und wesentlich um die Besitzverhältnisse, die verbessert werden müssen. Unternehmen und Produktionsmittel dürfen nicht nur einigen wenigen Besitzenden gehören, sie müssen verstärkt den darin Arbeitenden und anderen relevanten Anspruchsgruppen gehören. Das ist eine Lösungsstrategie für zahlreiche Probleme.*

***Proposition du Comité directeur: accepté***

- **Des services communautaires pionniers :** comme à l'époque avec les CFF et les Écoles polytechniques fédérales, la Suisse devrait ouvrir la voie à une économie durable grâce à des investissements publics. Nous voulons faire avancer avec détermination la transition énergétique et la mise en place de l'infrastructure numérique. Cela constitue la base de l'économie de demain. Le PS veut sortir de l'économie fossile d'ici à 2045. Cela rendra notre pays plus indépendant et notre économie plus durable. Pour y parvenir, nous avons besoin d'innovation, d'investissements accrus dans la recherche et le développement, de fonds d'avenir et d'institutions financières plus stables qui se mettent au service d'une économie suisse produisant (productrice) à long terme.

*A-31: Sepp Dorfschmid, SP-Wädenswil*

*Forderung: Titel und Reihenfolge ändern*

*Umweltverträgliches Wirtschaften: Wir wollen die Energiewende .... .. einer nachhaltig produzierenden Wirtschaft stellen. Wie damals mit der SBB ..*

*Begründung: Die politische Stossrichtung ist nicht primär „pionierhafte Gemeinwerke“ sondern eine umweltverträgliche Wirtschaft. Wir gehen aber davon aus, dass dafür öffentliche Investitionen/Gemeinwerke unabdingbar sind.*

*Proposition du Comité directeur: rejeté*

*Motif: Le Comité directeur souhaite s'en tenir à la structure des orientations (axes d'action) décidée au sein des groupes de travail. La question de la gestion respectueuse de l'environnement a été abordée de manière appuyée dans d'autres passages. Il s'agit ici d'attirer l'attention, en pleine connaissance de cause, sur le fait que des services communautaires pionniers ont également été gérés avec succès par l'État suisse dans le passé.*

- **Une collectivité publique forte :** la Suisse, qui peut se prévaloir d'une longue et florissante tradition de coopératives et, depuis « toujours », d'un service public de qualité, veillera à l'avenir à ce que les ressources, les charges et les revenus soient répartis équitablement. Tel doit notamment de nouveau être le cas pour la rente foncière. Le pouvoir d'achat des revenus faibles et moyens va ainsi finalement de nouveau augmenter. Une répartition équitable inclut également l'égalité économique entre les hommes et les femmes, laquelle va de pair avec une valorisation du travail de *care*. Tout cela exige des services publics solides et de l'argent, que nous voulons trouver en imposant les gains en capital et les transactions financières. Cela contrebalancerait également l'énorme concentration de richesses de ces dernières années.
- **Engagement international :** les activités du Comité international de la Croix-Rouge témoignent aujourd'hui encore de la volonté de la Suisse de ne pas fermer les yeux lorsque des problèmes globaux surviennent, mais de contribuer à les résoudre. Un tel engagement est plus nécessaire que jamais dans un monde globalisé. La Suisse doit donc jouer un rôle de premier plan en Europe et au sein des instances

internationales. Elle doit veiller à l'application de règles équitables, par exemple dans le commerce mondial, combattre les pratiques fiscales parasitaires et, en apportant une aide accrue, contribuer à la mise en œuvre des objectifs mondiaux de développement durable.

**A-32:** Yusuf Kulmiye et Bertil Munk, Lausanne, PSV

*Demande:* remplacer par :

*« L'engagement de la Suisse à l'international est paradoxal. D'un côté, elle s'engage à un certain multilatéralisme et à une défense puissante du droit humanitaire au travers de la Comité International de la Croix-Rouge, mais de l'autre, elle permet à la misère mondiale de perdurer. La Suisse est superficiellement belle dans ses engagements internationaux. Mais dans le fond, elle est le haut lieu de spéculations sur les denrées alimentaires, qui causent famines et détresse. Elle est le cœur d'un système économique international qui pille les richesses du sud global. Les nombreuses multinationales suisses telles que Glencore, Nestlé ou autres commettent des atrocités humaines et écologiques à travers le monde, privatisent leurs profits partout, privent toute la population locale des fruits de leur travail, et les ramènent au nord, empêchant ainsi tout développement économique dans le sud global. Les banques suisses aussi perpétuent cette domination : les riches dictateurs et oligarques du monde entier profitent abusivement de notre statut de paradis fiscal. Cette situation doit cesser.*

*Exposé des motifs:* L'autocongratulation n'est jamais mauvaise en soit, mais lorsqu'elle nous empêche de voir la réalité en face, elle est dangereuse. L'engagement politique de notre pays ne se résume ni aux conventions que nous signons, ni au nombre d'ONG qui sont basées sur notre territoire : la place que prend notre pays dans le système économique mondial est aussi un engagement politique : cette situation dont nous avons honte peut et doit être inversée par nos soins. Raison pour laquelle il est important d'y être attentif.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** Ici, le but n'est pas de procéder à des analyses plus approfondies. Les constatations énumérées ici sont présentées aux chapitres 1.3 et 2.2.2. Il s'agit ici de formuler des exigences et des orientations concrètes en matière de politique économique.

## **3.1 Du travail décent pour tout le monde**

### **3.1.1 Développer la formation initiale et la formation continue**

Nous voulons que soit libéré l'énorme potentiel disponible pour la mise en place d'une économie durable dans notre pays. Il y a tellement de potentiel chez des gens qui, trop souvent, ne peuvent pas s'épanouir conformément à leurs capacités, ni s'impliquer en société ou

dans le monde du travail, ni mener une vie vraiment libre. Comme le changement technologique est accéléré par la numérisation et l'automatisation, les gens doivent acquérir les compétences qui les aideront à façonner ce changement et à trouver leur rôle dans ce processus. La formation/l'éducation et la formation continue jouent ici un rôle central. Elles constituent la base du développement des capacités humaines et un facteur extrêmement important de la productivité d'une économie nationale. Dit autrement : les coupes dans ce domaine ont des effets sociaux et économiques négatifs entraînant des coûts élevés, par exemple dans le domaine de l'aide sociale. À l'inverse, les investissements dans l'éducation contribuent à l'intégration sociale. De plus, les jeunes qui apprennent aujourd'hui une profession sont fort susceptibles de changer d'orientation au moins une fois au cours de leur existence ou d'obtenir des qualifications plus élevées. Tous les adultes doivent donc avoir accès à des possibilités de formation continue formelle facilement accessibles et adaptées à leurs besoins tout au long de leur vie professionnelle. Ils ont besoin pour cela des offres de formation appropriées, mais aussi du temps et des ressources nécessaires pour en tirer quelque profit. Nous voulons empêcher que des employés ayant travaillé de façon fiable pendant des décennies ne soient mis à l'écart parce qu'on leur a refusé la possibilité de s'adapter aux changements survenus dans le monde du travail. Nous sommes convaincus que la Confédération, les cantons et les entreprises doivent investir davantage dans les compétences de leur personnel.

#### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- Pour les 5 à 10 prochaines années, nous exigeons un plan d'action efficace et un financement fédéral nettement plus important pour la formation professionnelle continue. Ces ressources financières devraient également être utilisées pour garantir le respect de l'égalité des chances en permettant de faire en sorte que les coûts ne soient pas l'aspect déterminant (de) l'accès à la formation continue. La formation continue doit se concentrer, d'une part, sur les nouvelles compétences rendues nécessaires par la numérisation et, d'autre part, sur les compétences de base (informatique, mathématiques, langues).
- La mise en place de possibilités d'apprentissage pour chacun tout au long de sa vie doit se voir accorder un degré de priorité élevé. Il faut en particulier des offres de formation en cours d'emploi destinées aux adultes actifs professionnellement qui souhaitent acquérir des compétences supplémentaires ou alternatives (par exemple, deuxième profession ou deuxième diplôme/cursus). Les employeurs et le secteur public mettent à disposition les moyens nécessaires.
- L'expérience professionnelle et l'expertise acquises par telle ou telle personne doivent être dûment créditées et validées par des organismes d'experts indépendants.
- Le droit à la formation continue fait partie de la Loi sur le travail. Les collaborateurs devraient pouvoir suivre les formations et les cours nécessaires pendant les heures de travail.
- Pour tous les employés, il faut introduire le droit à un congé de formation d'une semaine de travail par an – financé par l'employeur.
- La culture numérique doit être ancrée à tous les niveaux scolaires. La capacité de « manier » les nouveaux médias doit se voir accorder une place de choix au degré

secondaire II, dans la formation professionnelle supérieure, dans les hautes écoles et dans la formation continue.

- Utilisation accrue des formes numériques d'enseignement et d'apprentissage à tous les niveaux de l'enseignement (applications, plates-formes d'apprentissage, robotique, intelligence artificielle, etc.), sans toutefois négliger le contact social direct entre les enseignants et les apprentis. Cela requiert des concepts didactiques spécifiques appropriés pour telle ou telle branche, des investissements suffisants dans l'infrastructure informatique des écoles et des ressources suffisantes pour former les enseignants en conséquence. L'accent doit être mis sur un examen critique de la numérisation.
- Le système éducatif doit assurer l'égalité des chances pour tous. Chaque enfant a droit à une place en garderie de grande qualité répondant à ses besoins et à un soutien adapté à son âge.
- La formation continue et le recyclage doivent également être rendus possibles sur le deuxième marché du travail. La priorité doit être accordée à la réinsertion sur le premier marché du travail. En outre, l'activité économique sur le premier marché du travail ne doit pas avoir à pâtir de la concurrence déloyale du deuxième marché du travail.
- Plus de la moitié de toutes les entreprises ne forment pas d'apprentis. Dans tous les secteurs, elles doivent apporter une contribution à un fonds de formation professionnelle mis à disposition pour favoriser la formation des apprentis. En outre, il doit être possible pour plusieurs entreprises d'offrir une place d'apprentissage conjointement.
- Outre les exigences en matière de formation continue, il convient également de renforcer la position des travailleurs des entreprises et des salariés qui ne peuvent pas ou ne veulent pas suivre de formation continue après la formation initiale. Les personnes au bénéfice d'un certificat d'apprentissage non « rehaussé » d'une formation complémentaire doivent être encouragées, décemment rémunérées et couvertes financièrement par de bonnes prestations sociales. L'apprentissage tout au long de la vie ne devrait pas être une contrainte.

**A-33:** *Matthieu Béguelin, ville de Neuchâtel, PSN*

**Demande :** *ajout d'un point*

*« Augmenter les possibilités de formation offertes dans le cadre du chômage. »*

**Motifs :** *La possibilité de mieux se former, voire de réorienter son parcours professionnel, manquent par rapport à l'évolution rapide du marché du travail. Or, les dernières révisions de la LaCi ont notamment réduit ces possibilités. Les personnes en recherche d'emploi doivent donc pouvoir bénéficier d'un meilleur accès à la formation qu'actuellement.*

**Proposition du Comité directeur:** *accepté modifié*

**Motif:** *La demande est en fait contenue dans le deuxième point ; on peut cependant encore y ajouter la phrase en question.*

### 3.1.2 Répartir le travail équitablement et réduire le temps de travail

Le progrès économique et l'accroissement de la productivité du travail devraient enfin profiter de nouveau aux travailleurs salariés. Cela pourrait réduire le temps passé à travailler, y compris dans le cadre du travail de *care*, et nous aurions tous plus de temps pour des activités privées ou sociales.

Notre objectif est de permettre au plus grand nombre possible d'adultes d'occuper un emploi rémunéré qui ait un sens et leur donne accès à l'indépendance économique. Cela dit, un emploi rémunéré n'est qu'une partie de la vie. Nous avons également tous besoin de temps en suffisance pour nos proches et nous-mêmes, pour les relations, le ménage, les loisirs et la vie sociale. La Suisse a aujourd'hui un problème de répartition du temps de travail rémunéré. Dans certaines branches, les semaines de 50 heures sont considérées comme normales. Parallèlement, les emplois impliquant une charge de travail à temps partiel trop faible pour des salaires trop bas perdent leur caractère exceptionnel et deviennent la norme, entre autres dans le secteur des services. Par ailleurs, un nombre croissant de contrats de travail ne sont désormais conclus que pour des périodes limitées. La possibilité de planifier sa vie personnelle diminue pour de nombreux travailleurs. Cela crée du stress et de l'anxiété. En outre, les travailleurs âgés sont de plus en plus souvent considérés comme un facteur de coûts et sont contraints de quitter le travail rémunéré à un stade précoce. Une répartition plus équitable du temps de travail rémunéré permettrait d'atténuer ces problèmes. Elle est dans l'intérêt commun des personnes suremployées et des personnes sous-employées (y compris les chômeurs) et, surtout, elle permet une répartition plus équitable des tâches domestiques et de soins/d'encadrement (travail de *care*) non rémunérés, qui sont aujourd'hui encore effectuées principalement par les femmes. Une réduction collective du temps de travail hebdomadaire (pour le même salaire) est un prérequis important pour que la flexibilisation individuelle du travail puisse constituer une libération. Les mesures ci-dessous doivent être mises en œuvre de manière flexible pour les petites entreprises comptant peu d'employés (et, si nécessaire, avec le soutien de l'État).

#### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- Le PS préconise une diminution générale du temps de travail normal. Aujourd'hui, la durée maximale de la semaine de travail, en Suisse, est de 45 à 50 heures<sup>47</sup>. Cette limite supérieure doit dans un premier temps être progressivement ramenée à 40 heures. L'objectif à moyen terme est une semaine de 35 heures avec pleine compensation salariale.

---

<sup>47</sup> Loi sur le travail LTr, art. 9.

**A-34:** Tim Cuénod, Lukas Wiss, Stefan Kunz, Kathrin Menzel, Johannes Bühler, Sebastian De Pretto, SP Basel-Stadt

**Forderung:** Umformulierung / Ergänzung der ersten Forderung

Die SP setzt sich für eine generelle Verkürzung der normalen Arbeitszeit ein. Heute beträgt die wöchentliche Höchstarbeitszeit in der Schweiz 45 bis 50 Stunden. Diese Obergrenze gilt es zunächst schrittweise auf 40 Stunden zu reduzieren. Kurzfristig muss es für Unternehmen finanziell deutlich unattraktiver werden, die Lohnabhängigen über längere Zeit viele Überstunden leisten zu lassen. Mittelfristiges Ziel ist die 35-Stunden-Woche bei vollem Lohnausgleich.

**Begründung:** In vielen Unternehmen gehört es heute zum "guten Ton", viele Überstunden zu leisten und diese oft auch gar nicht zu notieren. Es gibt in der Schweiz eine ganz massive Überstunden-Problematik. Bevor man ernsthaft eine 35h-Woche einfordern kann, muss man erst einmal dafür sorgen, dass Regelarbeitszeiten eingehalten werden.

**Proposition du Comité directeur:** accepté

**A-35:** Sylvain Thévoz Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève

**Demande:** suppression « Le PS préconise une diminution générale du temps de travail normal.... ->de 35h avec plaine compensation salariale »

**Remplacer par :** « le PS préconise une augmentation générale de la qualité du temps de travail normal. Aujourd'hui, la durée maximale de la semaine de travail en Suisse est de 45 à 50 heures. Suivant l'emploi occupé, sa qualité et le sens que la personne y trouve, le nombre d'heures peut être décisif ou non. L'objectif à moyen terme est que le travailleur puisse trouver un équilibre entre sa vie professionnelle et personnelle épanouissant.

**Exposé des motifs:** Le nombre d'heures est très différent suivant la qualité du travail occupé son degré de sens et d'investissement. Il ne nous semble pas pertinent de mettre une barre d'heure souhaitable à 35h. De plus, politiquement, et on l'a vu en France, le décret sur les 32h n'a pas bien passé. Il nous semble plus important de valoriser la qualité du travail et la qualité du temps libre, avec une vraie compensation pour les heures travaillées de manière supplémentaire.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** Le Comité directeur souhaite s'en tenir à son objectif de 35 heures. La formulation « le nombre d'heures peut être décisif ou non » est trop imprécise et peu claire.



**A-36:** Sarah Wyss, Benjamin Plüss, Ruben Knaack, Laurent Godel, Johannes Bühler, Jürg Gschwend, SP Basel-Stadt

**Forderung:** Umformulierung

Die SP setzt sich für eine generelle Verkürzung der normalen Arbeitszeit ein. Heute beträgt die wöchentliche Höchstarbeitszeit in der Schweiz 45 bis 50 Stunden. Diese Obergrenze gilt es zunächst schrittweise auf 40 Stunden zu reduzieren. ~~Mittelfristiges Ziel ist die 35-Stunden-Woche bei vollem Lohnausgleich.~~ Das mittel- bis langfristige Ziel ist die Erwerbsarbeit neu zu definieren und den Fokus auf die Lebensarbeitszeit zu legen.

**Begründung:** Die Forderung der Reduktion auf 35-Stunden im mittelfristigen Zeitraum erscheint darauf zu beruhen, dass sich der Begriff der „Erwerbstätigkeit“ nicht verändern wird. Dies finde ich wenig visionär für ein mittelfristiges Ziel. Wenn wir mittelfristige Ziele haben, sollten wir auf eine Lebensarbeitszeit hinarbeiten.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif :** Le Comité directeur souhaite s'en tenir à son objectif de 35 heures. L'expression « la période d'emploi doit être redéfinie et l'accent mis sur la vie professionnelle » n'est pas formulée assez clairement. Qu'entend-on par « temps passé à travailler » (durée de la vie active), quelle est la durée maximale hebdomadaire de travail qui lui est associée et pour quelles catégories ?

- Tous les employés doivent avoir le droit de réduire et d'augmenter leurs heures de travail de manière appropriée. Dans le contrat de travail, un nombre d'heures convenu contractuellement doit être respecté pour tous les emplois à temps partiel.
- Les travailleurs à temps partiel, les travailleurs multiples et les autres travailleurs non traditionnels doivent être couverts par des régimes de sécurité sociale et des mesures de santé et de sécurité au travail au même titre que les travailleurs à temps plein. Ils ne doivent pas faire l'objet de discrimination en termes de formation continue ou de promotion.
- Pour que les réductions du temps de travail n'entraînent pas plus de condensation du travail et plus de stress, il faut accorder aux personnes actives un plus grand pouvoir de cogestion, notamment dans l'organisation du travail et la planification des ressources.

**A-37: SP Frauen \* Schweiz**

**Forderung:** Modifizierung der vierten Forderung

Teilzeitbeschäftigte müssen das Recht auf Arbeitsverträge mit mindestens 22 Wochenstunden haben. Damit Arbeitszeitverkürzungen nicht zu mehr Arbeitsverdichtung und mehr Stress führen, braucht es mehr Mitbestimmung der Beschäftigten bei Arbeitsorganisation und Ressourcenplanung. Teilzeitarbeit soll zudem in den Sozialwerken besser abgegolten werden, vor allem in der 2. Säule. Das AHV-Gesetz sieht bereits heute Betreuungsgutschriften vor. Die Ausweitung und Erhöhung der so

genannten Betreuungsgutschriften in der 2. Säule soll für geleistete Care-Arbeit erwogen werden, beispielsweise analog dem System der Kinderzulagen.

**Begründung:** Gemäss „Manifest für eine konsequent feministische SP“, welches an der Delegiertenversammlung vom 14. Oktober 2017 verabschiedet wurde.

**Proposition du Comité directeur:** *rejeté*

**Motif:** *Le Comité directeur considère qu'un minimum fixe de 22 heures n'est pas approprié. Cela « interdirait » tout simplement toute réduction des « temps partiels ».*

- La saisie du temps de travail doit rester la règle dans tous les secteurs. Sans la saisie du temps de travail, il n'y a pas de protection efficace pour les employés. Il ne devrait être possible de renoncer à la saisie du temps de travail que dans des cas exceptionnels justifiés. D'une manière générale, la Loi sur le travail ne doit pas être toujours plus vidée de son sens au nom de la « flexibilisation » et être criblée de règlements d'exception.

**A-38:** *Tim Cuénod, Lukas Wiss, Stefan Kunz, Benjamin Plüss, Kathrin Menzel, Kerstin Wenk, Dariusch Pour Mohsen, Sandra Eichenberger, Ruben Knaack, Laurent Godel, Johannes Bühler, Nicole Amacher, Sebastian De Pretto, Sarah Wyss, Jürg Gschwend, Moritz Weisskopf, SP Basel-Stadt*

**Forderung:** *Umformulierung / Ergänzung*

*Die Erfassung der Arbeitszeit muss in allen Branchen die Regel bleiben respektive konsequent durchgesetzt werden. Ohne Arbeitszeiterfassung gibt es keinen wirksamen Schutz für die Angestellten. Nur in begründeten Ausnahmefällen soll ein Verzicht auf Arbeitszeiterfassung möglich sein. Generell darf das Arbeitsgesetz nicht unter dem Stichwort der «Flexibilisierung» immer weiter ausgehöhlt und mit Ausnahmeregelungen durchlöchert werden.*

**Begründung:** *Trotz klarer Gesetzeslage ist die Arbeitszeiterfassung in vielen (v.a. kleineren und mittleren) Unternehmen heute keine Realität. Oft werden "Phantasie-Listen" erstellt, die mit den tatsächlich geleisteten Arbeitsstunden nichts zu tun haben, da insbesondere Überstunden kaum oder gar nicht erfasst werden.*

**Proposition du Comité directeur:** *accepté*

- Les horaires de travail doivent être favorables à la famille : la prévisibilité des missions et interventions (dans le cadre du travail) doit être garantie pour les employés ayant des responsabilités familiales. Les plans de travail doivent donc être communiqués suffisamment tôt. Les changements à court terme, et les missions/interventions à court terme, ne peuvent avoir lieu qu'en cas d'urgence et moyennant un supplément salarial.

- Introduction d'un congé payé (« sabbatique »). Ce « congé » dure au maximum 12 mois et peut être pris avec souplesse, à partir de 25 ans et jusqu'à l'âge normal de la retraite. L'indemnité est égale au minimum vital.

**A-39:** Raphael Racine, Sektion Muri-Gümligen, Kantonalpartei Bern, Delegierter

**Forderung:** Umformulieren

„Dieser Urlaub dauert maximal 3 Monate und kann flexibel bezogen werden, ab 25 Jahren bis zum ordentlichen Rentenalter“

**Begründung:** Ein „Sabbatical“ von 12 Monaten ist volkswirtschaftlich gesehen nicht finanzierbar und bietet als Forderung den politischen Gegnern der SP zu viel Angriffsfläche bzw. einen willkommenen „Lacher“ um über die überrissenen Forderungen der Linken herzuführen. Ich fordere deshalb eine Reduktion auf drei Monate. Bei der Umsetzung eines bezahlten Sabbaticals von drei Monaten wird die SP als 20%-Partei weiterhin auf die Unterstützung der anderen Parteien angewiesen sein, sodass eine realistische Länge des „Sabbaticals“ angestrebt werden muss.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif :** Le Comité directeur est conscient que toutes les exigences ne peuvent pas être satisfaites immédiatement en raison de l'équilibre des pouvoirs. Sur le plan du contenu, cependant, elle s'en tient à la durée (maximale) de 12 mois pour un congé sabbatique. Compte tenu du fait que la plupart des gens travaillent pendant 45 ans, une interruption d'un an ne nous semble pas excessive..

**A-40:** Ammendment lié à A-39: Raphael Racine, section Muri-Gümligen, PS canton de Bern, délégués

**Forderung:** Umformulieren

„Einführung eines unbezahlten Urlaubs von max. 12 Monaten unter Garantie des Arbeitsplatzerhalts“

**Begründung:** Ein bezahltes Sabbatical von 12 Monaten ist volkswirtschaftlich zu teuer und politisch nicht umsetzbar, da ein Grossteil der anderen Parteien eine solche Forderung mit Vehemenz bekämpfen wird. Die Idee einer „Auszeit“ von einem Jahr, um sich persönlich weiterzuentwickeln, ist jedoch eine sehr sinnvolle Zielsetzung. Als pragmatische und finanzierbare Lösung sehe ich deshalb eine Art unbezahltes Sabbatical, bei dem der Arbeitgeber/in nach Abschluss des Sabbaticals den Arbeitsplatz garantiert.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif :** Tout comme les vacances payées, les congés sabbatiques devraient être payés de la même façon. En fait, un congé sabbatique non rémunéré n'est ouvert qu'aux personnes à revenu élevé qui peuvent se permettre une telle interruption de carrière. Notre objectif est toutefois de donner à tou-te-s les employé-e-s la possibilité de prendre des congés payés..

- Les risques psychosociaux doivent également être pris en compte dans les assurances sociales. L'épuisement professionnel (burn-out), la dépression et les autres maladies liées au stress devraient être reconnus comme des maladies professionnelles.

**A-41:** Sarah Wyss, Lukas Wiss, Stefan Kunz, Benjamin Plüss, Kathrin Menzel, Kerstin Wenk, Dariyusch Pour Mohsen, Sandra Eichenberger, Ruben Knaack, Laurent Godel, Nicole Amacher, Sebastian De Pretto, Jürg Gschwend, Moritz Weisskopf, SP Basel-Stadt

**Forderung:** Umformulierung

Neu: Psychosomatische Erkrankungen, welche vor allem auf stressbedingte Faktoren zurückzuführen sind, sollen als Berufskrankheiten anerkannt werden. Desweiteren sollen auch psychosoziale Risiken bei den Sozialversicherungen berücksichtigt werden.

**Begründung:** Aus unserer Sicht gibt es eine Vermischung zwischen psychosozialen Risiken und psychosomatischen Erkrankungen. Mit dem Antrag möchten wir von der Forderung her nichts anders, aber eine Vermischung zwischen Erkrankungen und Risiken erzielen. Zweitens erscheint es uns als wenig korrekt, Burnout und Depression als stressbedingte Erkrankung abzustempeln. So ist Burnout (noch) nicht als (stressbedingte) Erkrankung anerkannt worden und die Ursachen der Depression gehen viel weiter als nur aufgrund stressbedingte Faktoren.

**Proposition du Comité directeur:** accepté

- Le PS exige six semaines de vacances payées pour tous.
- Le travail temporaire (intérimaire) doit être limité en quantité (jusqu'à 10% au maximum des employés permanents). Il devrait y avoir des périodes de préavis plus longues pour les employés temporaires et des heures de travail minimales obligatoires par jour et par semaine. Après un engagement temporaire d'un an et demi, toute personne doit avoir droit à un emploi permanent.

**A-42:** Sandra Eichenberger, Lukas Wiss, Stefan Kunz, Benjamin Plüss, Kathrin Menzel, Kerstin Wenk, Dariyusch Pour Mohsen, Ruben Knaack, Laurent Godel, Johannes Bühler, Nicole Amacher, Sebastian De Pretto, Sarah Wyss, Jürg Gschwend, Moritz Weisskopf, SP Basel-Stadt

**Forderung:** Ergänzung um einem weiteren Punkt

Neuer Punkt: Teilzeitarbeit in Verwaltung und Unternehmen soll insbesondere bis ins hohe Kader gefördert werden. Mit Job- und Topsharing-Angeboten erhalten Arbeitnehmende die Möglichkeit, Familie, Freizeit und Beruf zu vereinbaren, ohne dabei an eine Gläserne Decke zu geraten oder einen Karriereknick zu erfahren. Unternehmen profitieren von doppelter Kompetenz in allen Positionen.

*Begründung: Teilzeitarbeit in höheren Positionen ist heute kaum möglich. Insbesondere Eltern haben Schwierigkeiten, entsprechend ihrer Fähigkeiten Beruf und Familie zu vereinbaren.*

**Proposition du Comité directeur: accepté**

### **3.1.3 Renforcer la cogestion (codétermination)**

Il faut des droits substantiels de cogestion pour le personnel au niveau de l'entreprise, là où les décisions stratégiques importantes sont prises. Nous avons besoin de normes minimales dans les branches où la représentation syndicale des intérêts est inexistante ou (seulement) faible (restauration, secteur du nettoyage, commerce de détail, soins infirmiers) et d'une meilleure protection contre le licenciement, en particulier pour les travailleurs d'un certain âge. Les mesures de santé et de sécurité au travail (protection des travailleurs) devraient également s'appliquer pour les personnes qui travaillent en tant que mandataires externes et sur appel.

#### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- L'obstacle à la déclaration de la force obligatoire générale des conventions collectives de travail doit être abaissé. Si, dans une branche, aucune convention collective de travail n'est conclue, il faut faire entrer en vigueur un contrat de travail normal stipulant un salaire minimum obligatoire plus rapidement qu'aujourd'hui.
- Accorder des droits substantiels de cogestion aux employés dans les entreprises contribue dans une mesure importante à faire prévaloir une plus grande justice salariale, un partage équitable des bénéfices et de meilleures conditions de travail.
- Nous appelons à l'expansion et au développement de la cogestion, tant au niveau juridique que dans les conventions collectives de travail dans tous les secteurs et toutes les branches (voir aussi les conclusions du Congrès consacré à la cogestion<sup>48</sup>). Il faut veiller à ce qu'une partie des bénéfices annuels de l'entreprise soit distribuée sous forme d'actions aux salariés. Les employés peuvent utiliser ces actions pour exercer une influence démocratique sur leur entreprise. Les dividendes éventuels sont utilisés pour acheter des actions supplémentaires.

**A-43: Luc RoCHAT, Montagnes neuchâteloises, NE.**

**Demande:** suppression du passage

~~→ Il faut veiller à ce qu'une partie des bénéfices annuels de l'entreprise soit distribuée sous forme d'actions aux salariés. Les employés peuvent utiliser ces actions pour exercer une influence démocratique sur leur entreprise. Les dividendes éventuels sont utilisés pour acheter des actions supplémentaires.~~

**Exposé des motifs:** Le parti socialiste n'a pas pour vocation d'encourager le capitalisme. Par ailleurs, cette proposition ne concerne que les entreprises cotées en bourse, donc une

<sup>48</sup> [https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/bilan\\_colloque\\_public\\_cogestion.pdf](https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/bilan_colloque_public_cogestion.pdf).

*infime minorité de salarié-e-s. Au surplus, la rétribution des salarié-e-s sous forme d'actions aurait de nombreuses conséquences extrêmement funestes : 1° Les directions d'entreprises seraient tentées de remplacer les augmentations de salaires par des distributions d'actions. 2° Ces actions ne seraient pas soumises aux cotisations sociales, ce qui péjorerait la retraite des salarié-e-s. 3° Le revenu représenté par ces actions ne serait pas soumis à l'impôt et ne participerait donc pas à la prospérité des collectivités. 4° Ce serait autant de valeurs qui n'entreraient plus dans l'économie circulaire, économie privilégiée par le parti socialiste. 5° En cas de crise boursière, les salarié-e-s perdraient tout ou partie de cette rémunération. 6° Les conseils d'administration feraient toujours en sorte que la part des actions distribuées aux salarié-e-s reste minoritaire. Dès lors les « salarié-e-s – actionnaires » n'auraient jamais la possibilité de réellement peser sur les directions de leurs entreprises.*

**Proposition du Comité directeur: rejeté**

**Motif:** *La participation est tout aussi importante que la cogestion (codétermination) et favorise cette dernière. Elle est un pas vers la réduction de la concentration des richesses.*

- Le nombre de collaborateurs ou de représentants des collaborateurs au sein des conseils d'administration doit être revu à la hausse.

**A-44: SP60+ (Carlo Lepori)**

**Forderung:** *Umformulierung des folgenden Punktes*

- *In Verwaltungsräten ist die Zahl der Mitarbeitenden oder Vertretungen von Mitarbeitenden zu erhöhen **müssen mindestens die Hälfte der Mitglieder Arbeitnehmende oder Vertreter von Arbeitnehmenden sein.***

**Begründung:** *Die Arbeit ist entscheidend, ob das Unternehmen floriert oder nicht. Also sollen diejenigen, die Arbeit liefern, in strategischen Fragen auch effektiv mitentscheiden. Ihre Vertretung «zu erhöhen» ist sicher gut; besser ist es festzuschreiben, dass sie mindestens paritätisch sein soll.*

**Proposition du Comité directeur: accepté modifié**

**Motif:** *Le Comité directeur considère qu'il est irréaliste et trop rigoureux d'exiger coûte que coûte une représentation paritaire. Nous proposons la version modifiée suivante : « Le nombre de collaborateurs ou de représentants des collaborateurs au sein des conseils d'administration doit être revu à la hausse dans le but d'assurer (idéalement) une représentation paritaire. »*

- En cas de projet de vente ou de fermeture d'une PME, les employés doivent bénéficier d'un droit d'information préalable et d'un droit de préemption. Un fonds d'avenir étatique doit leur garantir un financement transitoire, afin de rendre possible une solution économiquement viable pour le maintien des activités de l'entreprise (par exemple en tant que coopérative).

**A-45:** Luc RoCHAT, Montagnes neuchâtelaises, NE

**Demande:** Ajouter un paragraphe dans la partie « Ce pour quoi nous nous engageons »

→ La cogestion doit être encouragée que ce soit dans les services publics ou dans les entreprises privées. Nous suivrons avec intérêt les expériences d'entreprises libérées, basées sur la confiance et l'auto-organisation, étant convaincus que les structures hiérarchiques tendent à rigidifier les organismes et donc à les rendre moins efficaces.

**Exposé des motifs:** Bien que ce sous-chapitre soit intitulé « Renforcer la cogestion », aucune proposition n'est faite dans ce sens. Il nous paraît pour le moins nécessaire d'être attentifs aux différentes tentatives de démocratisation des gouvernances d'entreprises ou de services publics.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** Le Comité directeur est d'avis que la demande est beaucoup trop générale. Dans cette partie du document, nous voudrions esquisser des consignes d'action de politique économique aussi concrètes que possible.

### 3.1.4 Protéger les conditions de travail

Les associations d'entreprises et d'employeurs utilisent souvent abusivement la numérisation et l'économie des plates-formes comme prétexte pour dégrader les conditions de travail. Cela est injuste. Pour le secteur des assurances sociales et le droit du travail, il faut trouver et appliquer de nouvelles solutions qui combleront les lacunes juridiques ouvertes par les nouvelles formes de travail numériques. Le partenariat social doit être renforcé et des contrats collectifs de travail doivent avoir cours dans tous les secteurs. De nouveaux modèles de travail et de nouveaux mécanismes de sécurité sociale doivent être développés pour le groupe en plein essor des entreprises individuelles numériques et des travailleurs pseudo-indépendants numériques (« crowdworkers » et « clickworkers »). Ceux qui disposent de la machinerie numérique peuvent déplacer les rapports de force asymétriques entre le capital et le travail davantage en leur faveur. Sans intervention réglementaire, la transformation numérique favorise la désécurisation, la décollectivisation et la déshabilitation (marginalisation) des forces de travail humaines.

- Les relations de travail comportant des heures de travail atypiques et du travail sur appel doivent être soumises à des conditions claires et donner lieu à des compensations pécuniaires.

**A-46: Andre Kaufmann, Delegierter SP Thalwil (Kt. Zürich)**

**Forderung: Ergänzung:**

→ *Arbeitsverhältnisse mit untypischen Arbeitszeiten sowie Arbeit auf Abruf müssen klaren Bedingungen unterworfen sein und zusätzlich entschädigt werden. **Arbeit auf Abruf ist als Arbeitsform abzulehnen. Bei Arbeitszeiten, die sich nach dem Arbeitsanfall richten, muss eine mindeststundenzahl definiert und eine regelmäßige Lohnzahlung garantiert sein.***

**Begründung:** *Die von der GL vorgeschlagene Formulierung ist viel zu schwach und zu wenig einschränkend. Arbeit auf Abruf ist die prekärste Form aller Arbeitsformen und absolut unmenschlich. Als Arbeitsmodell ist sie deshalb entschieden abzulehnen und nicht nur flankierende Bestimmungen etwas geschönt werden. Bei jeder Form von Lohnarbeit muss ein fester Lohn sowie eine gewisse Planbarkeit garantiert sein.*

**Proposition du Comité directeur: accepté**

- Nous voulons combler les lacunes juridiques en matière d'emploi rémunéré à domicile. Des règles claires en matière de responsabilité, d'ergonomie, de protection des données et de mise à disposition de matériel sont également nécessaires pour le travail à domicile.
- La numérisation, le travail et l'adjudication via des *clouds* et des plates-formes créent de nouvelles conditions d'emploi, souvent sans cadre précis et précaires. De telles plates-formes doivent donc être dotées de réglementations contraignantes et être traitées comme des employeurs à part entière. Dans le cas des plates-formes de travail en groupe (crowdwork), tant les exploitants (opérateurs) que les mandants doivent participer au financement des cotisations sociales. En outre, il est nécessaire de renforcer la surveillance de l'État et d'améliorer les possibilités pour les syndicats d'engager des actions en justice contre les abus.
- L'atteignabilité permanente des employés est en contradiction avec les directives contraignantes de la législation en matière de mesures de santé et de sécurité au travail (protection des travailleurs) (par exemple : durée maximale de la journée de travail). Cette contradiction peut perdre sa raison d'être si l'on instaure un « droit à la non-atteignabilité ». Les employeurs doivent être tenus responsables de son application dans le contexte d'une obligation de rendre compte.
- Le dimanche ne doit pas devenir un jour de travail normal. Le PS s'opposera systématiquement à toute nouvelle tentative de déréglementation.

### **3.1.5 L'assurance générale du revenu (AGR)**

**A-47: Andre Kaufmann, Delegierter SP Thalwil (Kt. Zürich)**

**Forderung: Ergänzung Titel sowie Absatz „Dafür setzen wir uns ein“**

→ **Ergänzung Titel „Allgemeine Erwerbsversicherung (AEV) und Altersvorsorge“**



*Ergänzung „Dafür setzen wir uns ein“, zusätzlicher Punkt:*

***Die AHV ist so auszubauen, dass sie existenzsichernde Renten garantiert.***

***Begründung:*** Die AHV wird in diesem Kapitel als Teil Instrument, das Lebensrisiken schützt, erwähnt. Es fehlt aber die konkrete Forderung an die AHV. Die aktuellen AHV-Renten sind weit davon entfernt, die materielle Existenz der Rentnerinnen und Rentner zu garantieren. Das ist erstens absolut stossend, zweitens nicht hinzunehmen und drittens eine Verstoss gegen den Verfassungsauftrag. Im weiteren sind höhere AHV-Renten wegen den sinkenden Renten der 2. Säule absolut zwingend. Deshalb muss dem Wirtschaftsprogramm unbedingt eine explizite Forderung für existenzsichernde Renten aufgenommen werden.

***Proposition du Comité directeur: accepté***

Aujourd'hui, nous ne savons pas combien d'emplois disparaîtront si les grandes promesses de l'économie numérique se réalisent. Et nous ne savons pas s'il y aura suffisamment de possibilités d'emploi pour tout le monde à l'avenir. C'est une autre raison pour laquelle des filets de sécurité sociale sont nécessaires. La sécurité sociale comprend toutes les mesures qui protègent financièrement les personnes contre les risques inhérents à l'existence et les empêchent de sombrer dans la pauvreté. Elle se compose de l'assurance-vieillesse et survivants/assurance-invalidité (AVS et AI), de la prévoyance professionnelle, de l'assurance-maladie, du système d'allocations pour perte de gain, de l'assurance-accidents, de l'assurance-chômage et de l'aide sociale. Malgré le grand nombre d'assurances sociales, le réseau social (en Suisse) n'est pas général (continu). Il est compliqué et « dispersé ». Souvent, les personnes concernées sont ballottées d'une compagnie d'assurance à l'autre pour des raisons de bureaucratie et d'arbitraire. Les charges de travail administratif inutiles et le ping-pong juridique entraînent des coûts élevés. Pour les personnes touchées, il devient encore plus difficile de reprendre leur existence en main. Les travailleurs indépendants et les crowdworkers sont particulièrement mal protégés contre les pertes de revenu. Ces dernières années, dans le cas de l'aide sociale organisée à l'échelle cantonale, cette problématique a par ailleurs toujours plus pris la forme d'une « course » livrée aux dépens des plus faibles. Le calcul cynique qui se cache derrière tout cela : ceux qui ont des barèmes moins généreux en matière de prestations sociales doivent pourvoir aux besoins de moins de pauvres.

La mission des assurances sociales est en fait simple. Ceux qui, sans que ce soit leur faute, ne peuvent pas subvenir eux-mêmes à leurs propres besoins devraient recevoir un revenu de remplacement et de l'aide à la réinsertion.

### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- Le PS appelle à la mise en place d'un nouveau système de sécurité sociale : AI, AC, APG, AA, assurance d'indemnités journalières en cas de maladie et assistance sociale doivent être combinées en une seule assurance générale du revenu (AGR), financée par un certain pourcentage des salaires (avec une contribution de l'employeur à hauteur de 50 % au minimum) et les impôts. De nombreux problèmes du système social actuel (lacunes en matière d'assurances, bureaucratie, stress pour les

personnes concernées) trouveraient ainsi un remède. L'AGR allège aussi massivement le travail administratif des entreprises.

- En outre, l'AGR tient lieu d'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie pour une période pouvant aller jusqu'à deux ans.
- L'AGR finance la formation professionnelle continue des chômeurs et aide à l'insertion/à la réinsertion dans la vie active.
- Pour les personnes qui n'auront toujours pas retrouvé d'activité dans les 4 ans précédant l'âge ordinaire de la retraite et qui seront arrivées en fin de droits dans le cadre de l'assurance-chômage, le PS préconise l'introduction à l'échelle nationale d'une rente-pont. Ainsi, elles pourront amorcer une transition vers la retraite sans diminution de leur rente AVS. De plus, les personnes concernées bénéficieront de prestations garanties et ne seront pas obligées d'épuiser leur capital LPP ou de recourir à l'aide sociale à la fin de leur carrière professionnelle. Cette transition devrait également être rendue possible par l'AGR.

**A-48: SP60+ (Marianne de Mestral)**

**Forderung: Umformulierung**

- *Ausserdem fordert die SP für Personen, die in den letzten 4 10 Jahren vor dem ordentlichen Pensionierungsalter keine Stelle mehr gefunden und kein Anrecht mehr auf Arbeitslosengelder haben, die Einführung einer Überbrückungsrente auf nationaler Ebene. So können sie den Übergang in die Pensionierung ohne Verschlechterung ihrer AHV-Rente vorbereiten. Daneben profitieren die betroffenen Personen von garantierten Leistungen und sind nicht gezwungen, ihr Vorsorgekapital aufzubrechen oder am Ende ihrer Berufskarriere Sozialhilfe zu beziehen. Auch dieser Übergang soll durch die AEV ermöglicht werden. **Unternehmen mit unterdurchschnittlicher Quote an 55+ beteiligen sich überproportional an der Finanzierung.***

**Begründung:** Ältere Arbeitnehmende werden diskriminiert. Die Begrenzung auf die letzten 4 Jahre ist unverständlich. In der politischen Diskussion werden schon Hilfsmassnahmen für 55+ vorgesehen. Durch den Finanzierungs-Modus werden die Unternehmen in die Pflicht genommen und motiviert, 50+ (weiter) zu beschäftigen. Überdies werden die öffentlichen Haushalte weniger belastet.

**Proposition du Comité directeur: accepté**

- Le congé de maternité (jusqu'à présent financé par l'APG) doit être remplacé par un congé parental d'au moins 38 semaines financé par l'AGR. Tant la mère que le père sont tenus de prendre au moins 14 semaines de congé chacun.
- En ce qui concerne l'assurance médicale de base : la prime par tête, antisociale et économiquement insensée, doit être remplacée à moyen terme par un système de cotisations dépendantes du revenu. Afin d'alléger le plus rapidement possible le fardeau des primes, les dépenses consacrées aux primes d'assurance-maladie doivent tout d'abord être limitées à 10 % au maximum du revenu disponible des ménages.

**A-49: SP60+ (Katharina Macina)**

**Forderung:** *Neuer Punkt*

- *Die AEV-Rente soll künftig für Alle CHF 4'000 betragen (Stand 2019, indexiert gem. AHV-Mischindex).*

**Begründung:** *Die AEV sollte den Verfassungsauftrag der Existenzsicherung endlich erfüllen.*

**Proposition du Comité directeur:** *rejeté*

**Motif:** *Le Comité directeur ne juge ni utile ni opportun de définir un montant fixe. La demande de rentes à même d'assurer le minimum vital est incluse dans le document.*

**A-50: Matthieu Béguelin, ville de Neuchâtel, PSN**

**Demande :** *ajout d'un point*

*« L'AGR doit aussi permettre de répondre à la situation précaire des métiers de la culture et leur être ouvert. »*

**Motifs :** *Les métiers de la culture répondent à des conditions particulières, hors des logiques économiques en vigueur. Cela a pour effet de précariser leurs conditions de travail. Une AGR est un outil pour corriger cet état de fait, à l'instar de ce que permet le statut d'intermittent en France.*

**Proposition du Comité directeur:** *accepté*

### **3.1.6 Sécuriser les salaires et les conditions de travail**

La mondialisation entraîne-t-elle une baisse des salaires ? Non, pas si nous protégeons comme il se doit nos salaires et nos droits en matière de travail. La Suisse a montré que cela était possible – et cela dans le cadre de nos relations avec l'UE, avec laquelle nous avons convenu d'un libre échange des forces de travail. Cette libre circulation des personnes autorise la main-d'œuvre – y compris les forces de travail suisses – à être embauchée dans toute l'Europe. Il s'agit d'un important droit à la liberté (de mouvement), en particulier pour les jeunes. En même temps, la libre circulation des personnes aide les entreprises locales à trouver suffisamment de travailleurs qualifiés. Bien entendu, les mesures d'accompagnement doivent garantir que les immigrés et les travailleurs frontaliers n'évincent pas, mais soutiennent les salariés et les entreprises du pays. La protection des salaires nationaux, des conditions de travail nationales et de la sécurité de l'emploi nationale est essentielle. Les mesures d'accompagnement doivent être efficaces, afin que les salaires suisses ne fassent pas l'objet d'une sous-enchère et que les horaires de travail ne soient pas allongés. Les régions frontalières sont particulièrement exposées au dumping salarial. C'est précisément dans celles-ci que les contrôles doivent être renforcés et que les sanctions frappant les entreprises contrevenant aux règles doivent être plus sévères. La priorité accordée aux

chômeurs doit être appliquée de façon systématique. Il faut remédier à la pénurie de travailleurs qualifiés en développant le système éducatif et non en mettant des postes au concours à l'étranger. En particulier, les femmes et les immigrés vivant en Suisse doivent participer davantage aux activités lucratives par l'intermédiaire de programmes ciblés. En outre, il est nécessaire d'adopter des mesures supplémentaires de protection des loyers abordables et de pratiquer un aménagement du territoire efficace et propre à maintenir notre environnement intact.

### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- Les conventions collectives de travail sont l'épine dorsale des bons salaires suisses et des bonnes conditions de travail suisses. La déclaration de leur force obligatoire générale doit être facilitée et leur application garantie par des contrôles renforcés. Le montant des amendes doit être nettement supérieur à celui des bénéfices générés par le dumping salarial. Les entreprises principales doivent également être tenues pour responsables des manquements de leurs sous-traitants (responsabilité solidaire). Particulièrement importante est la protection accrue des salaires dans les régions frontalières.
- Dans les secteurs et les régions sans conventions collectives, les cantons doivent assumer leurs responsabilités et fixer un salaire minimal en cas de dumping répété. Les associations doivent avoir la possibilité d'intenter des actions collectives salariales. Il faut en outre décréter un salaire minimal de CHF 22.– par heure à l'échelle nationale.
- La transformation numérique doit être mise en œuvre conjointement par les partenaires sociaux. Ici, l'accent est mis sur le développement planifié des qualifications. Cela dit, le soutien aux changements d'emploi nécessaires et, le cas échéant, le respect de plans sociaux équitables doivent également être gérés conjointement.
- Les femmes doivent être mieux intégrées dans le marché du travail. La réinsertion doit être facilitée. Dans les professions de services typiques comptant une forte proportion de femmes (soins infirmiers, prise en charge, éducation, vente), une CCT étendue est nécessaire.
- L'imposition des personnes physiques indépendamment de l'état civil doit être ancrée dans la législation nationale.
- Les travailleurs seniors ont besoin d'une meilleure protection contre le licenciement. En particulier, les travailleurs de plus de 55 ans totalisant plus de 10 ans d'ancienneté ne doivent plus pouvoir être licenciés pour être remplacés par de la main-d'œuvre moins chère.
- La priorité accordée aux chômeurs doit être appliquée de façon systématique.
- Tou-te-s les migrant-e-s résidant en Suisse ont le droit de travailler. Il ne doit pas y avoir d'interdiction de travail sur la base du statut de séjour (résidence). Leur (ré)intégration dans le marché du travail doit être encouragée de façon spécifique.
- La Suisse doit former elle-même ses (propres) spécialistes au lieu de les recruter (et, donc, débaucher) à l'étranger. Une offensive complète en matière de formation est nécessaire : en particulier, le travail dans le système de santé ainsi que les professions techniques et scientifiques doivent gagner en attractivité. À cet effet, il faut mettre des places de formation à disposition en nombre suffisant, et les femmes en particulier doivent bénéficier d'un soutien spécifique.

- Le PS invite le Conseil fédéral à négocier des accords de sécurité sociale avec tous les pays qui constituent des groupes migratoires relativement importants en Suisse.
- Il faut obliger les entreprises à prendre des mesures de protection et de prévention de la santé – tant somatique que psychique – sur le lieu de travail.
- Égalité de traitement des travailleurs à temps plein et à temps partiel dans la prévoyance vieillesse. La déduction de coordination pour la caisse de pension doit être légèrement réduite et assouplie (flexibilisée) en fonction des revenus, afin que les travailleurs à temps partiel aient un meilleur accès au 2e pilier, et cela sans que les revenus élevés aient à contribuer davantage. À long terme, l'AVS devrait être élargie et un meilleur équilibre entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> pilier doit être atteint.

## 3.2 Des services communautaires pionniers

### 3.2.1 Nous affranchir de notre dépendance à l'égard des énergies fossiles

*A-51: Andre Kaufmann, Delegierter SP Thalwil (Kt. Zürich)*

**Forderung:** Ergänzung Titel sowie 3. Punkt von „Dafür setzen wir uns ein“

→ Ergänzung Titel: „Abhängigkeit von fossiler **und atomarer** Energie überwinden“

→ Ergänzung 3. Punkt von „Dafür setzen wir uns ein“: Der Schweizer Finanzmarkt darf spätestens ab 2030 keine Investitionen in die Erschliessung fossiler Energieträger mehr tätigen. **Investitionen in die Erneuerung oder den Ausbau von Kernenergie sind ab sofort zu unterlassen.** Es braucht Transparenzstandards für Banken, Versicherungen, Pensionskassen sowie Zielvereinbarungen, die zum Stopp von Investitionen in **Kernenergie**, Kohle, Erdöl und Erdgas führen.

**Begründung:** Auch wenn zumindest auf dem Papier der Atomausstieg beschlossen ist, braucht es im Wirtschaftsprogramm explizit eine Forderung zum Atomausstieg, damit den/die Leser/in klar ersichtlich ist, dass die SP die Kernenergie ablehnt.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** Comme l'écrit l'auteur de la requête lui-même, la question de l'abandon progressif du nucléaire est déjà tranchée. Le PS souhaite se concentrer sur la libération de la dépendance à l'égard de l'énergie fossile, qui occupe aujourd'hui le premier plan.

L'économie suisse doit contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique. Ici, l'enjeu ne se limite pas à la protection de nos ressources naturelles : nous y voyons également une grande chance du point de vue économique, car nous pourrions ainsi diminuer les coûts, réduire notre dépendance à l'égard des importations d'énergie et créer de nouveaux emplois dans le secteur des technologies propres. La Suisse devrait promouvoir de façon ciblée l'utilisation de la numérisation dans le domaine des économies d'énergie et des énergies alternatives en jouant un rôle de pays pionnier. La Suisse doit être climatiquement neutre

d'ici à 2045 au plus tard. Nous ne pourrions le faire qu'en accélérant la sortie des industries pétrolière, gazière et houillère. Les entreprises et les ménages qui se comportent ici de manière exemplaire en tireront un grand profit. Le PS soutient les taxes d'incitation — qui sont entièrement redistribuées à la population et aux entreprises — ainsi que les taxes d'encouragement — qui facilitent la transition. Nous veillons à ce que ces taxes aient des visées sociales. Le PS exige également des directives pour le marché financier suisse, qui est l'un des plus importants du monde. Il doit s'engager en faveur de l'objectif de neutralité climatique.

### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- La Suisse doit impérativement apporter sa contribution à la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans tous les secteurs (transports, bâtiment, industrie, agriculture). La Suisse doit jouer un rôle de premier plan sur le plan international, en se fixant des objectifs ambitieux et des lignes directrices claires. Le financement ne doit pas se faire au détriment de la coopération au développement.
- La numérisation peut contribuer aux économies d'énergie (directes et indirectes) dans de nombreux domaines. La Suisse devrait s'efforcer de devenir l'un des leaders internationaux en matière de recherche et de développement. À moyen terme, cela renforcera également la Suisse en tant que pôle économique et industriel.
- À partir de 2025 au plus tard, le marché financier suisse ne doit plus avoir le droit d'investir dans le développement des sources d'énergie fossiles. Il faut instaurer des normes de transparence pour les banques, les compagnies d'assurance et les caisses de pension, et nous devons nous doter de conventions d'objectifs menant à l'arrêt des investissements dans le charbon, le pétrole brut et le gaz naturel.

*A-52; Florence Nater PS NE*

***Demande :** Reformuler*

*À partir de ~~2030~~ 2025 au plus tard, le marché financier suisse ne doit plus avoir le droit d'investir dans le développement des sources d'énergie fossiles. Il faut instaurer des normes de transparence pour les banques, les compagnies d'assurance et les caisses de pension, et nous devons nous doter de conventions d'objectifs menant à l'arrêt des investissements dans le charbon, le pétrole brut et le gaz naturel.*

***Motivation :** Le dernier rapport du Giec, publié après l'adoption par l'Assemblée des délégués du papier de position sur le climat et de l'objectif 2030, confirme l'urgence d'agir et invite à une réponse immédiate. L'urgence écologique dans laquelle nous nous trouvons appelle des solutions à très court terme. Il revient au PS de jouer un rôle moteur sur ce sujet, trop de temps a déjà été perdu par peur de la réaction des marchés. Le PS doit donc se montrer encore plus ferme et avancer le délai de 2030 à 2025 dans un domaine où aucun impératif défendable ne s'oppose à une « ethisation » rapide du marché.*

***Proposition du Comité directeur:** accepté*

- Une taxe d'incitation doit être introduite sur les carburants, laquelle sera redistribuée à la population et aux entreprises. Les programmes d'assainissement des bâtiments et l'abandon des installations de chauffage au mazout et au gaz au profit des systèmes fonctionnant avec de l'énergie renouvelable (par exemple les pompes à chaleur) doivent continuer de bénéficier d'un soutien juridique et financier.
- Dans le cas du transport aérien, il faut introduire une taxe sur les billets d'avion pour couvrir les coûts environnementaux.
- La Stratégie énergétique 2050 est un pas dans la bonne direction, mais il n'est pas assez ambitieux : le PS demande que l'on passe de l'approvisionnement en électricité à 100 % d'énergies renouvelables d'ici à 2030. Ici, l'aspect le plus important est l'installation de systèmes photovoltaïques dans les bâtiments neufs et existants. En outre, l'énorme potentiel des Alpes en matière d'énergie solaire doit être mieux exploité. Il faut améliorer l'efficacité énergétique des ménages et de l'industrie.
- En comparaison internationale, les transports publics en Suisse sont de grande qualité et représentent une part importante de l'ensemble du secteur des transports. Tant leur impact sur l'environnement et le climat que leurs besoins en surface sont beaucoup moins élevés – et valent donc mieux – que ceux de la voiture. Toutefois, au cours des 20 dernières années, les prix des transports publics ont augmenté plus fortement que ceux du trafic motorisé individuel. Cette évolution doit être inversée. En Suisse, l'accès aux transports publics doit être abordable pour toute personne. En outre, l'électrification des flottes de bus des sociétés de transport urbaines doit être accélérée.
- Dans les zones urbaines, la priorité doit être donnée à la marche et au vélo, qui permettent d'économiser de l'espace et de l'énergie. D'ici à 2030, ils devraient représenter au moins 30 % du trafic dans ces zones.
- En ce qui concerne le trafic individuel motorisé et le transport routier de marchandises, le PS invite la Confédération à prendre des mesures décisives en vue d'une électrification complète. Il s'agit notamment de ceci : quota minimal de véhicules électriques pour toutes les nouvelles immatriculations de voitures de tourisme, obligation légale d'électrifier les flottes de véhicules de livraison, équipement des places de parking publiques en bornes de recharge et, à partir de 2040 au plus tard, interdiction des (nouvelles) immatriculations de véhicules équipés de moteurs à combustion.

*A-53; Matthieu Béguelin, ville de Neuchâtel, PSN*

**Demande** : Ajout d'un point

« La Suisse doit instaurer une taxe au kilomètre sur les denrées alimentaires »

**Motifs** : Encourager la production locale, les circuits courts et limiter l'impact néfaste du fret international sur le climat

**Proposition du Comité directeur**: rejeté

**Motif**: Le concept d'une taxe de transport sur les denrées alimentaires devrait être examiné soigneusement, afin de clarifier dans quelle mesure une telle taxe serait

*sociale. Au chapitre 3.4.1, en revanche, il convient d'ajouter que la Suisse s'engage en faveur d'une taxe internationale sur le CO<sub>2</sub>.*

### **3.2.2 L'infrastructure numérique en tant que service communautaire d'avenir**

L'économie de demain reposera davantage sur les technologies numériques. Pour que la Suisse soit à la hauteur, nous avons besoin d'investissements dans l'infrastructure et de lois progressistes dans le domaine de l'économie numérique. Le contrôle politique de notre infrastructure doit être assuré et l'influence des groupes monopolistiques mondiaux dans les réseaux de communication doit être limitée. Les données des autorités font également partie du service public. Par conséquent, leur libre accès doit être garanti par principe (open government data/données gouvernementales ouvertes). L'utilisation d'applications open source dans le secteur public doit être encouragée. Celle-ci améliore la sécurité et la flexibilité de l'infrastructure informatique et réduit la dépendance à l'égard des entreprises monopolistiques mondiales de données et de logiciels<sup>49</sup>. Il faut organiser activement l'évolution vers une société numérique solidaire et démocratique. Internet devrait être un lieu de communication libre permettant à tout un chacun de participer à la vie civile, sociale, culturelle, politique et économique. En même temps, la sécurité des données doit être garantie, y compris par les grandes entreprises monopolistiques d'Internet, comme Facebook, Google, Microsoft ou Amazon. Sur Internet, le racisme, l'homophobie, la discrimination, la pédopornographie, le sexisme, de même que la violation de la protection des données et des droits de la personne, doivent être activement poursuivis et punis — conformément à nos bases juridiques.

#### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- Le PS exige l'inscription légale de la neutralité du réseau, autrement dit le traitement non discriminatoire de la circulation des données dans le réseau Internet du point de vue technique et commercial.
- Les pouvoirs publics doivent utiliser les applications open source et les logiciels libres aussi largement que possible.
- Il faut promouvoir la compréhension des données en tant qu'infrastructure. Le service public doit, entre autres tâches, veiller à donner au plus grand nombre l'accès aux données de base pertinentes pour l'individu et la communauté.
- Chacun doit (pouvoir) décider lui-même s'il accepte que ses données personnelles soient divulguées et utilisées. En particulier, nous exigeons l'application effective du droit de copier les données personnelles (portabilité des données), du droit d'interdire leur utilisation par des tiers et de les faire effacer, ainsi que du droit de rectification.
- Il faut des normes juridiquement contraignantes pour le traitement des données à caractère personnel pour tous, notamment les pouvoirs publics, les opérateurs en

---

<sup>49</sup> Le papier de position intitulé « Politique liée à l'Internet » du Parti Socialiste Suisse aborde en profondeur les thèmes susmentionnés : [https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/internet\\_verabschiedet\\_f.pdf](https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/internet_verabschiedet_f.pdf).



situation de monopole sur Internet, les plates-formes de médias sociaux ainsi que les opérateurs et les fournisseurs de systèmes intelligents (systèmes de recherche et d'appariement, systèmes d'apprentissage et de décision, robots, véhicules autonomes ou autres systèmes logiciels basés sur l'IA [intelligence artificielle]). Ces normes doivent être définies, soumises à examen et rendues publiques par l'État.

- Les compétences en matière de traitement des données doivent être davantage enseignées à tous les niveaux de l'enseignement, où la sensibilisation à la protection des données doit être développée.
- Les géants numériques (Google, Amazon, Facebook, Alphabet, etc.) doivent être systématiquement taxés sur le lieu de création de valeur. Cela doit également s'appliquer dans les États où ils n'ont pas de succursale, bien qu'ils y réalisent des bénéfices élevés (« impôt GAFA »).
- Les conséquences à venir de la numérisation sur les recettes fiscales doivent être étudiées de manière proactive et différents concepts de solutions doivent être explorés.
- La Confédération et les cantons, en collaboration avec l'industrie, la recherche et la société civile, doivent encourager l'accès sans entraves aux technologies.
- L'administration fédérale est invitée à présenter un rapport sur la consommation d'énergie liée à la numérisation.

### **3.2.3 Investir dans la recherche et le développement**

La recherche est d'une importance centrale et joue un rôle capital à long terme pour notre économie. Elle crée le savoir avec lequel, en tant que pays sans matières premières, nous pouvons relever les défis de l'avenir. Il faut comprendre la recherche et le savoir comme des biens publics qui doivent profiter à tous. Le libre accès aux résultats de la recherche est un facteur crucial dans une économie portée par l'innovation. Les résultats de la recherche la concernant doivent être accessibles à tous. La recherche et la science ont une valeur sociale et une responsabilité de même nature. Les principes éthiques, le dialogue social et les méthodes d'évaluation des choix technologiques doivent faire partie de la recherche et des débats connexes.

#### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- La part des dépenses allouées à la recherche et au développement dans le PIB doit passer d'un peu moins de 3,4 % (2015) à au moins 5 % d'ici à 2030. Cela s'applique à tous les domaines des sciences techniques et des sciences naturelles et à tous ceux des sciences sociales et humaines. La priorité doit être donnée à la recherche fondamentale.
- Les technologies propres sont la branche qui nous aide à surmonter notre dépendance à l'égard des combustibles et des carburants (fossiles). Elle doit être traitée comme une branche clé et dotée de ressources en conséquence.
- La liberté de la recherche et de l'enseignement doit être garantie. Il doit régner une transparence absolue en matière de financement. Les intérêts économiques privés ne doivent ni entraver ni fausser la recherche et ses résultats.

- Les résultats de la recherche financée par des fonds publics doivent être publiés sous forme de publications libres d'accès. Les dépôts de recherche en libre accès (open-access research repositories), dans lesquels tous les articles publiés sont accessibles, doivent être la norme pour les institutions et les organisations.
- D'une manière générale, il faut renforcer le secteur « Recherche orientée » du Fonds national suisse (FNS) (catégorie « Recherche fondamentale orientée vers l'application »). Cette catégorie couvre notamment les priorités de la recherche nationale dans des domaines d'importance stratégique pour la Suisse (chimie, sciences de la vie, microtechnique, sciences des données [data sciences], intelligence artificielle, technologie des capteurs, robotique, chaîne de blocs, mais aussi innovations dans les architectures de réseaux sécurisés et dans la cybersécurité). En particulier, les aspects nuisibles de ces technologies et les éventuels risques connexes doivent faire l'objet de recherches.

### 3.2.4 Un fonds d'avenir pour les entreprises innovantes

La transformation vers une économie durable nécessite des capitaux importants. Un fonds public d'avenir est un moyen de les obtenir. Il permettrait par ailleurs de piloter le processus de manière démocratique. Les entreprises innovantes qui se soucient des produits durables et veulent créer de bonnes places de travail peuvent ainsi bénéficier d'un capital-risque à faible coût. Grâce à des participations dans des entreprises d'intérêt public, le fonds réduit la dépendance de la Suisse à l'égard des investisseurs étrangers et des décisions managériales à court terme. Le fonds peut être financé par les bénéfices de la Banque nationale, l'émission d'emprunts ou une taxe sur les grandes fortunes. Il devrait également être ouvert aux participations des caisses de pension.

#### Ce pour quoi nous nous engageons :

- La création d'un fonds public d'avenir totalisant plus de 30 milliards de francs suisses. Il peut par exemple être financé à partir des actifs (fonds) de la caisse de retraite investis sur une base volontaire. Les apports sont garantis par la Banque nationale suisse (BNS).

**A-54:** *Raphael Racine, Muri-Gümligen, Kantonalpartei Bern, Delegierter*

**Forderung:** *Umformulierung.*

*„Die Schaffung eines öffentlichen Zukunftsfonds mit ca. 15 Milliarden Franken“.*

**Begründung:** *Der Betrag „über 30 Milliarden Franken“ scheint mir willkürlich und äusserst hoch. Zum Vergleich: Die „BFI-Botschaft“ (für Bildung, Forschung und Innovation) für die Jahre 2017-20 stellt für vier Jahre einen Betrag von lediglich rund 26 Milliarden Schweizer Franken zur Verfügung. Zudem wird die Finanzierung eines so hohen Betrags nicht schlüssig erläutert, u. a. ist die im Fliesstext vorgeschlagene Finanzierung über Gewinne der Nationalbank ein heikles Thema. Die Unabhängigkeit der Schweizerischen Nationalbank muss auf jeden Fall garantiert werden und darf nicht als Spielball für allerlei Begehrlichkeiten instrumentalisiert werden.*

*Proposition du Comité directeur: rejeté*

*Motif: Avec des réserves de devises (réserves de change) de la BNS d'environ 800 milliards de francs, un montant de 30 milliards de francs n'est pas trop élevé.*

- Le fonds est principalement destiné à financer des innovations dans des entreprises existantes et des start-up secondaires dans les domaines « Industrie 4.0 » et « Restructuration écologique ». Les crédits du fonds sont productifs d'intérêts (pondérés en fonction du risque), ce qui les rend attrayants pour les caisses de pension en période de faibles taux d'intérêt, par exemple.
- Le fonds serait contrôlé par un comité tripartite (employeurs, employés, pouvoirs publics). Les décisions de crédit sont prises par un comité d'investissement indépendant, dont les décisions sont fondées sur l'expertise de l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (Innosuisse).
- Le fonds doit également être utilisé pour la vente ou la fermeture de PME. Si les collaborateurs trouvent une solution économiquement durable pour le maintien des activités de l'entreprise (par exemple en tant que coopérative), mais qu'il leur manque le capital nécessaire pour sa reprise, ils doivent pouvoir déposer une demande auprès des responsables de ce fonds d'avenir pour un financement transitoire (5-10 ans).
- Le fonds doit aussi servir à doter en capital les entreprises qui s'engagent, lors de leur fondation, à adopter un modèle économique démocratique, écologique et solidaire<sup>50</sup>.

### **3.2.5 Économie durable**

Dans notre papier de position de 2016 consacré à la démocratie économique<sup>51</sup>, nous affirmons que, par la restructuration démocratique, écologique et solidaire de l'économie suisse, nous n'améliorons pas la vie des gens uniquement en Suisse. Nous assumons par là certaines responsabilités également dans une perspective internationale et apportons une importante contribution à l'avènement de plus de justice (aussi) au niveau global. Aujourd'hui, il existe diverses initiatives de la société civile qui appellent de leurs vœux des formes d'activité économique durables. Dans le même temps, un nombre croissant d'entreprises, en particulier les PME, se considèrent comme des « entreprises sociales ». La politique doit soutenir sélectivement de telles activités économiques<sup>52</sup>. Le PS veut contribuer à ce que l'entrepreneuriat social-solidaire devienne le cas normal. Il faut renforcer les circuits économiques locaux et régionaux en tenant compte de leur empreinte écologique, afin que le plus d'argent possible reste dans le pays au lieu d'être versé à des groupes d'entreprises étrangers.

<sup>50</sup> Cette revendication fait également partie du papier de position du PS Suisse pour une démocratie économique sociale et écologique (2016) [https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/positionspapier\\_wirtschaftsdemokratie\\_definitiv\\_f.pdf](https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/positionspapier_wirtschaftsdemokratie_definitiv_f.pdf).

<sup>51</sup> Voir : [https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/positionspapier\\_wirtschaftsdemokratie\\_definitiv\\_f.pdf](https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/positionspapier_wirtschaftsdemokratie_definitiv_f.pdf).

<sup>52</sup> Voir aussi le plan d'action relatif au papier de position : [https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/plan\\_daction\\_democratie\\_economique.pdf](https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/plan_daction_democratie_economique.pdf).

Cela profitera en particulier aux PME, qui produisent presque exclusivement pour le marché intérieur.

### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- Les dispositions légales relatives aux marchés publics doivent faire des principes de l'entrepreneuriat social-solidaire le critère d'attribution à tous les niveaux (fédéral, cantonal, municipal) (par exemple par l'intermédiaire d'un label officiel<sup>53</sup>).
- Nous voulons améliorer le droit de la société coopérative en vue de faciliter la création d'entreprises et renforcer la participation et le contrôle démocratiques.
- Nous demandons la reconnaissance d'une nouvelle forme juridique. La forme de société d'utilité publique existant déjà dans l'espace anglo-saxon en tant que *benefit corporation* doit trouver son chemin dans notre législation et permettre un meilleur accord entre le bien commun et les retombées commerciales.

**A-55:** Jérôme Bartholome Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève

*Demande: Il est proposé d'introduire pour tous un parcours d'initiation simple à la culture du bonheur en communauté : ce parcours serait inscrit dans le temps scolaire, de travail... pour préparer une société qui s'épanouit ensemble, pas dans le surmenage organisé. Cette démarche peut apporter des métiers nouveaux et renforcer la valorisation des formateurs, des travailleurs sociaux.*

*Exposé des motifs: Le bonheur est un des indicateurs synonyme de réussite pour un pays et il est une réflexion en réponse à moins d'individualisme et plus d'éthique envers le modernisme. Si son calcul est subjectif, la Suisse est positionnée au rang 5 (source : ONU en 2017) avec des critères comme la richesse, la solidarité sociale, la confiance dans la société et le gouvernement, la qualité des soins de santé ou encore la liberté. Veut-on poursuivre sur un mode de calcul ou apporter une culture plus durable ?*

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** Le Comité directeur ne veut pas introduire ici le thème de la « culture du bonheur ». Il s'agit avant tout d'exigences concrètes en matière de politique économique.

**A-56:** Raffael Wüthrich, Sektion Bolligen, Bern, Delegierter

**Forderung:** ergänzen

*Es braucht zwei weitere Punkte:*

1. *Die Basisinfrastruktur der Schweizer Wirtschaft (Wasser, Boden, Strom, Bildung, Gesundheit, Mobilität, Post, Kommunikation, etc.) gehört ins Volkvermögen. Entsprechende Unternehmen sollen vergemeinschaftet und der Kapitalverwertungslogik entzogen werden.*

<sup>53</sup> Exemple : [https://www.apres-ge.ch/sites/default/files/Brochure\\_presentation\\_criteres\\_adhesion\\_ESS\\_novembre\\_2012.pdf](https://www.apres-ge.ch/sites/default/files/Brochure_presentation_criteres_adhesion_ESS_novembre_2012.pdf).

2. Die von Unternehmen betroffenen Anspruchsgruppen (Mitarbeitende, Lieferant\*innen, Anwohner\*innen, etc.) sollen die Möglichkeit haben, zu Miteigentümer\*innen der Unternehmen zu werden. Unternehmen ab einer bestimmten Grösse wiederum sollen mittelfristig eine demokratische Gesellschaftsform vorweisen.

**Begründung:** Im Sinne des SP-Positionspapiers „Wirtschaftsdemokratie“ kann es nicht nur darum gehen, dass die arbeitende Bevölkerung mehr Rechte und Mitbestimmung bekommt. Es geht auch und wesentlich um die Besitzverhältnisse, die verbessert und demokratisiert werden müssen. Unternehmen und Produktionsmittel der Basisinfrastruktur dürfen nicht nur einigen wenigen Besitzenden gehören und für diese auf Kosten der Umwelt und der Betroffenen möglichst viel Profit abwerfen. Unternehmen der Basisinfrastruktur müssen den darin Arbeitenden (und weiteren betroffenen Anspruchsgruppen) gehören, die demokratische Mitbestimmungsrechte (Kopfstimmprinzip/Genossenschaften) geniessen. Das ist eine vielversprechende Lösungsstrategie für zahlreiche in Wirtschaftspapier angesprochene Probleme.

**Proposition du Comité directeur: accepté modifié**

**Motif:** Nous proposons un autre point, qui serait formulé comme suit :

*L'infrastructure de base de l'économie suisse (eau, terre, électricité, formation/éducation, santé, mobilité, services postaux, communications, etc.) fait partie du patrimoine (capital) national.*

*Les parties prenantes concernées par la vie des entreprises (salariés, fournisseurs, résidents, etc.) devraient avoir la possibilité de devenir copropriétaires des entreprises.*

**A-57: Martin Pfister SP AI**

Unter der Rubrik „Dafür setzen wir uns ein“ ist der folgende Text als neuer Punkt einzufügen:

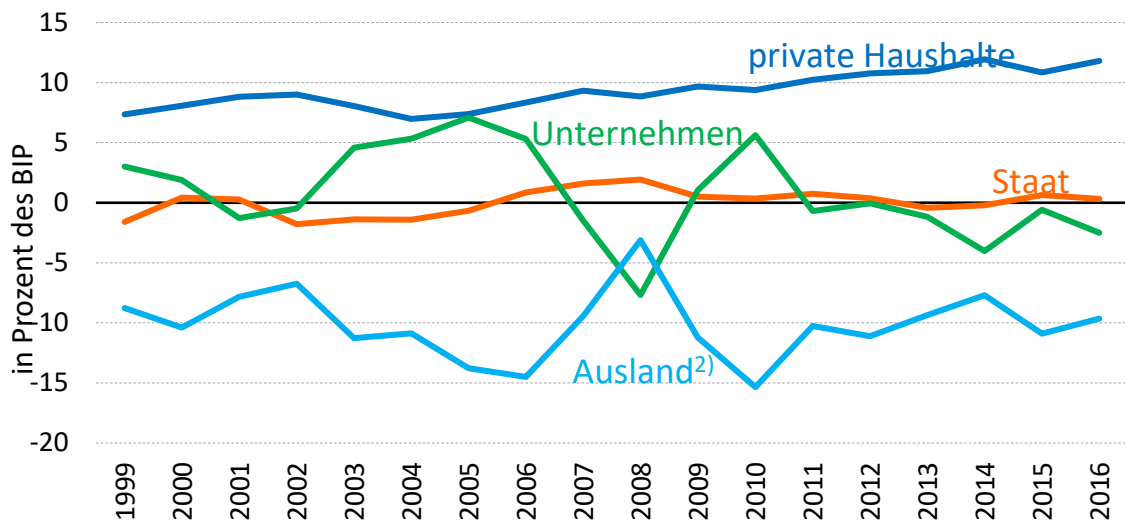
**„Die Schuldenbremse ist so umzugestalten, dass sie Bund und Kantone besser erlaubt, antizyklisch zu investieren und der Ungleichheit der Staaten entgegenzuwirken.“**

**Begründung:**

Die gesamten Verbindlichkeiten und Forderungen aller Finanzierungssektoren der Welt (private Haushalte, Unternehmen, Staat und Ausland) addieren sich systembedingt immer auf null. Die globalen Überschüsse (Ersparnisse) entsprechen den globalen Schulden (Kreditaufnahme). Einer Verbindlichkeit steht immer eine gleich hohe Forderung gegenüber. Wenn ein Sektor der Volkswirtschaft spart, also weniger ausgibt als er einnimmt, müssen sich zwingend andere verschulden, damit die Wirtschaft im Gleichgewicht bleibt, also nicht in eine Rezession gerät. Denn insgesamt gesehen bedeuten geringere Ausgaben eines Sektors geringere Einnahmen eines anderen. Die Welt hat per Saldo nie Schulden und niemals Überschüsse.

Die Statistik der Finanzierungssalden der Schweiz in der untenstehenden Grafik zeigt: Die Sparneigung der Privathaushalte ist extrem hoch. Die Unternehmen haben ihre frühere gefestigte Position des Investors und Schuldners aufgegeben und schlagen sich auf die Seite der Sparer oder sind in der Summe nur leicht verschuldet. Der Staat spart leicht. Einzig das Ausland bleibt deutlich auf der Schuldenseite.

Finanzierungssalden<sup>1)</sup> der Wirtschaftssektoren in der Schweiz



<sup>1)</sup>in Prozenten des nominalen BIP, <sup>2)</sup> negative Werte bedeuten Verschuldung des Auslands (Quelle AMECO) / (Quelle: Referat Heiner Flassbeck, 06.09. 2018, Appenzell)

Die Schweiz hat seit anfangs der Neunziger-Jahre immer aggressiver auf Exportüberschüsse gesetzt. Sie hat deutlich mehr ins Ausland exportiert als importiert und war im Jahr 2015 das Land mit den weltweit höchsten Überschüssen in der Leistungsbilanz (Flassbeck + Steinhardt, 2018). Dies bedeutet, dass unser Land auf Kosten der bereits verschuldeten ausländischen Staaten Gewinne erzielt und sich das Ausland weiter verschulden muss. Doch Ungleichheit zwischen den Ländern kann nur abgebaut werden, wenn kein Staat dauerhaft versucht, seine Wettbewerbsfähigkeit und Vermögensposition gegenüber dem Ausland auszubauen.

Das Ziel der staatlichen Haushaltsführung, eine „schwarze Null“ anzustreben, beruht auf dem neoliberalen Credo, das daraufsetzt, den Staat aus allen Bereichen der Wirtschaft herauszudrängen. Doch der Staat hat die wirtschaftspolitische Aufgabe, dafür zu sorgen, dass die Schweiz mit einer zukunftsfähigen Wirtschaftspolitik international gut positioniert ist. Um weiteren ausländischen Verschuldungen entgegenzuwirken, muss unser Staat bei der aktuellen Spartendenz der Unternehmen und Privathaushalte – systembedingt als ultimativen Ausweg – den Gegenpart als Schuldner übernehmen. Damit sich der Staat auch in normalen Zeiten über Kredite finanzieren kann, ist eine Lockerung der in der Bundesverfassung festgeschriebenen Schuldenbremse notwendig.

### **3.2.6 Stabiliser l'économie financière**

Les établissements financiers stables sont un élément important de l'économie. Ils sont responsables d'une partie du trafic des paiements (opérations de paiement) et fournissent les moyens nécessaires au développement de l'économie et des entreprises. Tel est trop peu le cas aujourd'hui. De nombreux crédits sont investis dans des placements moins durables. Toujours plus d'investisseurs investissent dans des fonds dits indiciels, dont tirent profit les grandes entreprises du monde entier. Il y a de nombreuses transactions spéculatives qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'économie réelle. Les causes de la dernière crise financière n'ont pas encore été éliminées. Tout cela représente un risque considérable pour la stabilité économique de notre pays. C'est pourquoi des rectifications supplémentaires s'imposent. Il est important que les grandes banques suisses disposent de fonds propres en suffisance, afin de pouvoir surmonter une crise financière sans aide de l'État. Leur négoce pour compte propre doit être restreint et l'émission d'instruments dérivés doit être contrôlée.

#### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- Le risque systémique des grandes banques doit être réduit encore davantage par un resserrement des directives relatives aux fonds propres. Le PS exige un ratio de fonds propres de base d'au moins 10%.
- La surveillance des marchés financiers doit être renforcée par des ressources humaines en suffisance et des experts indépendants, afin de mieux contrôler les institutions financières.
- Toutes les composantes du revenu – y compris les primes et les autres éléments de performance et de résultat qui dépassent un rapport (salarial) de 1:12 par rapport au salaire le plus bas de l'entreprise ou du groupe d'entreprises – doivent être soumises à un impôt global d'au moins 50%.
- Les actifs importants des investisseurs institutionnels (caisses de pension, AVS, SUVA et BNS) doivent être investis de manière durable. Les investissements éthiquement condamnables et destructeurs de l'environnement, tels que l'extraction de combustibles fossiles, doivent être exclus.
- La stabilité monétaire et le plein emploi doivent enfin devenir des objectifs égaux (en droits) de la politique monétaire suisse. La Banque nationale doit s'engager à atteindre l'objectif climatique de Paris.

**A-58: Yusuf Kulmiye et Bertil Munk, Lausanne, PSV**

**Demande:** Remplacer

Remplacer :

- ~~La stabilité monétaire et le plein emploi doivent enfin devenir des objectifs égaux (en droits) de la politique monétaire suisse. La Banque nationale doit s'engager à atteindre l'objectif climatique de Paris.~~

Par

- Démocratisation de la BNS. Les banques centrales ont un rôle éminemment politique et leurs indépendances actuelles profitent juste aux puissants.
- Sortie du dogme de la stabilité des prix. Une inflation trop faible accentue l'inégalités des richesses tandis qu'une plus haute, restant sous la barre des 10%, tend à les diminuer.
- Mise en place d'une microtaxe sur les transactions financières.
- Séparation entre banques d'investissement et banques de dépôt.
- Nationalisation puis mutualisation des banques commerciales *too big to fail* au moment de leurs renflouements par l'état en cas de faillite.

**Exposé des motifs:** *Les bases idéologiques monétaristes de Friedman sont désormais dans le sens commun alors qu'elles représentent tout ce contre quoi nous nous battons. Il est central de ne pas considérer la politique monétaire comme quelque chose devant être réglé par des technocrates. La politique monétaire est déterminante pour mener à bien une politique socialiste et par conséquent son indépendance ne fait aucun sens. Considérée aujourd'hui comme indépendante, elle ne l'est même pas. Elle est juste aux mains de néolibéraux pensant agir pour le bien commun mais développant des politiques massivement inégalitaires. Les banques privées sont elles aussi illégitimes. Elles privatisent tous leurs profits sans pour autant avoir créé la valeur en question. Leur socialisation doit être une préoccupation de tous les instants et si une nouvelle crise survient, il faut utiliser la possibilité de les ramasser à la petite cuillère, ne garder que les domaines bancaires qui ne sont pas pourris, et en faire des banques gérées communément.*

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** *Une partie de cette exigence figure déjà aux chapitres 3.2.6 (Stabiliser l'économie financière) et 3.3.5 (Imposer le revenu du capital et les opérations financières). Une telle évaluation globale de l'inflation dans ce passage n'est pas appropriée.*

- Une part raisonnable des bénéfices que la BNS tire de ses réserves de devises (réserves de change) doit être destinée au système de prévoyance.

**A-59: Raffael Wüthrich, Sektion Bolligen, Kantonalpartei Bern, Delegierte**

**Forderung:** *ergänzen mit einem weiteren Punkt*



*Die Schweizerische Nationalbank SNB soll neben Noten und Münzen neu auch elektronische Schweizer Franken herausgeben. Dies führt zu einer Stabilisierung der Finanzwirtschaft, einer stärkeren demokratischen Kontrolle des Finanzsystems und höheren Gewinnen für die Allgemeinheit.*

*Begründung: 90% der Geldmenge in der Schweiz wird nicht von der Nationalbank erzeugt sondern von Geschäftsbanken. Sie erzeugen bei jeder Kreditvergabe neues Geld (Buchgeld/Giralgeld/Fiatmoney) das vorher nicht existierte. Da Geschäftsbanken ein inhärentes Profitmotiv haben, führt die übermässige Kreditvergabe (gerade in Boomzeiten) zu Wirtschaftsblasen. Dafür bezahlen muss dann aber die Allgemeinheit. Dieser Systemfehler führt weiter dazu, dass die Gewinne durch die Geldherstellung (Seignorage) zum grössten Teil bei den privaten Geschäftsbanken anfallen und nicht bei der Nationalbank, wo der Gewinn der Allgemeinheit zugute kommt. Und weiter ist der elektronische Zahlungsverkehr heutzutage vom Wohlergehen des privaten Bankensystems abhängig – eine systemische Gefahr für unsere Konten und das Funktionieren der Wirtschaft. Wenn die SNB selbst elektronische Schweizer Franken herstellen würde, so würde das die Finanzwirtschaft stabilisieren, eine stärkere demokratische Kontrolle ermöglichen und höhere Gewinne für die Allgemeinheit generieren. Zudem würde es der drohenden Abschaffungen des Bargelds, der gesetzlichen Währung, wirksam Einhalt gebieten.*

**Proposition du Comité directeur: accepté**

**A-60: Matthieu Béguelin, ville de Neuchâtel, PSN**

**Demande :** ajout d'un point

« La vente de grandes entreprises suisses à des groupes étranger est soumise à autorisation. »

**Motifs :** Il faut éviter le pillage de brevets et de savoirs-faire des grandes entreprises du pays par des groupes étrangers mal intentionnés. De la même manière, il convient de s'assurer du maintien des sites de production et de l'emploi sur notre sol.

**Proposition du Comité directeur: accepté modifié**

**Motif:** Il ne s'agit pas d'examiner chaque reprise (rachat) d'entreprise, mais plutôt de s'intéresser aux entreprises « d'importance stratégique », c'est-à-dire à celles qui sont « d'importance systémique ».

### **3.3 Une collectivité publique forte**

#### **3.3.1 Renforcer les services publics**

Ce qui était autrefois les terrains/biens communaux (*die Allmenden*) revêt aujourd'hui la forme de biens et de services publics qui appartiennent à tous et sur lesquels chacun a son

mot à dire. L'esprit des *Allmenden* a survécu pendant des siècles et continue, aujourd'hui encore, de façonner notre « *Confédération* ». C'est notamment grâce au PS que nous n'avons pas, comme d'autres pays, commis l'erreur de privatiser les infrastructures importantes et les services publics centraux et de les abandonner au marché. Nous ne voulons pas non plus de cela à l'avenir. Le PS va continuer de lutter contre les fantasmes de privatisation de la droite et pour un service public fort dans l'intérêt de la collectivité. En Suisse, le service public est une histoire à succès. La Suisse offre un service presque unique au monde, en particulier pour les services postaux, ferroviaires et de communication, en termes de sécurité, de qualité, de fiabilité, de ponctualité et d'exhaustivité de la couverture/desserte. Le parrainage public a une longue tradition, surtout dans le système des soins. Ainsi, des asiles pour citoyens plus ou moins fortunés sont devenus des foyers pour personnes âgées et des établissements médico-sociaux modernes. Ces acquis contribuent à notre prospérité et revêtent une importance considérable du point de vue économique. Cependant, le service public est sous pression en raison de programmes d'austérité à grande échelle aux niveaux fédéral, cantonal et communal. Conséquences : réductions de personnel, privatisations et externalisations — qui détériorent la qualité des services de base et augmentent leur coût.

### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- L'accès généralisé (partout en Suisse), continu et facile à un service public de haute qualité à des prix équitables pour tous les habitants de toutes les régions doit être assuré à long terme. Il faut renoncer à la poursuite des libéralisations, voire des privatisations. Les hôpitaux, les foyers pour personnes âgées et les établissements médico-sociaux (maisons de retraite et de soins), ainsi que les homes et les services d'aide et de soins à domicile (Spitex), ne doivent pas être soumis à une logique de rendement — que leur parrainage (organe responsable) soit public ou privé.
- Chacun doit avoir accès aux biens et aux services de soins de base, indépendamment de sa situation de vie, de ses moyens financiers, de son âge, de sa santé, de son sexe et de son niveau d'éducation.
- Une attention particulière doit être accordée aux besoins des régions périphériques et de montagne. Les prix doivent rester les mêmes à l'intérieur d'un secteur dans toutes les régions du pays (« système timbre-poste »).
- En ce qui concerne les conditions de travail dans les entreprises du service public, il faut appliquer des lignes directrices contraignantes définies dans une CCT. Il s'agit, par exemple, de l'égalité des chances, de l'emploi pour les personnes handicapées et d'une bonne offre en matière de stages et d'apprentissages. Le dumping salarial et social doit être exclu. Cela s'applique également aux unités opérationnelles externalisées de telle ou telle entreprise.
- Les entreprises et les différents domaines du service public doivent protéger les ressources naturelles.
- Les objectifs stratégiques de la Poste, des CFF et de Swisscom doivent répondre à long terme aux attentes relatives à une desserte/couverture de base nationale de qualité et accessible à tous.

- Les entreprises qui fournissent des biens et des services/soins de base renoncent à obtenir les rendements habituels dans la branche et ne versent pas de bonus à leur direction.
- Les privatisations d'importantes infrastructures du service public qui ont déjà eu lieu doivent être consolidées ou, si nécessaire, annulées. Les entreprises du service public ne devraient pas accepter des acteurs non étatiques comme actionnaires et devraient être transformées en institutions publiques lorsque cela est possible, renforçant ainsi le contrôle démocratique.

**A-61:** *Matthieu Béguelin, ville de Neuchâtel, PSN*

**Demande :** *ajout d'un point*

« Renationaliser les services publics, en priorité ceux qui assurent des tâches régaliennes. »

**Motifs :** *Renforcer les services publics passe nécessairement par leur rapatriement dans le giron de l'Etat. C'est aussi en assurer un contrôle démocratique.*

**Proposition du Comité directeur:** *rejeté*

**Motif :** *Cette exigence figure déjà au dernier point du présent chapitre (3.3.1).*

**A-62:** *Matthieu Béguelin, ville de Neuchâtel, PSN*

**Demande :** *ajout d'un point*

« La vente de grandes infrastructures, en priorité celles qui assurent des tâches vitales, à des groupes étrangers, doit être soumise à autorisation. »

**Motifs :** *Les grands groupes multinationaux ont un appétit grandissant pour les infrastructures. Or, nombre d'entre-elles sont vitales au bon fonctionnement du pays (production d'énergie, barrages, transports ou communication). On ne saurait les laisser être vendus sans autre forme de procès. La question de leur importance stratégique et névralgique doit être examinée avec soin.*

**Proposition du Comité directeur:** *accepté modifié*

**Motif :** *Peut être combiné avec l'acceptation avec modification de la requête Béguelin acceptée sous A-60.*

### 3.3.2 Répartir la rente foncière plus équitablement

Le logement n'est pas un bien de consommation ordinaire. Tout le monde doit avoir un endroit où habiter. Le sol, en revanche, est un bien économique spécial parce qu'il n'est disponible que dans une mesure limitée et ne peut être multiplié. L'offre est limitée.

L'augmentation de la demande due à la croissance démographique, à l'immigration, au vieillissement de la population, à l'individualisation sociale ou à l'augmentation du taux de divorce conduit à une évolution non maîtrisée des prix, qui pèse de plus en plus sur le pouvoir d'achat des ménages et fait augmenter les dépenses sociales dans les cantons et les communes. Aujourd'hui, les personnes à faible revenu ne peuvent souvent se permettre de payer les prix standard du marché du logement que si elles sont soutenues par l'État via des prestations supplémentaires. De nombreuses PME souffrent elles aussi de la hausse du prix du terrain. Ici, le marché échoue : il ne peut pas concilier l'offre et la demande. L'État doit donc jouer un rôle actif en amenant la Confédération, les cantons et les communes à encourager l'acquisition publique de biens-fonds et à protéger la propriété des biens publics. En principe, il ne devrait pas être possible de vendre des terrains et des immeubles du domaine public à des particuliers. On doit pouvoir les mettre à disposition à des fins non lucratives en vertu du droit de superficie. La Suisse a des siècles d'expérience dans ce domaine. Une politique foncière d'utilité publique est capable d'obtenir une majorité ; la coopérative est une tradition suisse de la première heure. Cela permettrait de prévenir les effets économiquement dommageables de la spéculation foncière et de réglementer l'utilisation des terres au profit du grand public et des arts et métiers.

#### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- La Confédération, les cantons et les communes mènent une politique foncière active. Ils favorisent l'acquisition de terrain et de biens-fonds par les pouvoirs publics.
- Augmentation de la part des appartements d'utilité publique par rapport au nombre total de logements (aujourd'hui : 5 %). Les terrains appartenant à la Confédération, aux cantons et aux communes ne doivent en principe pas être vendus à des particuliers, mais plutôt être cédés uniquement en droit de superficie à des promoteurs de logements à but non lucratif (coopératives et fondations d'utilité publique).
- Les pouvoirs publics doivent disposer d'un droit de préemption pour les terrains et les biens immobiliers : la Confédération et les entreprises étatiques, telles que les CFF et la Poste, doivent proposer leurs terrains et leurs biens immobiliers à la vente d'abord aux cantons, puis aux communes.
- La planification des zones doit assurer la séparation des zones destinées aux bâtiments résidentiels d'utilité publique et l'existence d'espaces à prix abordable pour les petites entreprises.
- Il faut un prélèvement cohérent de la plus-value dans les cantons pour le zonage d'entrée et de sortie, conformément à la loi révisée sur l'aménagement du territoire. Les recettes doivent être utilisées spécifiquement pour la création de logements abordables.
- L'accès des investisseurs étrangers, des grandes sociétés ou des fonds à l'immobilier suisse doit être limité, afin d'éviter une surchauffe du marché immobilier.
- Il faut obliger les caisses de pension à investir une part fixe de leur capital dans la construction de logements à bas prix par l'intermédiaire de leurs stratégies d'investissement.

- Les rapports de force sur le marché du logement sont très inégaux. Le PS exige donc un droit du bail fortement élargi, incluant une protection efficace contre les résiliations injustifiées ainsi qu'une obligation de transparence pour le loyer initial.

**A-63: Jérôme Bartholome Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève**

**Demande:** La frontière de 60 jours basée sur l'observation de ce que d'autres villes européennes pratiquent, n'est pas un contrôle simple à démontrer ni à suivre (concrètement cette règle est respectée ?). Il est proposé de redonner ce choix aux habitants (**créer / habiliter des syndicats publics des nouveaux arrivants avec la participation de représentants, et/ou des collectifs d'habitants prêts à partager leurs connaissances locales** (démarche intégrant les repères pratiques pour s'orienter avec les services en place et une mesure incitative financièrement de chaque côté collectif et arrivants pour consommer mieux « local » (je pense aux initiatives comme ACP Agriculture Contractuelle de Proximité).

**Exposé des motifs:** Lorsqu'un logement n'est ni habité ni loué, où est le bien fondé de le transformer en commerce pas clairement régulé ? C'est un logement qui peut permettre à une famille de se loger décemment, car en effet c'est inquiétant pour l'économie locale : ce modèle ne facilite pas seulement l'accès à un logement pour un prix attractif et raisonnable, il a plusieurs conséquences: double effet avec le dopage du prix au m2 en retirant des logements en particulier dans les zones urbaines et les lieux touristiques. Et l'aggravement du maintien de la vie locale, du commerce de proximité qui laisse place aux vendeurs de souvenirs. Dans une société qui s'urbanise fortement, c'est paradoxal et c'est doublement paradoxal que les « touristes », personnes de passage, recherchent également de l'authenticité qui ne peut exister sans cette économie locale.

**Proposition du Comité directeur: rejeté**

**Motif:** Formulation confuse de la requête

**A-64: Matthieu Béguelin, ville de Neuchâtel, PSN**

**Demande :** ajout d'un point

« Pour lutter contre la spéculation immobilière, les collectivités publiques doivent disposer du droit de remettre, de manière contraignante, des logements sur le marché. »

**Motifs :** Trop de propriétaires prospèrent sur la rareté des logements en retirant artificiellement des immeubles du marché. Cela engendre une augmentation des prix des loyers, voire contribue à créer une situation de pénurie. Les pouvoirs publics doivent pouvoir agir contre ce phénomène.

**Proposition du Comité directeur: accepté**

### 3.3.3 Renforcer le pouvoir d'achat des revenus faibles et moyens

60 % de la performance économique suisse est générée par la demande intérieure. Les loyers surévalués et les primes par tête des caisses maladie réduisent le pouvoir d'achat, en particulier dans le cas des revenus faibles et moyens. En outre, les entreprises suisses sont soumises à une pression salariale. Cela menace la compétitivité de l'industrie d'exportation. Pour cette raison, les politiciens devraient veiller à ce que les coûts, en particulier pour les loyers, mais aussi pour les primes d'assurance-maladie et les taxes, soient abordables pour tout le monde. L'îlot de cherté qu'est la Suisse doit être combattu par une loi sur les cartels efficace et l'autorisation des importations parallèles. Il faut freiner la spéculation immobilière et foncière et renforcer la construction de logements à but non lucratif. L'importation de vecteurs d'énergie fossile et nucléaire (à hauteur de 10 à 13 milliards de francs suisses par an) doit être massivement réduite, et cela au profit des sources d'énergies renouvelables locales.

#### Ce pour quoi nous nous engageons :

- En Suisse, les loyers sont trop élevés à hauteur de 40 %. Les loyers doivent être réduits au niveau du loyer fixé sur la base des coûts. Outre la promotion du logement d'utilité publique, l'objectif est de faire en sorte que les réductions du taux d'intérêt hypothécaire soient répercutées sur les locataires et que les loyers initiaux ne soient pas surestimés.
- Les primes d'assurance-maladie doivent être limitées à 10 % du revenu disponible du ménage. Les quotes-parts et les franchises de base ne doivent pas être augmentées.
- Nous demandons la suppression des barrières commerciales techniques et privées qui empêchent l'importation de produits bon marché en provenance de la zone UE. Nous exigeons par ailleurs des importations parallèles bon marché pour les marchandises brevetées. En particulier, les prix des génériques doivent être massivement réduits.

*A-65: Christof Brassel*

*Forderung: Textaufnahme im Anschluss an Punkt 3*

#### **Nicht abzubauen sind dagegen gesundheitspolitische und tierschutzbedingte Handelsschranken (Stichwort: „Gruselfleisch“)**

*Begründung: Beim Thema „günstige Produkte“ darf keineswegs der Eindruck entstehen, die SP befürworte die erleichterte Einfuhr von Billigfleisch aus der in Europa leider weit verbreiteten skandalösen Massentierhaltung.*

*Proposition du Comité directeur: accepté modifié*

*Motif: Le Comité directeur estime que la requête n'est ici pas nécessaire. Au lieu de cela, au chapitre 3.4.1, au deuxième point, le terme « durable » doit être complété par « respectueuse du climat, de la nature et des animaux ».*

- Les lois sur la protection des consommateurs doivent être améliorées et portées au moins au niveau de celles de l'UE. Il faut par exemple se pencher sur le droit de révocation (rétractation) dans le commerce en ligne ou sur les délais de garantie pour les biens de consommation.
- Une nouvelle tentative doit être faite pour réviser la loi sur les cartels, afin que les accords sur les prix et donc les prix excessivement élevés puissent être combattus efficacement.

**A-66:** Yusuf Kulmiye et Bertil Munk, Lausanne, PSV

**Demande:** Ajouter

*Ajouter après tous les bulletins :*

- ***A très court terme, un rallongement massif des durées des garanties sur les produits électroniques et à long terme, une interdiction complète de toute obsolescence programmée.***
- ***Une interdiction de toute publicité commerciale sur le domaine public.***
- ***Une interdiction du démarchage téléphonique à but commercial***

**Exposé des motifs:** Notre système économique est basé sur une contradiction fondamentale : augmenter toujours plus la production tout en distribuant toujours moins les fruits de la production. En résulte une difficulté à toujours trouver consommateur\*trices aux biens produits. Deux outils irrespectueux pour les consommateur\*trices ont été développés : l'obsolescence programmée (consistant à programmer l'obsolescence d'un produit, le plus souvent électronique) et l'obsolescence psychologique fonctionnant au travers de la pub et voulant faire croire aux gens que tout nouveau produit est meilleur que l'ancien et doit donc le remplacer. L'obsolescence programmée est destructrice pour le pouvoir des classes moyennes et populaires, ne les permettant pas de pouvoir garder les mêmes produits technologiques à coûts très élevés pendant une période très longue, elles sont contraintes d'économiser régulièrement dans leurs budgets juste pour faire perdurer un système économique paradoxal. Du côté de la publicité, c'est pire : la publicité étant présente partout, nous subissons un viol constant de notre cerveau juste pour satisfaire la volonté de croissance de quelques entreprises particulièrement puissantes. De plus, la publicité représente un coût répercuté sur les consommateur\*trices alors que son utilité dans la société est nulle.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** Le Comité directeur considère que ces exigences sont trop détaillées et mal placées dans le présent concept économique, qui s'inscrit dans le moyen terme. Ici, il ne s'agit pas d'énoncer toutes les demandes possibles, mais de mettre en évidence des stratégies cohérentes dans chacune des orientations (axes d'action).

### 3.3.4 Créer de l'égalité, revaloriser le travail de *care*

Nous appelons à l'égalité des chances et à l'égalité économique pour tous. Pour ce faire, il faut revaloriser le travail de *care* et de prise en charge. Il désigne toutes les formes de travail rémunéré et non rémunéré dans les domaines de la garde des enfants, des soins prodigués aux personnes âgées, des soins infirmiers et des travaux ménagers. Sans ce travail, notre société ne fonctionnerait pas. La plus grande partie du travail de *care*, la partie non rémunérée, est assurée par les femmes, et aucun renversement de tendance ne se profile. Il manque souvent des emplois à temps partiel pour les femmes ou les hommes. Il y a encore des communes qui n'offrent pas assez de services de garde pour les enfants ou/ni de soins pour les malades. Par rapport à d'autres pays de l'OCDE, la Suisse investit beaucoup trop peu dans la prise en charge des enfants (pour décharger les familles).

Quiconque accomplit beaucoup de travail de *care* non rémunéré est financièrement désavantagé à deux égards : il ou elle ne reçoit pas de salaire pour ce travail et dispose en même temps de moins de temps pour un emploi rémunéré. Les plus touchés sont celles et ceux qui s'occupent gratuitement de leurs proches. Leur important et précieux travail peut devenir une trappe à pauvreté, surtout s'il n'est pas conciliable avec leurs activités professionnelles. Il y a un manque de possibilités de carrière pour celles et ceux qui ne sont pas en situation de travailler à temps plein, c'est-à-dire d'exercer une activité lucrative pendant au moins 40 heures par semaine. Il s'agit là d'une raison essentielle de la discrimination salariale à l'égard des femmes. La situation n'est pas beaucoup plus favorable dans le domaine des soins rémunérés (professions des soins infirmiers, de la prise en charge/des soins et de l'éducation) : malgré une énorme demande en travailleurs qualifiés, les salaires et les conditions de travail y sont soumis à des pressions. Un changement de valeurs et des mesures politiques sont nécessaires si nous entendons maîtriser la crise du travail de *care*. Les fonds publics doivent être utilisés de telle manière que l'accès aux soins et à l'assistance soit abordable pour tout un chacun. Des services de garde d'enfants publics et abordables à l'échelle nationale doivent améliorer les possibilités de carrière.

*A-67: Nadia Kuhn, Andrea Simonett, Hannah Pfalzgraf, Dario Engeloch, Lorena Stocker, Virginie Bertoncini, Ronja Jansen, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Gian Luca Bonanomi, Loris Ducry, Luca Dahinden, Lewin Lempert und Mia Jenni*

**Forderung:** *ergänzen und streichen*

*Wer viel unbezahlte Sorgearbeit leistet, ist in doppelter Hinsicht finanziell benachteiligt: Er oder sie erhält dafür keinen Lohn und hat gleichzeitig weniger Zeit für Erwerbsarbeit **und Freizeit**. Am Schlimmsten trifft es jene, die unentgeltlich ihre Angehörigen pflegen. Ihre wichtige und wertvolle Tätigkeit kann zur Armutsfalle werden, vor allem dann, wenn sie sich nicht mit der beruflichen Tätigkeit vereinbaren lässt. Es mangelt an beruflichen Aufstiegschancen für jene, die nicht in der Lage sind, Vollzeit zu arbeiten, das heisst mindestens 40 Stunden pro Woche einer Erwerbsarbeit nachzugehen. Das ist ein wesentlicher Grund für die Lohndiskriminierung der Frauen\*. Nicht viel besser sieht es bei der bezahlten Sorgearbeit aus (Pflege-, Betreuungs-, Erziehungsberufe): Trotz immenser Nachfrage nach Fachkräften ~~geraten dort die Löhne und Arbeitsbedingungen unter Druck~~ sind die Stellen unterbezahlt und die*



*Gefahr einer Prekarisierung der Arbeitnehmer\*innen gross. Damit wir ~~die Krise~~ das Problem der Sorgearbeit in den Griff bekommen, braucht es einen Wertewandel und politische Massnahmen. ~~Öffentliche Mittel sind so einzusetzen, dass der Zugang zu Pflege und Betreuung für alle erschwinglich ist.~~ Flächendeckende ~~öffentliche und bezahlbare~~ komplett durch die öffentliche Hand finanzierte Betreuungsangebote sollen die beruflichen Möglichkeiten verbessern **sowie müssen Pflege und Betreuung ebenfalls komplett durch die öffentliche Hand finanziert werden, um eine wirkliche Gleichberechtigung in der Care-Arbeit zu ermöglichen.***

***Begründung:** Wollen wir wirklich Gleichberechtigung erreichen, müssen Care-Einrichtungen zwingend komplett durch die öffentliche Hand finanziert werden – dass es jemals für alle fair sein soll ohne einen komplett staatlich und durch progressive Steuern finanzierten Care-Bereich, ist sehr unwahrscheinlich, weil dabei immer die unteren Einkommen prozentual mehr belastet werden.*

***Proposition du Comité directeur:** rejeté*

***Motif:** La formulation actuelle garantit à chacun l'accès à une offre de base abordable et financée par l'État. L'État n'a pas à financer des offres de luxe.*

***A-68:** Nadia Kuhn, Andrea Simonett, Hannah Pfalzgraf, Dario Engeloeh, Lorena Stocker, Virginie Bertoncini, Ronja Jansen, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Gian Luca Bonanomi, Loris Ducry, Luca Dahinden, Lewin Lempert und Mia Jenni*

***Forderung:** ergänzen*

*Die SP ist sich aber auch bewusst, dass die wirtschaftliche und gesellschaftliche Diskriminierung von Frauen\* System hat – nämlich das patriarchale System. Durch die ökonomische Macht, welche Männer\* gegenüber von Frauen\* haben, können sie auch eine gerechte Vertretung von Frauen\* in leitenden Gremien oder Regierungen verhindern, so lange sie am längeren Hebel der ökonomischen Macht sitzen. Um diese Ungleichheit zu überwinden, ist eine Frauen\*quote ein Instrument, welches nicht umgehbar sein wird. Auch die Demokratisierung unserer Wirtschaft wird für die Gleichstellung aller Geschlechter notwendig sein – denn freiwillig werden die reichen Männer\* auf dieser Welt ihre ökonomische Macht wohl kaum abgeben.*

***Begründung:** Es ist wichtig, dass hier noch eine saubere Analyse vorliegt und nicht die Illusion aufrechterhalten bleibt, dass die Ungleichheit in einem kapitalistischen System oder gar durch Freiwilligkeit überwunden werden kann.*

***Proposition du Comité directeur:** accepté modifié*

***Motif:** Le Comité directeur propose le texte suivant comme alternative : « Nous n'acceptons plus la domination patriarcale (l'ordre patriarcal). Tant que les hommes plaqueront des majorités oppressives dans les organes directeurs des entreprises et des*

*gouvernements, les quotas de femmes seront nécessaires. Ils sont un élément central de la démocratisation de l'économie. »*

*Grâce à la reformulation, le texte s'intègre mieux dans cette partie de la revendication.*

### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes doit enfin devenir réalité. Il ne doit plus y avoir de discrimination à l'égard des femmes dans l'assurance-vieillesse et survivants/assurance-invalidité. Cela nécessite des mesures juridiques. Il est nécessaire d'agir non seulement en ce qui concerne l'écart salarial dit inexplicable, mais aussi, en particulier, dans le domaine des « professions typiquement masculines et féminines », qui ne sont toujours pas valorisées de la même manière en termes financiers. Cela exige la transparence des salaires, des quotas de femmes pour les postes de direction et des modèles de temps de travail flexibles.
- L'offre de places d'accueil extrafamilial et extrascolaire doit être élargie et consolidée. Les écoles de jour (écoles à horaire continu) doivent devenir la norme. Afin de rendre possible l'accès à cette offre pour toutes les catégories de revenus, les coûts supportés par les parents doivent être réduits. Le financement doit dépendre du revenu. L'accès doit être gratuit pour les familles à faible revenu.

*A-69: Nadia Kuhn, Andrea Simonett, Hannah Pfalzgraf, Dario Engeloeh, Lorena Stocker, Virginie Bertoncini, Ronja Jansen, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Gian Luca Bonanomi, Loris Ducry, Luca Dahinden, Lewin Lempert und Mia Jenni*

***Forderung:** umformulieren*

*Das Angebot an ausserfamiliären und ausserschulischen Kinderbetreuungsplätzen muss erweitert und gefestigt werden. Ganztagschulen sollen zum Standard werden. Um den Zugang zu diesem Angebot für alle Einkommenskategorien zu ermöglichen, müssen die von den Eltern getragenen Kosten ~~gesenkt werden~~ **abgeschafft werden** und die **gesamte Finanzierung durch die öffentliche Hand stattfinden**. ~~Die Finanzierung soll einkommensabhängig geschehen. Für Familien mit niedrigem Einkommen soll der Zugang kostenlos sein. Die zusätzlichen Einnahmen sollen Bund, Kantone und Gemeinden durch eine verstärkte Steuerprogression bzw. eine Besteuerung von Kapitaleinkommen einnehmen.~~*

***Begründung:** Wollen wir wirklich Gleichberechtigung erreichen, müssen Kinderbetreuungsplätze zwingend komplett durch die öffentliche Hand finanziert werden. In andere Ländern ist die Gratis-Kita Standard.*

***Proposition du Comité directeur:** accepté modifié*

***Motif:** Nouvelle formulation : « Comme dans beaucoup d'autres pays, ces offres doivent par principe être gratuites. Elles ne doivent pas être financées par des contributions (participations aux coûts) complexes des parents liées au revenu, mais par une plus forte progression de l'impôt ou des impôts sur les gains en capital. »*

*La raison qui motive le changement du modèle de financement n'est pas nécessairement l'accès pour les parents à faible salaire. Celles-ci (les offres) sont subventionnées intégralement dans de nombreuses communes aujourd'hui déjà. La raison en est que tout le monde doit participer à leur cofinancement via les impôts, et pas seulement les parents qui en bénéficient à tel ou tel moment.*

- Nous avons besoin de plus de possibilités de travail à temps partiel, pour les femmes et pour les hommes.
- Nous demandons la mise en place d'un système d'allocations d'aide. Les autorités doivent assurer la qualité de l'assistance et des soins aux personnes qui en ont besoin. Cela nécessite un soutien public pour les structures hospitalières, semi-stationnaires et ambulatoires ainsi que la promotion de l'espace de vie protégé. Celui-ci sert à retarder l'entrée dans la maison de retraite et de soins (foyers pour personnes âgées et établissements médico-sociaux) et, en même temps, à garantir l'autonomie des personnes concernées. Chacun doit avoir accès à ces offres, quels que soient ses moyens financiers.
- Congé de soins (pour dispenser des soins ; aussi appelé « congé filial ») : les personnes qui s'occupent seules de parents ayant besoin de soins doivent avoir droit à un congé de prise en charge rémunéré (à l'instar du congé parental). L'État fournit des offres de soutien gratuites.
- De nombreuses personnes qui ne travaillent pas, ou celles dont le taux d'occupation n'est que peu élevé font un travail essentiel à la société. En contrepartie, elles doivent être dûment indemnisées et protégées de la pauvreté. L'introduction d'une assurance générale du revenu (AGR) est la solution privilégiée par le PS. Même ceux qui n'ont pas d'emploi ou qui n'ont qu'un emploi marginal doivent être pleinement couverts.

*A-70: Nadia Kuhn, Andrea Simonett, Hannah Pfalzgraf, Dario Engeloch, Lorena Stocker, Virginie Bertoncini, Ronja Jansen, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Gian Luca Bonanomi, Loris Ducry, Luca Dahinden, Lewin Lempert und Mia Jenni*

**Forderung:** zwei Forderungen hinzufügen

- *Frauen\*quoten als Instrument zur Gleichstellung: Nur durch eine angemessene Vertretung können Frauen\* endlich ihren gerechten Teil vom Kuchen bekommen. Deshalb fordern wir für leitende Gremien wie Verwaltungsräte und Geschäftsleitungen sowie für Regierungen und Parlamente verbindliche Frauen\*quoten.*
- *Um die ungleiche Machtverteilung zwischen den Geschlechtern zu beenden, wird es letztlich unabdingbar sein, das System, welches diese Ungleichheit überhaupt erst ermöglicht, zu überwinden. Durch die Überwindung des Kapitalismus wird das Patriarchat zwar nicht automatisch verschwinden, ohne die Überwindung des Kapitalismus wird es dies aber bestimmt auch nicht – deshalb fordern wir eine demokratische, sozialistische Wirtschaft, um endlich Gleichstellung erreichen zu können.*

**Begründung:** Auch in den Forderungen liegt es nahe, dass nicht die Illusion aufrechterhalten bleiben sollte, dass die Ungleichheit in einem kapitalistischen System oder gar durch durch Freiwilligkeit überwunden werden kann.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** La première partie de l'exigence figure déjà au premier point du présent chapitre et est expliquée par la requête A-68 modifiée relative à l'introduction de ce chapitre. La deuxième partie de la demande n'est pas assez concrète pour être incluse dans ce chapitre.

**A-71:** Sylvain Thévoz Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève

**Demande:** ajouter le bulletpoint suivant :

- Une place d'accueil petite enfance (crèche ou jardin d'enfant) par enfant en Suisse à des tarifs accessibles pour toutes et tous.

**Exposé des motifs:** Si l'on veut que les femmes soient mieux intégrées sur le marché du travail, il est important de développer les structures collectives d'accueil de la petite enfance afin qu'elles puissent augmenter flexibilité.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** Avec l'amendement A-69, nous préconisons un système de garderies entièrement financé par l'État.

**A-72:** Sylvain Thévoz Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève

**Demande:** ajouter le bulletpoint suivant :

- Le bénévolat est une composante importante de la société. Il est établi un droit à un congé de maximum 4h par mois obligeant l'entreprise à libérer les employé.e.s de leur travail pour qu'ils disposent de temps pour faire du bénévolat (club de sport, organisme culturel, associatif). La charge de cette libération d'heures revient à l'employeur.

**Exposé des motifs:** Traditionnellement, les entreprises regardaient positivement le fait que leurs employé.e.s s'engagement pour la collectivité. Aujourd'hui, la recherche du profit et la compétition poussent les employeurs à ne plus être aussi flexibles pour aménager le temps de travail de leurs employé.e.s pour du bénévolat. Un maximum de 4h par mois doit pouvoir être mis à disposition par les entreprises afin que l'employé.e. puisse de manière flexible être incité à servir la collectivité.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif :** Le Comité directeur est d'avis que cette revendication est déjà incluse dans la demande de réduction du temps de travail.

*A-73: Sylvain Thévoz Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève*

***Demande:** ajouter un bulletpoint comme suit : « L'armée suisse doit être supprimée et remplacée par un service civil volontaire ouvert à toutes et tous »*

***Exposé des motifs :** L'armée suisse met des bâtons dans les roues de celles et ceux qui veulent faire du service civil. Ce dernier est pourtant une plus-value économiques importante pour la collectivité et formateur pour les jeunes. Devant le coût gigantesque de l'armée et sa volonté de nuire à celles et ceux qui veulent faire du service civil, il faut réaffirmer notre volonté de mettre fin à l'armée et instaurer un vrai service volontaire, le plus à même d'être utile à la collectivité.*

***Proposition du Comité directeur:** rejeté*

***Motif:** L'abolition de l'armée n'est pas, prioritairement, une exigence relevant de la politique économique.*

### **3.3.5 Imposer le revenu du capital et les opérations financières**

Pour mettre en place des infrastructures durables et investir dans l'éducation, la recherche et le développement, les pouvoirs publics ont besoin de revenus supplémentaires. En même temps, ceux-ci devraient assurer un meilleur équilibre entre la minorité de riches privilégiés et la majorité des citoyens. Si les gens qui possèdent de grandes fortunes deviennent aujourd'hui de plus en plus riches, alors que la grande majorité des gens fait à peine quelques petits progrès économiques, cela tient beaucoup à l'évolution du régime fiscal. Car la majorité bourgeoise, dans ce pays, a réduit les impôts surtout pour ceux qui font travailler les autres à leur place et pour eux. Il n'y a guère eu d'allègement pour ceux qui reçoivent un salaire ou des prestations de prévoyance vieillesse. Les consommateurs ont été encore plus lourdement sollicités. En Suisse, la réforme de l'imposition des entreprises I de 1997/1998 a marqué le premier tournant. Par cette réforme, on a introduit des tarifs spéciaux pour les sociétés de holding, les sociétés de domicile et les sociétés mixtes et on a supprimé l'impôt sur le capital au niveau fédéral. La réforme de l'imposition des entreprises II (2007/2011) a introduit l'imposition partielle des dividendes et le principe de l'apport en capital. Les taux d'imposition du capital ont été abaissés aux niveaux cantonal, fédéral et mondial. Ce sont précisément les plus grands bénéficiaires du développement économique qui ont tiré le plus grand avantage de ces réformes fiscales et de ces réductions d'impôts — à savoir les sociétés internationales réalisant des bénéfices élevés et leurs bailleurs de fonds. Ici, une rectification s'impose. Les dividendes, les bénéfices, les rendements du capital, les plus-values immobilières ou les successions doivent être imposés à un taux plus élevé. Si les investissements nécessaires sont financés et qu'il existe une marge de manœuvre financière, les frais, les taxes sur la valeur ajoutée et, le cas échéant, les impôts sur le revenu doivent pour cela être réduits.

## Ce pour quoi nous nous engageons :<sup>54</sup>

- Une taxe sur les transactions financières coordonnée à l'échelle internationale. Elle est destinée à aider à financer les investissements dans la recherche, l'éducation et la transition énergétique. Elle constitue également un instrument pour freiner les opérations spéculatives improductives.
- L'introduction d'un impôt national sur les successions et l'augmentation des impôts sur les très grandes fortunes.

### **A-74: SP Frauen \* Schweiz**

*Forderung: Ergänzung beim zweiten Bulletpoint*

*„Die so erzielten Einnahmen sollen zur Erhöhung der AHV-Renten genutzt werden (Finanzierung der AHV: Erhöhung des Bundesanteils gemäss Bundesverfassung Art. 112 Abs. 4). Die Erhöhung soll die reale Existenzsicherung sicherstellen.“*

*Begründung: Altersarmut ist weiblich. Die Diskriminierung der Frauen auf dem Arbeitsmarkt hat Auswirkungen auf das Leben nach der Pensionierung. Weniger Lohn durch Erwerbsarbeit bedeutet weniger Einzahlungen in die 1. und 2. Säule und weniger Chancen privat in der 3. Säule vorzusorgen. Die massive Ungleichheit in der Kontrolle von Vermögen trägt zusätzliche ihren Teil dazu bei, dass von Altersarmut viel öfter Frauen \* betroffen sind. Bestehende ausgleichende Mechanismen in der AHV mildern die Ungerechtigkeit zwischen den Geschlechtern zwar etwas ab, jedoch ist der Effekt bei weitem nicht genug. Insbesondere die völlig schiefe Lage bei den Pensionskassenansprüchen und sonstigem Vermögen kann die AHV in der aktuellen Form unmöglich ausgleichen. Frauen erhalten 40% weniger Altersrenten als Männer in der Schweiz. So sind fast doppelt so viele Frauen wie Männer auf die entwürdigende Praxis der bedarfsermittelten Sozialhilfe (EL) angewiesen und für viele heisst das Leben im Alter vor allem Verzicht selbst auf alltägliche Dinge wie Mobilität oder Teilnahme am kulturellen Leben. Deswegen müssen im Wirtschaftskonzept der SP Schweiz Forderungen nach Stärkung und Ausbau der AHV enthalten sein.*

*Proposition du Comité directeur: rejeté*

*Motif: Nous ne voulons pas fixer ici de mode d'affectation. Cela doit laisser la porte ouverte à une certaine flexibilité dans le travail politique concret. En outre, nous avons (plus haut) diverses exigences ayant des conséquences sur les coûts qui doivent être financées via ces instruments.*

- Suppression des cadeaux fiscaux faits aux actionnaires et aux entrepreneurs, tels qu'ils ont été générés par l'exonération partielle de l'impôt sur le revenu des dividendes et l'introduction du principe de l'apport de capital avec la réforme de

<sup>54</sup> Voir le document de politique du PS consacré à l'équité fiscale : [https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/prise\\_de\\_position\\_sur\\_la\\_justice\\_fiscale\\_fra\\_kopie\\_0.pdf](https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/prise_de_position_sur_la_justice_fiscale_fra_kopie_0.pdf).

l'imposition des entreprises II. Le PS demande l'interdiction de tous les paiements en franchise d'impôt, quelle qu'en soit la forme.

- Les échappatoires et les exonérations (exceptionnelles) en matière de taxes climatiques et environnementales doivent également être éliminées. Dans le cas contraire, nous courons le risque de voir ces charges désormais supportées uniquement par ceux qui ne peuvent y échapper, par exemple par les locataires, via des frais supplémentaires.
- L'introduction d'un impôt sur les gains en capital pour corriger l'écart d'imposition des gains de cours sur les titres. Les revenus du capital doivent être imposés plus lourdement que les revenus du travail, comme l'exige aussi l'initiative 99 % de la Jeunesse socialiste.

**A-75: Andre Kaufmann, Delegierter SP Thalwil (Kt. Zürich)**

**Forderung:** Ergänzung 5. Punkt von „Dafür setzen wir uns ein“

→ „Die Einführung einer **progressiven** Kapitalgewinnsteuer als Korrektur der Besteuerungslücke von Kursgewinnen, ~~und~~ Wertpapieren **und Sachwerten**.

**Begründung:** Die Forderung einer Kapitalgewinnsteuer ist richtig und wichtig. Aber sie ist zu zahm und unvollständig ausgefallen. Spekulationsgewinne sind unethisch und müssen sehr stark, also progressiv besteuert werden. Weiter gibt es nicht nur Wertpapiere sondern auch Sachwerte wie Kunst, Gold etc. die im Wert stark steigen können. Die Besteuerung dieser Sachwerte müssen wir in unsere Forderung miteinpacken.

**Proposition du Comité directeur: accepté**

- Pas de nouveaux modèles de dumping fiscal controversés à l'échelle internationale. et entraînant d'importantes pertes fiscales. La Suisse met en place un système fiscal conforme aux normes internationales et contribue activement au développement de ces normes internationales afin de lutter efficacement contre l'évasion fiscale internationale. Il va de soi que la Suisse doit également résoudre ce problème sur son propre territoire et lutter contre l'évasion fiscale intérieure (voir chapitre 3.4.3).
- Obligation légale de diligence et de responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés suisses en ce qui concerne la politique fiscale et la stratégie fiscale de l'entreprise concernée.
- Harmonisation des taux d'imposition des sociétés dans toute la Suisse.

**A-76 : Florence Nater PS NE**

**Demande :** Compléter la liste à puces sous 3.3.5 avec

- Amélioration des mécanismes visant à réduire les disparités de moyens entre canton, afin de permettre à toutes les régions du pays de continuer à participer activement à son développement.

*Motivation : Des engagements clairs doivent être pris par le PS quant au renforcement de la solidarité confédérale.*

**Proposition du Comité directeur: accepté**

**A-77: Heinz Gilomen, SP60+**

**Forderung:** *Zusätzlicher Punkt: Gewinnausschüttungen von Unternehmen, die ihren Sitz in der Schweiz haben, sollen AHV-pflichtig werden.*

**Begründung:** *Es ist nicht einzusehen, warum nur Lohnzahlungen AHV-pflichtig sind. Die Forderung, dass auch Gewinnausschüttungen beitragspflichtig werden, wurde bereits im SP-Grundsatzpapier Steuergerechtigkeit (Seite5) erhoben, das vom Parteitag in Winterthur 2014 verabschiedet wurde. Es gibt keinen Grund, davon abzurücken.*

**Proposition du Comité directeur: accepté**

**A-78: Sylvain Thévoz Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève**

**Demande: ajouter le bulletpoint suivant :**

- *La santé n'est pas une marchandise. Taxer le sucre ajouté et taxer les produits surgras afin de protéger la santé et dégager des fonds supplémentaires pour la prévention. La Suisse a beau être le pays du chocolat et du sucre raffiné, elle ne doit pas se laisser rouler dans la farine par les industriels.*

**Exposé des motifs:** *En France, la nouvelle taxe soda qui s'applique aux produits en fonction de sa proportion de sucre ajouté, est entrée en vigueur le 1er juillet 2018. Les fabricants de soda ont adapté leurs recettes et ont drastiquement fait baisser le niveau de glucose de leurs boissons. Le résultat est positif sur la santé des habitant.e.s et pour les finances publiques.*

**Proposition du Comité directeur: rejeté**

**Motif:** *Le Comité directeur ne souhaite pas exiger des taxes sur le sucre ou l'interdiction des produits gras dans le cadre du présent concept économique.*

## **3.4 Engagement international**

### **3.4.1 Un engagement en faveur de plus de justice**

Le monde du début du 21<sup>e</sup> siècle est marqué par de grandes inégalités et de nombreux conflits armés. Les conséquences du réchauffement climatique sont elles aussi de plus en plus marquées d'année en année : sécheresse, tempêtes et inondations se multiplient.



Mondialisation signifie donc aussi, notamment, migration mondiale. Jamais encore autant de gens n'avaient été contraints de se déplacer, que ce soit pour fuir la guerre et l'oppression, que ce soit à la recherche de perspectives et d'une part équitable de la richesse sociale.

La mondialisation a créé des centaines de millions de nouveaux emplois et une nouvelle classe moyenne dans divers pays émergents et dans l'hémisphère Sud. Cependant, une politique néolibérale dévoyée a parallèlement aussi laissé à la traîne de nombreuses personnes de l'hémisphère Nord. Pour elles, la mondialisation s'est révélée une promesse vide de sens. Elles ressentent de l'insécurité et une perte de contrôle. Quiconque a l'impression que son monde personnel est en train de s'écrouler veut se protéger contre cela, cherche une prise de pied. Ce désir légitime sert de terreau fertile aux partis de droite, qui prospèrent dans le monde entier. Ils s'attaquent aux problèmes qui se font jour lorsque les groupes d'entreprises et les bailleurs de fonds ne se préoccupent que de leur rendement, mais n'offrent pas de solutions durables. Au contraire : leur but est de réinterpréter le conflit social réel qui existe entre les intérêts du capital et les intérêts de la grande majorité comme étant un conflit entre ceux qui ont droit à une partie de celui-ci et ceux qui n'y ont pas droit parce qu'ils sont différents en raison de leur origine, de leur sexe ou de leur foi. Ils promettent une protection par la marginalisation. Les partis populistes de droite bricolent avec des recettes simples et souvent des solutions bidon autoritaires et antidémocratiques. Cela est très dangereux. L'histoire du 20<sup>e</sup> siècle nous a montré où cela pouvait mener. Le PS est convaincu que l'isolement et l'exclusion augmentent les problèmes au lieu de les résoudre. Nous nous engageons donc en faveur d'une réforme des organisations internationales. Car les problèmes globaux ne peuvent être résolus qu'à l'échelle globale.

Sans une politique multilatérale forte et des organisations internationales fortes, l'économie mondialisée ne sera jamais au service de tout le monde. Le PS s'engage en faveur d'une Suisse active en matière de politique étrangère. Notre pays n'est pas un État de moindre importance. Bien au contraire : il figure parmi les 20 premiers pays du monde au classement des puissances économiques et il est même l'une des 5 premières places financières et de négoce des matières premières. Le PS veille à ce que la Suisse exerce son influence en faveur du développement durable dans le monde entier. Pour cela, nous travaillons avec des partenaires tels que le Parti socialiste européen (PSE) et l'Alliance progressiste (PA).

L'économie mondiale ne doit pas être guidée par une recherche effrénée du profit. Elle doit être façonnée par des organisations internationales fortes et un cadre juridique. Le droit de l'OMC et les accords commerciaux doivent servir le bien commun (l'intérêt général). Ils ne doivent jamais limiter les droits démocratiques à la protection de l'environnement ou à la sécurité sociale. Par conséquent, les accords de protection des investissements ne doivent pas seulement servir les intérêts des multinationales et de leurs bailleurs de fonds : ils doivent revendiquer une utilité sociale de source contraignante. L'Agenda 2030 de l'ONU est le point de départ d'une politique commerciale en phase avec notre époque.

## **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- La Suisse s'engage pleinement en faveur d'un droit international exécutoire. Dans une économie mondialisée, les faibles, sans barrières juridiques fortes, seront toujours perdants face aux puissants.
- Le groupe spécial d'arbitrage de l'OMC a réussi à faire en sorte que la préférence soit donnée aux biens et services produits de manière durable par rapport à ceux qui ont été produits de manière déloyale et préjudiciable au climat. Nous demandons que la Suisse accorde une place centrale aux méthodes de production durable dans tous ses accords économiques. Ils doivent pouvoir être juridiquement exécutoires. Il convient d'éviter les transports de longue distance écologiquement absurdes et préjudiciables au climat (p. ex. les blocs de granit en provenance de Chine).
- Quiconque fabrique des marchandises en violation des droits de l'homme ou en nuisant au climat — et peut donc les mettre sur le marché à des prix de dumping — se livre à la concurrence déloyale. Si des entreprises suisses le font, elles doivent pouvoir être condamnées par les tribunaux suisses, quel que soit le lieu de la commission de l'acte (la pratique illicite).

**A-79: KABONGI Mike-Justin**

***Demande :** compléter et supprimer*

*~~Quiconque fabrique des marchandises en violation des droits de l'homme ou en nuisant au climat — et peut donc les mettre sur le marché à des prix de dumping — se livre à la concurrence déloyale. Si des entreprises suisses le font, elles doivent pouvoir être condamnées par les tribunaux suisses, quel que soit le lieu de la commission de l'acte (la pratique illicite).~~*

***→ Quiconque qui exploite ou fabrique des marchandises en violation des droits humains, en pratiquant la corruption et le dumping ou en nuisant à l'environnement — se livre à la concurrence déloyale et doit être poursuivie par les tribunaux suisse et internationaux quel que soit le lieu de la perpétration.***

**Proposition du Comité directeur: accepté**

- Les accords de libre-échange interfèrent de plus en plus profondément dans des domaines qui dans un État de droit démocratique relèvent de la responsabilité du Parlement. Une loi sur le commerce extérieur devrait donc empêcher la Suisse de signer des accords qui minent notre démocratie.
- Les accords de protection des investissements sapent la voie juridique nationale et sont utilisés abusivement pour empêcher les États participants d'appliquer leurs normes de sécurité au travail et de protection de l'environnement. La protection des investissements doit donc être définie de manière plus stricte. Désormais, elle devrait protéger seulement contre la spoliation effective et être utilisée uniquement pour des investissements conformes aux objectifs de durabilité de l'Agenda 2030.

- La politique extérieure de la Suisse doit œuvrer au renforcement de l'Organisation internationale du travail (OIT). Celle-ci devrait collaborer en étant au même niveau décisionnel que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.

**A-80 : Florence Nater PS NE**

**Demande :** Compléter la liste à puces sous 3.4.1

- *La Suisse contribue au développement d'une économie plus juste et durable. S'appuyant sur les compétences technologiques de pointe de son économie et de ses centres de recherche, elle participe au développement d'une agriculture durable, facilite l'accès aux soins et la production d'énergies propres, améliore le rendement des activités de recyclage ou encore accélère la mise au point de systèmes de production et de produits matériels et logiciels à faible consommation de ressources. Disposant, par ailleurs, d'instituts de recherche en sciences humaines aux compétences reconnues et capables d'appréhender et d'anticiper les impacts sociétaux découlant du développement technologique, la Suisse accompagne le développement de l'économie mondiale. Elle encourage les secteurs précités par des politiques de soutien à la formation, à la recherche et au développement économique.*

**Motivation :** *La Suisse influence le contexte économique dans lequel elle évolue. S'il est nécessaire de développer les grands principes qui doivent guider cette influence (engagement au niveau international pour un commerce et une fiscalité équitable), il est également essentiel de spécifier le positionnement économique que nous voulons que la Suisse adopte. En découlent ensuite des priorités pour la politique économique interne.*

**Proposition du Comité directeur:** accepté

**A-81: Matthieu Béguelin, ville de Neuchâtel, PSN**

**Demande :** ajout d'un point

« *La spéculation sur les matières premières et les denrées alimentaires doit être interdite en Suisse. »*

**Motifs :** *De toutes les formes de la spéculation, celle portant sur les matières premières et les denrées alimentaires ont des effets particulièrement dévastateurs. C'est une question éthique de refuser que de telles pratiques puissent avoir cours sur notre territoire.*

**Proposition du Comité directeur:** accepté

### 3.4.2 Développer la coopération au développement

Avec ses 17 objectifs de durabilité et ses 167 sous-objectifs, l'Agenda 2030 de l'ONU constitue un ensemble complet de règles pour une restructuration durable dans tous les domaines politiques. Ses axes principaux sont : la réorientation des flux d'investissements mondiaux, l'assèchement des flux financiers illégaux, le travail décent, la protection sociale élémentaire (*social protection floor*), la fusion de l'agenda du développement avec l'agenda de la paix et l'égalité des sexes. Pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, les experts de l'ONU s'attendent à ce que l'on doive investir annuellement entre 3,5 et 5 billions de dollars. Il s'agit d'une somme qui dépasse l'aide publique mondiale au développement par un facteur de 25 à 35.

#### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- Le PS demande le soutien constant d'organisations non gouvernementales progressistes et actives au niveau mondial par l'intermédiaire de la politique étrangère de la Suisse. Cela renforce la société civile mondiale.
- Le commerce extérieur suisse (l'économie suisse d'exportation) ne doit pas faire le jeu des forces qui exercent la violence, abusent du pouvoir et utilisent la corruption comme modèle d'affaires. La politique de développement et la politique de paix ne peuvent être séparées. Le PS appelle donc à une interdiction des exportations d'armes suisses.

**A-82: KABONGI Mike-Justin**

#### ***Demande : Compléter***

*→ Le commerce extérieur suisse (l'économie suisse d'exportation) ne doit pas faire le jeu des forces qui exercent la violence, abusent du pouvoir et utilisent la corruption comme modèle d'affaires. La politique de développement et la politique de paix ne peuvent être séparées. Le PS appelle donc à une interdiction des exportations d'armes suisses, l'entrée des minerais des Sang sur le territoire Suisse, sanctionner toute exploitation et trafic d'armes en zone de guerre et /ou en conflit armés.*

#### ***Exposé des motifs: Raisons de la demande :***

*Le continent Africain ne fait partie des grands pollueurs de ce monde, mais il subit de plein fouet malgré tout, les conséquences graves dues aux pratiques illicites des sociétés multinationales et leurs États, peu ou non regardantes sur les impacts négatifs à l'écologie, l'environnement, le droits humains, le conflits armés, le trafic des armes, les violences faite aux femmes et aux enfants, l'immigration, l'appauvrissement des populations et l'aggravation du sous développement etc.,*

***A titre d' exemple : GLENCORE***, le géant minier Zougais, pratique l'esclavage en Afrique, exproprie les terres au Katanga en RDC pour le COBALT, cette entreprise basée en Suisse viol les droits humains, pratique la corruption comme mode de fonctionnement pour s'approprier des Mines, elle détruit l'écosystème, surexploite les minerais dans les zones de guerre et, en conflit, collabore avec les groupes armés,

*protège les dictatures, importe et exporte les minerais du sang. Enfin, elle finance discrètement certains partis politiques en Suisse d'où notre soutien sur la transparence au financement de partis politique .*

*L'exploitation et la recherche plus accrues des profits économiques des Multinationales par la corruption détruisent les États Africains et leur gouvernance, appauvrissent les populations, favorisent l'immigration, finance les groupes armés et le terrorisme, la surexploitation des minerais détruit l'écosystème, accentue le déplacement massif des populations et enfin, protègent les dictatures et se moquent des droits internationaux.*

*Nous pensons que la question de criminalité écologique, environnementale et la surexploitation des minerais en zone de guerre ou en conflit, le pillage systématique des ressources naturelles et l'exportation de celles-ci dans leurs pays respectifs en toute impunité doit être le leigh motive du système des Nations-Unies et de la confédération Suisse pour légiférer.*

**Proposition du Comité directeur: accepté**

- La Suisse doit faire de l'égalité un objectif clé de sa politique économique et garantir la pleine participation des femmes et l'égalité des chances dans l'exercice de fonctions de direction à tous les niveaux de la prise de décision politique et économique.
- La Suisse doit faire de l'égalité des chances l'un des principaux objectifs de sa politique intérieure et extérieure. L'égalité des chances en matière de formation et d'avancement (promotion) doit être possible pour tous, indépendamment de l'origine ou des conditions sociales.
- La dimension sociale de l'économie mondiale doit être au centre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 par la Suisse. Il s'agit notamment d'assurer un travail décent et une protection sociale élémentaire.

### **3.4.3 Lutter contre l'évasion fiscale**

Nous ne sommes plus prêts à payer des impôts plus élevés parce que les riches et les multinationales cachent leur argent avec l'appui de conseillers fiscaux. C'est pourquoi nous sommes déterminés à mettre fin à l'évasion fiscale. Nous soutenons les efforts de l'ONU et de l'OCDE visant à supprimer les échappatoires fiscales dans le monde entier. La Suisse doit exiger des taux d'imposition minimaux au niveau international et des mesures efficaces dans le cadre du projet BEPS (base erosion and profit shifting) de l'OCDE et jouer un rôle de pionnier dans ce domaine. Nous exigeons que la soustraction à l'impôt et l'évasion fiscale soient stoppées efficacement en Suisse également. La Suisse doit travailler au niveau international pour assécher les oasis fiscales et lutter contre les stratégies d'évasion fiscale. Elle ne doit pas alimenter davantage la concurrence fiscale internationale. Si les monnaies cryptographiques devaient s'imposer comme un moyen de paiement accepté dans le monde entier, il faudrait également trouver des moyens de rendre ces flux de trésorerie transparents.

## Ce pour quoi nous nous engageons :

- Les banques ne doivent pas déclarer le solde des comptes et les revenus des comptes de leurs clients uniquement à l'étranger, mais aussi aux autorités fiscales suisses (échange automatique de renseignements).
- Nous demandons des règles de transparence dans le droit comptable pour les sociétés multinationales, afin d'empêcher le transfert des bénéfices vers des pays à faible fiscalité et de lutter efficacement contre la corruption (*country by country reporting*). Nous soutenons la taxation pays par pays sur la base de la valeur ajoutée générée, comme l'envisage l'OCDE avec le projet BEPS.
- Toutes les clauses du droit national et international qui limitent l'assistance administrative et juridique en matière fiscale en Suisse ou au-delà des frontières ou qui prévoient l'information préalable des intéressés doivent être abrogées.
- La coopération suisse au développement doit contribuer à la mise en place de systèmes fiscaux efficaces et transparents dans les pays partenaires qui luttent réellement contre l'évasion fiscale. Il est particulièrement urgent d'élaborer des stratégies efficaces de lutte contre l'évasion fiscale dans le négoce de matières premières.
- Quiconque alimente des comptes et fait tourner des sociétés boîtes aux lettres dans des pays à faible taux d'imposition et dans des sites offshore doit les faire enregistrer et doit divulguer le nom des ayants droit économiques. Tous les flux financiers circulant vers et depuis les sociétés offshore doivent être soumis à une taxe de sécurité, qui ne peut être récupérée qu'une fois que la transparence fiscale totale a été établie.
- Le PS soutient les listes noires internationales et l'interdiction des relations d'affaires avec les lieux non coopérants à faible taux d'imposition.
- Les entreprises de révision et les sociétés d'audit doivent voir leur agrément retiré si elles sont en même temps actives dans le domaine du conseil fiscal.

**A-83:** Mark Roth, SP Zürich 4, Zürich, Delegierter

### **Forderung:** Umformulierung

- ~~Revisionsunternehmen und Prüfgesellschaften muss die Zulassung entzogen werden, falls sie gleichzeitig im Steuerberatungsgeschäft tätig sind. Die Unabhängigkeitsvorschriften bei den Revisionsunternehmen sind so zu verschärfen, dass die Modellierung, Beratung und Mitwirkung bei Steueroptimierungsstrukturen mit der Zulassung als Revisionsunternehmen nicht mehr vereinbar sind.~~

**Begründung:** Insbesondere durch die Publikation der « Paradise-/Panama-Papers » wurde auch der breiten Öffentlichkeit klar, dass neben den einschlägig bekannten (international tätigen) Rechtsanwaltsbüros, auch die global tätigen Wirtschaftsprüfer, die sogenannten « big 5 », eine aktive Rolle in der Beratung, Konstruktion und Umsetzung von komplexen Firmenstrukturen mit dem Ziel der (legalen) Steuervermeidung spielen. Zu Recht weist die SP-Fraktion in einer Ihrer Motionen darauf hin, dass die Unabhängigkeit und die Vermeidung von Interessenkonflikten das wichtigste Gut der Revisionsstelle und damit ein entscheidender Pfeiler der Schweizer Volkswirtschaft darstellt. Die jetzige Formulierung berücksichtigt jedoch nicht, dass der Begriff

*« Steuerberatung » viel zu offen und nicht klar definiert ist. Dieser Begriff subsumiert Tätigkeiten von der Erläuterung der neuen Mehrwertsteuerformulare bis hin zur Modellierung von risikoreichen Steueroptimierungsstrukturen und Gründung von weltweiten Steuervermeidungsstrukturen. Anzumerken ist auch, dass der Übergang zwischen der Prüfung des Jahresabschluss und den daraus resultierenden Nachbuchungen und der Hinweis auf die steuerlichen Auswirkungen fließend und insbesondere bei den KMUs auch gewünscht sind. Die bestehende Forderung unterscheidet nicht zwischen (volkswirtschaftlich) sinnvoller und für das Gemeinwohl schädlichen Steuerberatung, der Ausdruck « das Bad mit dem Kinde auszuschütten » wäre hier passend. Eine angemessene Beratung in Steuerbelangen von der Revisionsstelle wird nicht nur erwünscht, sondern auch erwartet und zwar auch von KMUs deren Eigentümerschaft das SP Parteibuch hat.*

**Proposition du Comité directeur: accepté**

- La Suisse doit prendre des précautions efficaces aux niveaux national et international à un stade précoce, afin de s'assurer que les monnaies cryptographiques ne sont pas utilisées à des fins d'évasion fiscale, de blanchiment d'argent et pour d'autres flux financiers illégaux.

#### **3.4.4 Des relations harmonieuses avec l'Europe**

Même si certaines forces politiques se plaisent à nous le répéter, la Suisse n'est pas et n'a jamais été une île. Nous avons toujours été étroitement liés à l'Europe. Pour la Suisse, l'Europe est au centre du commerce extérieur et de la migration : en 2016, 60 % des immigrants et 56 % de tous les émigrants étaient des ressortissants européens<sup>55</sup>. En 2017, près de la moitié des exportations suisses étaient destinées à l'Europe. 93 % de ces dernières avaient pour destination les États membres de l'UE. 60 % des importations proviennent d'Europe, 97,5 % de ces dernières proviennent des États membres de l'UE<sup>56</sup>.

L'image des institutions européennes, en particulier celle de l'UE, est actuellement mauvaise. De nombreux griefs relevant en réalité de la responsabilité des gouvernements populistes ou conservateurs des États membres (par exemple les effets dévastateurs de la politique d'austérité dans le sud de l'Europe) sont imputés d'emblée et en bloc à « Bruxelles ». D'autre part, on attend toujours beaucoup de l'unification européenne – à juste titre, car la plupart des défis actuels ne peuvent plus être relevés au niveau national. L'expérience montre que l'Europe est capable d'apprendre. Malgré toutes les prophéties pessimistes, l'UE est tout compte fait un succès en termes de culture, d'économie et de politique de paix. La politique économique commune a réconcilié les anciens ennemis jurés qu'étaient l'Allemagne et la France et a apporté depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale une période

---

<sup>55</sup> Source : Office fédéral de la statistique, migrations et intégration

<sup>56</sup> Source : Office fédéral de la statistique, commerce extérieur

sans précédent de stabilité, de paix et de prospérité croissante. Le PS est donc favorable à la poursuite de l'unification européenne<sup>57</sup>.

De tous les acteurs mondiaux, l'UE est celui qui adopte dans la plupart des cas les positions les plus progressistes. Là où les droits de l'homme – société, protection du climat, lutte contre l'impunité et renforcement du droit international – sont en jeu au niveau mondial, c'est toujours l'UE qui prend les positions qui correspondent le plus étroitement aux valeurs socialistes. Si la Suisse entend exercer une plus grande influence sur le développement de la mondialisation, elle doit se rappeler qu'elle peut faire beaucoup plus en travaillant en étroite coordination avec l'UE.

### **Ce pour quoi nous nous engageons :**

- La participation de la Suisse à la politique européenne et au marché intérieur européen doit être renforcée et approfondie. L'instabilité croissante de l'ordre économique international rend vitaux les liens étroits de la Suisse avec l'Europe.
- Un accord-cadre ou la participation à un espace économique européen renforcé serait une étape intermédiaire envisageable pour améliorer les relations avec l'Europe. À long terme, la Suisse devra adhérer à l'UE.
- Pour renforcer les droits des travailleurs, les mesures d'accompagnement doivent être maintenues et développées. Le Brexit nous montre qu'une sortie de l'UE apporte moins – et non davantage – de protection aux salariés locaux. Aujourd'hui, les mesures d'accompagnement définies à Bruxelles ont même une fonction de modèle : les mécanismes de protection des salariés qu'elles contiennent ont été largement incorporés dans les directives sur le détachement des travailleurs pour la migration de la main-d'œuvre au sein de l'UE.

*A-84: Sylvain Thévoz Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève*

***Demande: modifier le bulletpoint suivant :** « pour renforcer les droits des travailleurs, les mesures d'accompagnement doivent être maintenues et développées.*

***Ajouter :** « Elles doivent servir à protéger les travailleurs et travailleuses et pas les patrons et leurs positions dominante sur le marché suisse. »*

***Exposé des motifs:** Le PS a clairement indiqué qu'il ne soutiendra l'accord-cadre que s'il garantit que la protection des salaires obtenue pour les employés sera maintenue.*

***Proposition du Comité directeur: accepté***

---

<sup>57</sup> Dans sa « Feuille de route Union européenne » de 2016, le PS a précisé ses idées en matière de politique européenne : [https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/ps-feuille-de-route-ue\\_definitive\\_0.pdf](https://www.sp-ps.ch/sites/default/files/documents/ps-feuille-de-route-ue_definitive_0.pdf).



## 4 CONCLUSION

Par rapport à ses devanciers de 1994 et de 2006, le présent concept est moins étendu. L'objectif déclaré du Comité directeur est de présenter un concept formulé dans un langage compréhensible par chacun qui résume l'analyse de la politique économique et les principales orientations et exigences à moyen terme du PS Suisse. Sur de nombreuses questions (telles que la démocratie économique, l'égalité ou la politique extérieure), il existe déjà des papiers de position du PS plus détaillés auxquels nous nous référons dans le présent document. Le présent papier de position, intitulé « Notre économie », a été élaboré dans le cadre d'un processus reposant sur une base démocratique, au cours duquel tou-te-s les camarades intéressé-e-s ont pu apporter leurs positions, leurs connaissances et leur expérience, depuis le parlementaire expérimenté jusqu'au membre de base.

Ce processus démocratique doit également garantir que le présent concept économique ne restera pas lettre morte. Nous nous sommes ainsi confié une tâche à nous-mêmes. Les camarades de la base, dans les rues, dans les sections, dans les communes, les cantons, les parlements et les autorités exécutives : tout le monde est impliqué dans la mise en pratique de nos idées de réforme pour une politique économique plus juste, plus durable et tournée vers l'avenir. Qu'il s'agisse d'interventions, d'initiatives, de campagnes ou même de projets à vocation internationale. Les horizons pour la réalisation des différents objectifs varient : certaines choses sont à portée de main, d'autres demanderont beaucoup de temps et d'efforts. Mais nous ne serions pas le PS si nous avions peur de déplacer des montagnes.

### 4,1 Processus de suivi

Sur la base des amendements 130 et suivants, le groupe de coordination formulera un résumé des exigences les plus importantes et décrira la marche à suivre.

**A-85: AntragsstellerIn:** *Sepp Dorfschmid, SP-Wädenswil*

**Forderung:** *Titel weglassen, Text umformulieren*

*Das Wirtschaftskonzept soll darum in der nächsten Zeit vertieft werden. Aufbauend auf fundierten Analysen sollen Strategien und Handlungspfade entwickelt werden, die klar priorisiert sind und dank plakativer Zuspitzung verständlich sind. Dafür werden Diskussionsformen, Instrumente und Strukturen bereitgestellt, die eine breite Beteiligung wirklich ermöglichen.*

**Begründung:** *Der im GL-Entscheid zu Antrag-132 der SP Zürich 1&2 in Aussicht gestellte „Follow-Up-Prozess“ findet im jetzigen Kapitel 4.1 nur einen sehr vagen Niederschlag. Die beantragte Aussage stellt m.E. ein Minimum dar.*

**Proposition du Comité directeur:** *rejeté*

**Motif:** *Le Comité directeur aimerait définir les prochaines étapes sous la forme d'une résolution. Celle-ci comprendrait également des éléments de cette requête.*

## Allgemeine Anträge zum Wirtschaftskonzept

*A-86: Raphael Racine, Sektion Muri-Gümligen, Kantonalpartei Bern, Delegierter*

*Forderung: Ergänzen mit der unten eingefügten Zusammenfassung „UNSERE WIRTSCHAFT“ in einem 10-Punkte Programm als neues Kapitel (Einzufügen vor Kapitel 1 („Die Wirtschaft, die wir meinen“)).*

**1. Die SP bekennt sich zur sozialen Marktwirtschaft und setzt sich für mehr Wirtschaftsdemokratie ein**

*Kernaufgabe des Staates ist, freien und fairen Wettbewerb ohne Privilegien zu gewährleisten. Ergänzend sichert der Staat allen Bürgern durch Umverteilung eine würdige Existenz und sorgt für Chancengleichheit. Grundgüter sollen generell durch den Staat, alle anderen Güter durch die Privatwirtschaft hergestellt werden.*

**2. Die SP setzt sich für eine Stärkung der Bildung, Forschung und Innovation ein**

- *Der Anteil der Forschungs- und Entwicklungsausgaben am BIP muss bis 2030 auf mindestens 5 Prozent steigen.*
- *Die Grundfinanzierung für alle Bildungsstufen inklusive Weiterbildung erfährt ein stetiges Wachstum.*
- *Die Schweiz erkennt laufend strategisch wichtige Bereiche und Branchen, die zusätzlich gefördert werden (z. B. Cleantech, Digitalisierung, interkulturelles Wissen).*

**3. Die SP setzt sich für mehr Mitbestimmung der Arbeitnehmer\_innen ein**

- *Auf gesetzlicher Ebene als auch bei den Gesamtarbeitsverträgen braucht es einen Ausbau der Mitbestimmung.*
- *Die Hürde für die Erklärung der Allgemeinverbindlichkeit von Gesamtarbeitsverträgen muss gesenkt werden.*

**4. Die SP setzt sich für einen Mindestlohn ein**

- *Nationaler Mindestlohn von 22 Franken pro Stunde.*

**5. Die SP setzt sich für eine nachhaltige Wirtschaft ein**

- *Die Schweiz nimmt bei der Umsetzung des Pariser Abkommens eine führende Rolle ein.*
- *Die SP fordert die Umstellung der Stromversorgung auf 100% erneuerbare Energien.*
- *Der Bereich „Cleantech“ muss als Schlüsselbranche mit zusätzlichen Ressourcen ausgestattet werden.*
- *Schaffung eines Zukunftsfonds für die Finanzierung in den Bereichen Industrie 4.0 und ökologischer Umbau.*

**6. Die SP setzt sich für ein stabiles Bankensystem ein**

- *Eigenkapitalquote der Banken von mindestens 10%.*

**7. Die SP setzt sich für eine Stärkung der allgemeinen Kaufkraft ein**

- Reduktion der Mieten um 40%. Stärkung von gemeinnützigen Wohnbauträgern.
- Begrenzung der Krankenkassenprämien auf 10 Prozent des verfügbaren Haushaltseinkommens.

**8. Die SP setzt sich für die Gleichstellung ein**

- Lohngleichheit zwischen Frau und Mann muss endlich umgesetzt werden.
- Das Angebot an Kinderbetreuungsplätzen muss erweitert werden und für alle Einkommensschichten zugänglich sein.

**9. Die SP setzt sich für eine faire Besteuerung der Kapitaleinkommen und Finanztransaktionen ein**

- International koordinierte Finanztransaktionssteuer.
- Verbot aller steuerfreien Auszahlungen auf Kapital.
- Einführung einer Kapitalgewinnsteuer.

**10. Die SP setzt sich für stärkere Beziehungen zur EU ein**

- Die Beteiligung der Schweiz an der Europapolitik und am europäischen Binnenmarkt muss kurzfristig gestärkt werden.
- Mittelfristig fordert die SP den Vollbeitritt zur EU.

**Begründung:** Ich habe zur Kenntnis genommen, dass die Geschäftsleitung darum bemüht ist, gemäss „4.1 Follow-up Prozess“ eine Zusammenfassung des Wirtschaftspapiers zu schreiben, was sehr loblich. Doch genau in der Auswahl und Gewichtung liegt die „KruX“. Da die Geschäftsleitung noch keinen eigenen Vorschlag gebracht hat, halte ich an meiner Zusammenfassung fest und möchte meinen Vorschlag zur Diskussion stellen.

**Proposition du Comité directeur: accepté modifié**

**Motif:** Le Comité directeur est d'accord avec la proposition. Elle commandera une évaluation globale sur la base du concept économique final.

**A-87: Racine Raphael, Sektion Muri-Gümligen, Kanton Bern, Delegierter**

**Antrag zu allen Kapiteln, jeweils bei jedem Abschnitt „Dafür setzen wir uns ein“ bei jeder aufgeführten Massnahme:**

**Ergänzen:** Bei jedem Punkt „Dafür setzen wir uns ein“ im ganzen Papier „Unsere Wirtschaft“ wird grob errechnet und in Klammern in Schweizer Franken aufgeführt, wie hoch die Kosten bzw. Einnahmen der einzelnen Massnahmen für die Staatskasse sind.

**Begründung:** Die SP ist eine Partei die für Transparenz steht, nicht zuletzt im finanziellen Bereich. Viele der über 120 Massnahmen in den Abschnitten „Dafür setzen wir uns ein“ haben zum Teil eine Kostenfolge in Millionen oder gar Milliardenhöhe

zur Folge (z. B. die Forderung eines bezahlten „Sabbaticals“). Eine Kostentransparenz all der von der SP aufgeführten Massnahmen würde es ermöglichen, die Finanzierbarkeit der verschiedenen aufgeführten Massnahmen abzuwägen. Bedenklich ist zudem der Entscheid der Geschäftsleitung, dieser bereits geforderte Antrag mit der Begründung abzulehnen, der Aufwand zur Berechnung der Kostenfolgen sei „schlicht zu gross“. Damit verabschieden wir uns als seriöse Wirtschaftspartei, wenn wir der Bevölkerung in der Schweiz keine Rechenschaft darüber geben können, wie viele Kosten bzw. Einnahmen unsere Vorschläge verursachen.

**Proposition du Comité directeur: rejeté**

**Motif:** La charge de travail pour un calcul exact ou plausible des coûts est énorme et conduirait également à l'illusion d'une fausse précision, car les demandes ne peuvent pas toujours être satisfaites à 100%. En conséquence, une évaluation différenciée des répercussions financières (coûts) devrait être fournie, ce qui prendrait beaucoup trop de temps.

**A-88: Dr. Maria Hildebrand, QV ABI / SP Basel Stadt**

**Forderung:** Neue politische Stossrichtung aufnehmen

#### **POLITICHE UNIVERSALI COME RISPOSTA ALLA RIVOLUZIONE INDUSTRIALE 4.0**

**Etica:** nell'immaginario collettivo questa parola é spesso associata alle religioni e alla loro trascendenza. In realtà é una parola dal greco antico che per definizione etimologica sta per "comportamento", e che ha a che fare con l'indagine e la discussione filosofica intorno ai comportamenti concreti umani di fronte al bene e al male, che variano a seconda delle Epoche: gli esseri umani sono tutti funamboli alla ricerca continua di un equilibrio. Temi che anche i filosofi e i sociologi postmoderni dibattono da tempo arrivando a sostenere che le ideologie del '900 sono definitivamente defunte, eliminando così anche i parametri di "sinistra" e di "destra". Ma si dimentica così che oggi il grande tema, parafrasando MARX con il grido "proletari di tutto il Mondo unitevi" é quello della necessità di un socialismo universale che riporti all'analisi dell'organizzazione del lavoro in modo radicalmente nuovo e dei diritti delle persone. Infatti ormai si sa che nel giro di pochi decenni non esisterà più alcun tipo di attività umana, comprese quelle di carattere intellettuale, che non possa essere svolta da macchine intelligenti. E' in atto la rivoluzione industriale 4.0. Il Boston Consulting Group e Future of Internet sostengono, con le loro indagini condotte da migliaia di specialisti, che entro il 2025 l'industria 4.0 sostituirà il 60% della forza lavoro europea con robot governati da sofisticati algoritmi, e che a seguire miliardi di persone nel mondo perderanno il lavoro. Il rapporto uomo/macchina viene sostituito dal rapporto macchina/macchina (M2M) ovvero Internet of Thing (IOT) e questa é solo una delle tecnologie dell'industria 4.0: ché è un'insieme di tecnologie abilitanti aggregate insieme grazie ad internet in modo sistemico, in nuovi paradigmi produttivi, che possono avere nature diverse. E stiamo parlando di

*una rivoluzione industriale in continuo "divenire". La conseguenza é la "fine del lavoro" così come lo abbiamo conosciuto nel '900 e questo colpisce soprattutto chi proviene da una cultura marxista: se non c'è più lavoro non c'è più il proletariato da difendere, ma finisce anche l'etica del lavoro come riscatto sociale su cui sono basate le Democrazie moderne. La soluzione non sta nel "Trumpismo" e nelle varie guerre dei dazi commerciali o contro l'immigrazione, suscitate dalle estreme destre: serve solo a distogliere l'attenzione della gente dai veri problemi. E allora Partiti, Sindacati, Governi piuttosto che continuare a difendere il principio della piena occupazione farebbero meglio a darsi un altro obiettivo: il vero problema oggi, e nel prossimo futuro, é quello della redistribuzione della ricchezza. Come impedire la concentrazione del Capitale in pochissime mani? Come imporre alle grandi Multinazionali e alle Banche di pagare Tasse a livelli che consentano di redistribuire i profitti? Lasciare alle imprese e ai loro pochi padroni tutto il surplus dei guadagni dovuti alla robotizzazione produrrebbe ulteriori enormi squilibri e sconvolgenti uragani sociali. Serve un "New Deal" europeo con un "Universal Basic Dividend" finanziato dai ritorni di capitale legato all'innovazione tecnologica, e quindi non continuare a favorire l'evasione delle tasse delle ditte: é la proposta di Diem 25 di Yanis Varoufakis. E la Svizzera potrebbe avere un ruolo decisivo trasformando il WEF di Davos nel luogo di un nuovo inizio per tutti, quasi come una nuova Bretton Woods che rifondi gli accordi internazionali in modo del tutto nuovo per il Bene Comune della nostra Epoca. Del resto algoritmi e robot non consumano, e quindi i nuovi prodotti delle ditte, creati dalle macchine intelligenti, non potrebbero essere acquistati da cittadini in rovina perché a causa loro hanno perso il lavoro. Nell'interesse di tutti sono necessarie politiche universali, come per esempio il reddito di cittadinanza universale, e molte altre, finanziate con l'aumento dell'impegno fiscale delle Multinazionali e delle Banche. E naturalmente modificando il paradigma etico legato al lavoro salariato, perché può sembrare né bene né bello pagare le persone per non fare nulla. Dopo secoli di "negotium" che ha influenzato la scala dei valori sociali, può sembrare difficile sostenere le ragioni dell'otium, ritenuto per secoli un male. Senza contare che non lavorare fa nascere depressioni psicologiche. Ma bisogna andare oltre la società lavorista sostenuta dal mantra neoliberista, superando l'idea che i diritti siano un "bene" solo per chi é impiegato nell'economia formale, e invece dando finalmente valore anche a chi si prende cura degli altri, come per esempio dei figli, degli anziani, e in generale delle persone più deboli, elementi tipici della "cultura al femminile".*

- 1. Creando finalmente il nuovo valore: prendersi cura degli altri nel contesto in cui si vive in modo No profit.*
- 2. Ripartire dall'universalismo, dalla garanzia di reddito svincolato dal lavoro nell'economia formale.*

*Ed é ripartendo dalla questione del nuovo valore del volontariato, a lungo ignorata in questa dimensione, che si può ridare forma all'idea progressista e collettiva. Già adesso uno studio su 42 Paesi della Johns Hopkins University rivela che 56 milioni di persone lavorano a tempo pieno nel settore No Profit. E' prevedibile che entro il 2050 la maggioranza degli occupati nel Mondo sarà in comunità senza scopo di*

*lucro, impegnate nell'economia sociale e della condivisione. La gestione di ambiente, educazione, salute, attività culturali e una moltitudine di altre attività sociali, richiede l'intervento umano e non quello delle macchine: un robot potrà portare il pranzo a un bambino, ma non potrà mai insegnarli a diventare un essere umano. IL saggio di J.M.KEYNES "Economic possibilities for our grand-children " scritto circa 80 anni fa, immaginava un mondo in cui le macchine liberano gli esseri umani dalla fatica del lavoro, permettendogli di impegnarsi nella ricerca del senso più profondo della vita. La profezia di Keynes si sta avverando. Quindi per poter entrare positivamente nella nuova Epoca bisogna iniziare subito a riqualificare e a formare nuove figure professionali che si aprono nel no profit: inserendo a tutti i livelli di formazione, oltre alle materie scientifiche, anche e soprattutto le materie umanistiche, filosofia, musica, letteratura, storia antica e moderna, storia dell'arte. Rimaniamo umani riscoprendo un nuovo "Umanesimo" ripartendo tutti dai valori tipici della "cultura femminile" del dono disinteressato, analizzato dall'antropologo MARCEL MAUSS nel suo libro "Saggio sul Dono", che ingloba tutti sostenendoli. Naturalmente serve uno sforzo erculeo, ma l'umanità ha già affrontato sfide simili in passato, come per esempio nel passaggio da uno stile di vita agricolo a uno industriale tra il 1890 e il 1940. E per realizzare tutto questo nella cooperazione internazionale, necessitano riforme sinergiche dell'economia, fiscali, giudiziarie, sociali.*

***Dafür setzen wir uns ein:***

- *Creazione del Tribunale della Costituzione Federale Svizzera che verifichi la compatibilità delle Leggi Federali con la Costituzione Federale Svizzera. Il Tribunale Della Costituzione o Corte Costituzionale deve essere gestito solo da giudici costituzionali, ossia specializzati nell'analisi e nell'attuazione della Costituzione Svizzera.*
- *Abolizione della legge La Mal: perché é anticostituzionale e contro la Convenzione dei Diritti dei Diritti Umani. La salute é un Diritto Universale e non un obbligo.*
- *Finanziare il nuovo sistema sanitario statale e nazionale svizzero attraverso la riforma del sistema fiscale e l'equa ripartizione delle Tasse.*
- *Istituire il reddito universale di cittadinanza.*
- *Istituire un "Consiglio superiore della Magistratura" con giudici selezionati, in base al merito, da concorso pubblico, che si occupano solo di controllare l'operato dei giudici e pubblici ministeri cantonali e federali. Istituzioni simili a questa citata, sono presenti e attive in tutti gli Stati europei.*
- *Promulgare una legge sul finanziamento trasparente dei Partiti.*
- *Perseguire, tracciare, confiscare i capitali delle Mafie nelle Banche svizzere o in transito o in deposito, restituendo i capitali confiscati ai cittadini attraverso investimenti nel sociale.*

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** La création d'une Cour constitutionnelle en Suisse dépasse le cadre du présent concept économique. Le Comité directeur n'est pas non plus d'accord avec la demande d'abrogation de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal) et les autres points qui concernent principalement les institutions juridiques.

**A-89:** Sylvain Thévoz Parti socialiste Ville de Genève, section cantonale Genève

**Demande: ajouter :** Au congrès de Lausanne en 2010, est votée la volonté de supprimer l'armée. Avec cette décision, aussi longtemps que l'armée subsistera, les socialistes soutiennent le remplacement du service militaire obligatoire par un service volontaire. C'est aujourd'hui encore, un choix de société que nous devons faire afin de ne plus engloutir des milliards dans des dépenses inutiles et stériles, ainsi que de laisser des hauts gradés dépenser en pure perte l'argent public pour des amusements avec hélicoptères.

**Exposé des motifs :** l'armée suisse met des bâtons dans les roues de celles et ceux qui veulent faire du service civil. Ce dernier est pourtant une plus value économiques importante pour la collectivité et formateur pour les jeunes. Devant le coût gigantesque de l'armée et sa volonté de nuire à celles et ceux qui veulent faire du service civil, il faut réaffirmer notre volonté de mettre fin à l'armée et instaurer un vrai service volontaire, le plus à même d'être utile à la collectivité.

**Proposition du Comité directeur:** rejeté

**Motif:** voir la demande ci-dessus

**A-90:** Nadia Kuhn, Andrea Simonett, Hannah Pfalzgraf, Dario Engeloch, Lorena Stocker, Virginie Bertoncini, Ronja Jansen, Brice Touilloux, Julia Baumgartner, Gian Luca Bonanomi, Loris Ducry, Luca Dahinden, Lewin Lempert und Mia Jenni

**Forderung:** Begriff ersetzen.

**Im gesamten Papier wird der Begriff Sorgewirtschaft mit Care-Ökonomie ersetzt.**

**Begründung:** Es ist den Antragsstellenden klar, dass der Begriff Care-Ökonomie noch nicht für alle Menschen geläufig ist. Doch es bringt nichts, einen neuen Begriff (Sorgewirtschaft) zu erfinden, unter welchem sich die Leute auch kaum etwas vorstellen können. Zudem: Bei einer Google-Suche kommt unter dem Begriff Sorgewirtschaft praktisch nichts, bei Care-Ökonomie gibt es hingegen Zeitungsartikel, Wikipedia-Einträge, etc.

**Proposition du Comité directeur:** accepté

**A-91: Weber Jürg, Delegierter SP11 und Präsident FiWiKo Kant. Zürich**

Die GL wird beauftragt bis zum 30.06.2019 sicherzustellen, dass von Wirtschaft 4.0 eine kostenlose elektronische Version für den Gebrauch mit einem Smartphone zur Verfügung steht. Dies um allen Interessierten die Möglichkeit zu bieten, während Besprechungen oder Sitzungen direkt auf das Dokument Wirtschaft 4.0 zugreifen zu können.

**Begründung:** Es ist für die Akzeptanz und Umsetzung der Wirtschaftspolitik wichtig, dass die Inhalte vom Dokument Wirtschaft 4.0 auch in einer elektronischen Form überall und jederzeit zur Verfügung stehen. Eine ausschließlich gedruckte Version erfüllt diese Forderungen schlecht.

Daher soll bis Mitte nächsten Jahres eine Version für Smartphones, d.h. für Mobiles und Tablets für die Betriebssysteme Android und iOS allen interessierten (SP und Nicht-SP-Mitglieder) zur Verfügung stehen.

An der DV vom 24. Februar 2018 wurde ein Antrag für eine elektronische App von Wirtschaft 4.0 gefordert aber aus Kostengründen auf Antrag der GL abgelehnt. Beim jetzigen Antrag geht es nicht mehr um eine App, sondern um eine wesentlich einfacher zu realisierenden elektronischen unveränderte Form ohne Anpassungen in der Benutzerführung. Damit werden die Kosten stark reduziert, trotzdem wird aber eine elektronische Version angeboten werden können.

**Proposition du Comité directeur: accepté modifié**

**Motif:** Le Comité directeur est d'accord pour que l'on rende le document intitulé « Notre économie » disponible partout et à tout moment sous forme électronique. La production d'une version pour les smartphones – c'est-à-dire pour les appareils mobiles et les tablettes fonctionnant avec les systèmes d'exploitation Android et iOS – pour toutes les personnes intéressées (membres du PS et personnes non affiliées au PS) dépend des coûts. Les clarifications correspondantes seront effectuées.

**A-92: Weber Jürg, Delegierter SP11 und Präsident FiWiKo Kant. Zürich**

Wirtschaft 4.0 muss im Sinne eines rollenden Planungsprozess laufend angepasst und mindestens alle zwei Jahre, zwingend durch einen Überarbeitung aktualisiert werden. Dem 10-jährigen Wirtschaftskonzept wird mit diesem Antrag zur notwendigen Aktualität - über die gesamte Gültigkeitsdauer hinweg - verholfen. Änderungen und Ergänzungen müssen an einer nationalen DV-Versammlung bestätigt werden.

**Begründung:** Wir alle sind uns bewusst, dass das Dokument Wirtschaft 4.0 in Kürze auf Grund der rasch verändernden Bedingungen in unserer Umwelt und Gesellschaft, nicht mehr aktuell sein wird. Der Anspruch eines gültigen 10-Jahres Wirtschaftskonzept kann daher mit dem bestehenden Konzept nicht erfüllt werden. Daher soll Wirtschaft 4.0 im Sinne einer rollenden Planung zwingend in einem 2-



*Jahresrythmus aktualisiert und Änderungen durch eine DV validiert werden. Dies wird eine wichtige Voraussetzung für die Forderung nach der Verbindlichkeit von Wirtschaft 4.0 über eine längere Zeitdauer sein (siehe A-x „nationaler, kantonaler und kommunaler Ebene).*

**Proposition du Comité directeur: accepté modifié**

**Motif:** *Un rythme fixe semble trop rigide aux yeux du Comité directeur, mais le concept économique devrait être mis à jour ou complété périodiquement, en règle générale tous les deux ans, à la demande de l'AD ou par une décision du Comité directeur. La période de 10 ans est à vrai dire très longue. D'autre part, la charge de travail que représente la révision biennale du concept est trop importante et mobilise trop de ressources au Secrétariat général. Par conséquent, un mode pragmatique de révision/remaniement ou d'ajout de compléments est plus approprié.*

**A-93: Weber Jürg, Delegierter SP11 und Präsident FiWiKo Kant. Zürich**

*Das Dokument Wirtschaft 4.0 ist für die Wirtschaftspolitik auf nationaler, kantonaler und kommunaler Ebene verbindlich. Wirtschaft 4.0 setzt Leitplanken für die Umsetzung der Wirtschaftspolitik insbesondere durch Mandatsträger aber auch alle übrigen SP-Mitglieder. Sollte, sich ein von Wirtschaft 4.0 abweichender Initiative, Vorstoss oder sonstige Aktivität in der Wirtschaftspolitik aufdrängen oder sinnvoll sein, ist diese Abweichung zum Wirtschaftskonzept 4.0 zu referenzieren und detailliert zu begründen.*

*Dieser Hinweis ist im Dokument Wirtschaftskonzept 4.0 zu Beginn des Dokumentes anzubringen.*

**Begründung:** *Die Vergangenheit hat gezeigt, dass die vorangegangenen zwei Wirtschaftskonzepte kaum in die SP-Wirtschaftspolitik einfließen. Nach kurzer Zeit waren Forderungen und die damit verbundenen Absichten in den „Schubladen“ verschwunden und vergessen. Daher soll Wirtschaft 4.0 neu explizit für alle Mitglieder der SP verbindlich sein. Wirtschaft 4.0 soll nicht nur eine Richtschnur für die SP-Wirtschaftspolitik sein, sondern verbindliche Leitplanken setzen, innerhalb deren sich die SP-Wirtschaftspolitik bewegt.*

*Mit der geforderten Verbindlichkeit ist auch eine Messbarkeit verbunden, wonach die SP Schweiz in der Wirtschaftspolitik beurteilt werden soll.*

*Bei der Annahme dieses Antrages, begeht die SP in der Schweizer Politlandschaft neue Wege, indem sie nicht nur Absichten und Versprechen kommuniziert wie es die meisten anderen Parteien tun, sondern auch die Bereitschaft zeigt, sich von Ihren Wählern und Sympathisanten daran zu messen bzw. zu beurteilen.*

**Proposition du Comité directeur: rejeté**

**Motif:** *Ce n'est pas réaliste. Nous ne pouvons pas nous attendre à ce que tous les membres du Parlement, à tous les niveaux politiques du PS, consultent « Notre économie » lorsqu'ils soumettent une intervention et nous ne pouvons pas leur demander d'encore se justifier, après coup, lorsque celle-ci s'écarte/diverge du présent*

*document. Le document doit servir de ligne d'action indicative. Il y aura toujours des écarts, même au niveau de certains cantons et communes.*

**A-94:** Roger Schmutz (SP Bezirk Affoltern / Kt. ZH), Heinz Looser (SP Zürich 5 / Kt. ZH)

**Forderung:** Das Projekt „Wirtschaftskonzept“ soll unter Mitwirkung der Parteibasis weiter geführt und um eine vertiefte Analyse sowie Handlungs- und Umsetzungspfade ergänzt werden. Der von der GL erarbeitete Follow Up- Prozess soll der Delegiertenversammlung bis spätestens Sommer 2020 zur Diskussion und Genehmigung vorgelegt werden.

**Begründung:** Nach der ersten Lesung des Wirtschaftskonzepts haben wir einen Antrag (A-132) eingereicht, der eine Fortsetzung des Projekts forderte. Konkret haben wir folgendes gefordert:

1. **Verbesserung des Konzepts durch die am Parteitag akzeptierten Anträge.**  
Anschliessende Verabschiedung des Papiers bewusst als Zwischenstand der Diskussion.
2. **Fortsetzung des Projekts „Wirtschaftskonzept“ mit dem Auftrag...**
  - a) die ökonomische Analyse zu vertiefen,  
... inklusive Triebkräfte der Veränderung und  
... inklusive Zukunftsszenarien sowie davon abgeleitete Strategien und Schwerpunkte. Dabei sollen speziell auch verschiedene Szenarien der Digitalisierung, der Dekarbonisierung und der Globalisierung sorgfältig herausgearbeitet werden und bezüglich Wahrscheinlichkeit bewertet werden.
  - b) Handlungspfade zu priorisieren
  - c) konkrete Vorgehens- und Umsetzungspfade zu skizzieren.  
Resultat dieses Vorgehens soll ein **parteiinternes Wirtschaftskonzept** sein, das fundierte Analysen, Strategien und Handlungspfade bietet.
3. Damit dieser Auftrag im Sinne einer breiten, innovativen und intellektuell sowie praktisch reich dotierten Partei erfüllt werden kann, werden **Diskussionsformen, Instrumente und Strukturen** bereitgestellt, die diese breite Beteiligung wirklich ermöglichen.

Wir nehmen zur Kenntnis, dass die Geschäftsleitung einen **eigenen Follow Up-Prozess** erarbeiten möchte (gemäss modifizierter Annahme unseres Antrags A-132). Da damit auch anders lautenden Forderungen aus Anträgen von anderen Sektionen Rechnung getragen werden soll, kann dieser in einzelnen Punkten von unserem Vorschlag abweichen.

Wesentlich ist jedoch die **Mitwirkung der Parteibasis**, und dass der Follow Up-Prozess selbst der **Delegiertenversammlung zur Diskussion und Genehmigung** vorgelegt wird.

*Auf diesem Weg soll sichergestellt werden, dass das Konzept für die Aktiven in der Partei zu einem aussagekräftigen Papier wird, das ein Verständnis der gegenwärtigen Ökonomie vermittelt, und das als Orientierung für unsere konkrete Politik in den verschiedenen Feldern dient, mit klaren Prioritäten und einer klaren Gewichtung, basierend auf einer vertieften Analyse.*

**Proposition du Comité directeur: accepté**

**A-95: Sepp Dorfschmid, SP-Wädenswil**

**Forderung:** *Rückweisung (sofern Parteitagsbeschlüsse gefasst werden, welche wesentliche Elemente meiner Anträge – insbesondere betr. Weiterbearbeitung – sinn-gemäss berücksichtigen, werde ich den Antrag zurückziehen)*

**Begründung:** *Das aktuelle Papier ist kein Konzept sondern ein Sammelsurium von Einschätzungen und Vorschlägen. Wie die SP die grossen Herausforderungen (Umwelt/Klima, Bedrohung der Arbeitsplätze durch Digitalisierung/Globalisierung, zunehmende Dominanz des Kapitals) angehen will, ist kaum erkennbar. Das Papier sollte zu diesen Themen Antworten geben, die in der politischen Arbeit der Sektionen (Strassenaktionen, Mitteilungsblätter, Parlamentsarbeit) nutzbar sind. Da der Klimawandel eine wesentliche wirtschaftliche Umstellung erfordert, muss diese Thematik im Papier markant und nicht im Sinne von Randnotizen dargestellt werden.*

**Proposition du Comité directeur: rejeté**

**Motif:** *Le Comité directeur estime qu'il n'est pas nécessaire de répondre à cette demande.*